

The logo for Burelle SA, featuring the word "Burelle" in a serif font, followed by a stylized symbol resembling a lowercase "s" or a decorative flourish. The logo is set within a rectangular frame.

Burelle

BURELLE SA
RAPPORT ANNUEL 2006

SOMMAIRE



LE HOLDING BURELLE SA

Message du Président	2
Actualités	4
Des positions mondiales fortes	6
Conseil d'Administration	8
Gouvernement d'entreprise	10
Développement durable	11
Vie boursière	12
Chiffres clés	13

LES FILIALES 14

Compagnie Plastic Omnium	16
Plastic Omnium Auto Exterior	18
Inergy Automotive Systems	20
Plastic Omnium Environnement	22
Produits Plastiques Performants - 3P	24
Compagnie Signature	26
Expert européen de la signalisation	28
Des services en toute proximité	30
Burelle Participations	32
Sofiparc	33

RAPPORT FINANCIER 2006 35

Comptes consolidés	36
Comptes sociaux	83

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Jean Burelle, Président-Directeur Général

En cette année anniversaire qui marque les soixante ans d'existence de notre principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, j'ai le plaisir de vous présenter des résultats qui, en dépit de la dégradation de la conjoncture automobile, sont à nouveau en progression.

L'année 2006 aura connu en effet une baisse de la production des véhicules automobiles sur le second semestre aussi bien en Europe de l'Ouest qu'en Amérique du Nord, les principaux marchés de la Compagnie Plastic Omnium. En outre, les coûts matières se sont maintenus à un niveau élevé et la pression s'est accrue sur les prix. Dans cet environnement tendu, la Compagnie Plastic Omnium, dont les activités automobiles représentent 86 % du chiffre d'affaires, a bien résisté, enregistrant une croissance organique de plus de 3 % et une marge opérationnelle de 4,3 % du chiffre d'affaires. Elle a également pris de nouvelles initiatives stratégiques. Après la formation de HBPO en 2004, leader en Europe des modules de face avant et coentreprise avec Hella KG et Behr KG, la Compagnie Plastic Omnium a complété son offre dans les modules en prenant, au 1^{er} janvier 2006, le contrôle d'Inoplast, un des acteurs majeurs des hayons arrière en matériaux composites.

Sans oublier les marchés de demain où plusieurs nouveaux projets sont en cours, notamment en Chine et dans d'autres pays émergents.

Dans le prolongement des progrès réalisés en 2005, la Compagnie Signature, leader européen de la signalisation routière et autoroutière, a retrouvé un meilleur niveau d'activité et a fortement redressé ses marges. Ses équipes restent mobilisées pour consolider ces gains.

Pour la deuxième année consécutive, Burelle Participations a contribué au résultat net, pour 2 millions d'euros.

Une marge d'autofinancement en forte progression ainsi qu'une gestion opérationnelle et financière rigoureuse ont permis de réduire l'endettement net du groupe Burelle de manière significative. Cette situation financière renforcée est à mettre au crédit de toutes les équipes qui ont poursuivi leurs objectifs

De gauche à droite :
Jean Burelle et
Pierre Burelle, Laurent Burelle
et Paul Henry Lemarié,
Directeurs Généraux Délégués



avec persévérance. Clef de l'indépendance et de la capacité à se développer, le maintien des équilibres financiers figure, avec l'innovation et l'implantation dans de nouveaux marchés, au premier rang des priorités de nos filiales.

Témoin des résultats obtenus, l'action Burelle a progressé, sur l'ensemble de l'exercice, de 57 %, nettement plus que le SBF 250 (+ 19 %). Je me réjouis de cette progression pour tous nos actionnaires.

En outre, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée, le dividende sera augmenté de 10 % à 0,77 € par action.

Opérationnellement, l'année 2007 se déroule dans un environnement automobile qui demeure difficile. Les résultats du groupe Burelle dépendront de la performance de la Compagnie Plastic Omnium qui anticipe une baisse de ses résultats sur le premier semestre. Les commandes d'ores et déjà en

portefeuille permettent d'envisager un rebond en 2008. La Compagnie Signature devrait consolider les progrès accomplis en 2006.

Pour finir, je tiens à remercier tous les hommes et les femmes qui, depuis la création de la Compagnie Plastic Omnium jusqu'à nos jours, ont contribué, par leur compétence et leur dynamisme, à construire le groupe tel qu'il est aujourd'hui.

Jean Burelle

ACTUALITÉS

Une année anniversaire



Pierre Burelle, Président Fondateur de Plastic Omnium à Langres (1988)

En 1946, Pierre Burelle, jeune ingénieur chimiste, crée à Paris, rue du Louvre, la société « Plasticomnium », spécialisée dans la fabrication de pièces injectées en matières plastiques.

Au départ « multiproduit », la société va au fil des ans se spécialiser dans trois secteurs : les pièces, puis les équipements et modules pour les constructeurs automobiles, les produits et services pour la gestion des déchets ménagers et les produits high-tech. Aujourd'hui, 60 ans après sa création, Plastic Omnium est mondialement reconnue auprès des constructeurs automobiles et des collectivités locales. Présente dans 26 pays avec 11 600 collaborateurs et 123 sites industriels dans le monde, elle occupe des positions de leader mondial ou européen sur ses différents marchés.

Fidèle à la vision de ses origines, le Groupe, grâce aux collaborateurs qui l'animent, continue à promouvoir l'esprit d'entreprise et d'innovation qui lui a donné naissance.

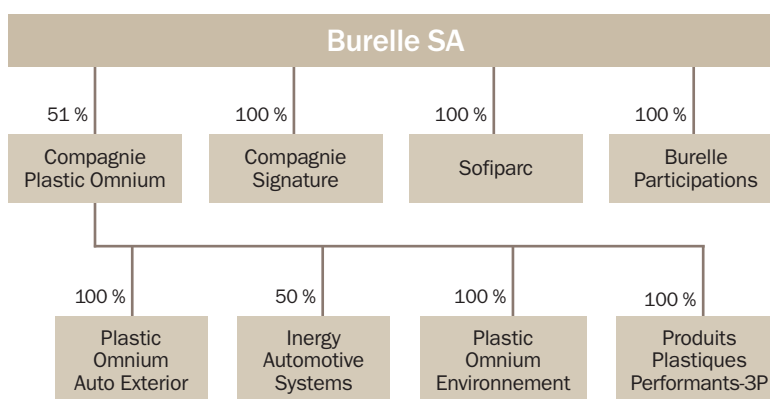
Ce sont ces valeurs, ainsi que la recherche de marchés nouveaux à l'international qui ont soutenu son essor dans le passé et lui permettront de poursuivre sa croissance dans l'avenir.

Actionnaire majoritaire de la Compagnie Plastic Omnium, Burelle SA a accompagné le développement de sa principale filiale dans une optique de développement s'inscrivant dans la durée.

Elle a également permis l'émergence à partir de 1989, par des acquisitions successives, de la Compagnie Signature, aujourd'hui leader européen de la signalisation routière et autoroutière.

Toujours fidèle à ses racines, Burelle SA a créé en 2001, Burelle Participations, société de capital-investissement destinée à soutenir des entrepreneurs dans leurs projets de développement.

Organigramme de Burelle SA au 31 décembre 2006



Événements marquants 2006

Compagnie Plastic Omnium

- **Prise de contrôle du Groupe Inoplast**

Plastic Omnium a pris le contrôle du groupe français Inoplast qu'elle détient à hauteur de 84,68 %, contre 34 % précédemment. Inoplast est leader européen des hayons arrière et des pièces de structure en matériaux composites et en polyester renforcé de fibres de verre pour l'automobile et le camion. Par cette opération, Plastic Omnium accélère sa croissance sur le marché des pièces de carrosserie.

- **Premières implantations industrielles en Chine**

Inoplast a pris le contrôle majoritaire de la société chinoise Xietong et créé le joint-venture XieNO, qui dispose de quatre usines dans le pays.

De son côté, Inergy Automotive Systems a construit en Chine, à Wuhan (province de Hubei), sa première usine qui, dans un premier temps, livrera des systèmes à carburant pour Dongfeng-Nissan.

- **Une avancée majeure avec le module d'aile**

Plastic Omnium Auto Exterior a mis au point le premier module d'aile jamais conçu qui illustre sa capacité d'innovation pour toujours mieux répondre aux attentes des constructeurs automobiles.

Ce module d'aile équipe le nouveau BMW X5 fabriqué aux Etats-Unis.

Compagnie Signature

- **Renforcement des positions sur les marchés de l'Est**

Après la République tchèque, la Compagnie Signature s'est implantée sur le marché roumain et a ouvert une filiale commerciale à Bucarest. Celle-ci dispose d'un centre d'exploitation et de cinq équipes spécialisées dans les prestations de marquage routier.

- **Renforcement de la stratégie de services de proximité**

Espagne, France, Grande-Bretagne, Roumanie, Suisse : la Compagnie Signature poursuit son déploiement sur ses marchés, avec la création de nouveaux centres de services de proximité, pour servir localement ses clients.



Assemblage du module d'aile du BMW X5 à Duncan (Caroline du Sud, USA)

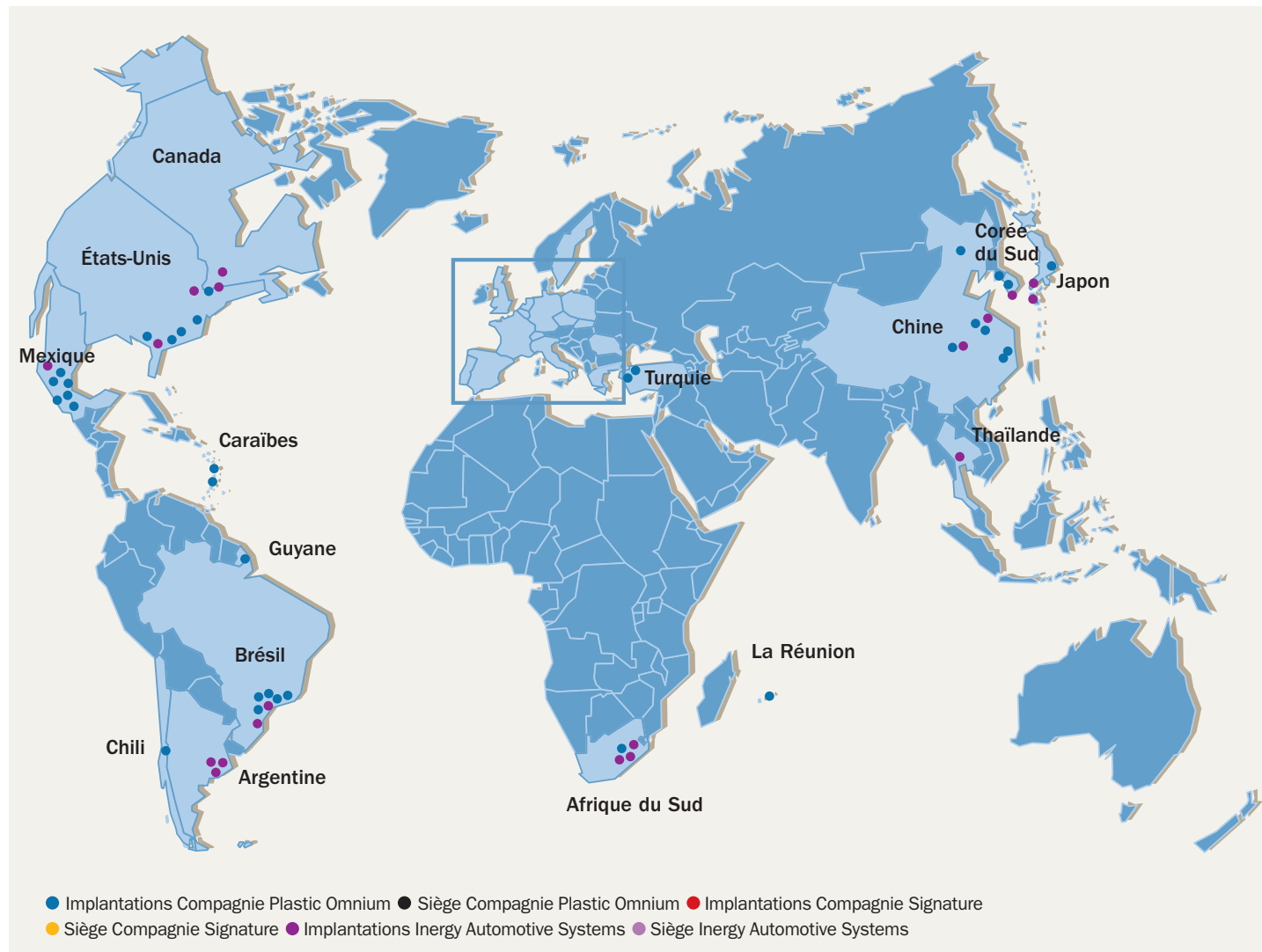


Hayon de la Volvo XC90 produit par Inoplast

DES POSITIONS MONDIALES FORTES

Des filiales dans 27 pays sur 4 continents

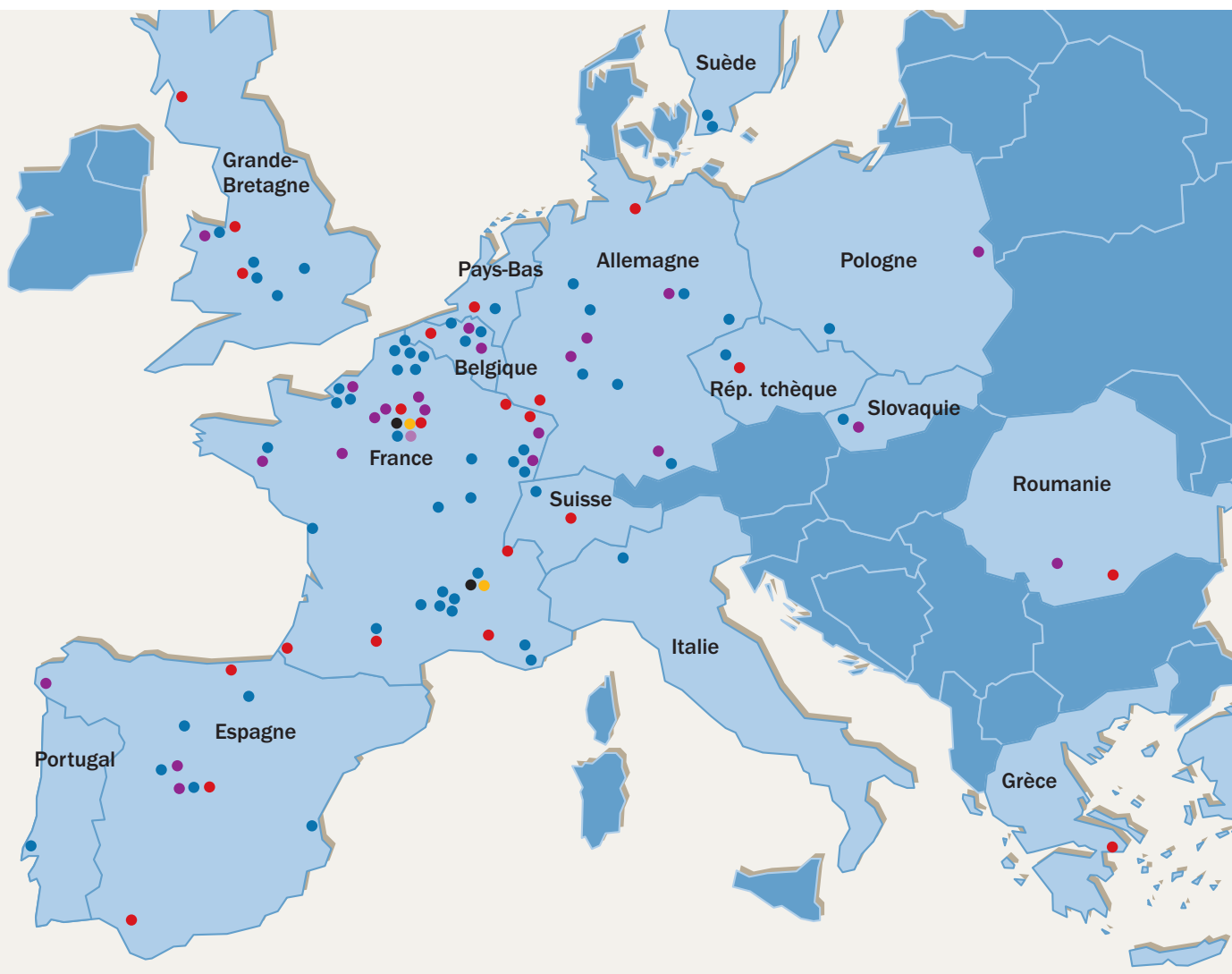
Principales implantations industrielles et commerciales (31/12/2006)



En 2006, les filiales de Burelle SA ont réalisé 66 % de leur chiffre d'affaires hors de France. Leurs principaux marchés géographiques sont l'Europe (71 % du chiffre d'affaires) et l'Amérique du Nord (22 % du chiffre d'affaires).

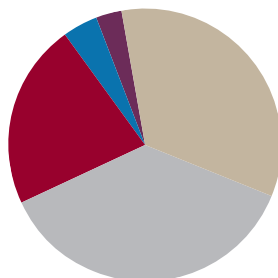
Première usine INERGY en Chine
à Wuhan (province de Hubei)





Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques

Chiffre d'affaires 2006 :
2 564 millions d'euros



France	34 %
Europe hors France	37 %
Amérique du Nord	22 %
Asie	4 %
Autres pays	3 %

CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 | Jean Burelle, Président-Directeur Général

Président d'honneur, Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium
Directeur Général Délégué et Administrateur de Sogec 2
Administrateur et Président du Comité des Mandataires d'Essilor International
Administrateur et Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations de Rémy Cointreau
Président du Medef International

2 | Pierre Burelle, Directeur Général Délégué

Président Fondateur de la Compagnie Plastic Omnium
Président-Directeur Général de Sogec 2
Président de Sofiparc SAS

3 | Laurent Burelle, Directeur Général Délégué

Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium
Directeur Général Délégué et Administrateur de Sogec 2
Président de la Compagnie Signature SAS
Président de la Compagnie Financière de la Cascade SAS
Administrateur de la Lyonnaise de Banque SA

4 | Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué

Administrateur et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium
Administrateur de Inergy Automotive Systems

5 | Patrice Hoppenot**

Président-Directeur Général d'Investisseur et Partenaire pour le Développement
Ancien associé-gérant et cofondateur de BC Partners
Administrateur et membre du Comité d'Audit de Bacou-Dalloz

6 | Dominique Léger*

Avocat au Cabinet Foucaud, Tchekhoff, Pochet et Associés
Ancien Directeur Général Délégué du CCF

7 | Eliane Lemarié

Directeur Général Délégué et Administrateur de Sogec 2

8 | Henri Moulard

Administrateur et Président du Comité des Rémunérations d'Unibail
Membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit de Foncia
Administrateur de la Compagnie Elf Aquitaine
Président du Conseil d'Administration d'Attijariwafa Bank Europe

9 | Philippe Sala**

Président d'Ibexsa Holding SAS
Président des Etangs de Corot SAS
Président de Lustrel Laboratoires SAS

10 | François de Wendel

Administrateur de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques
Membre du Conseil de Surveillance de Wendel Investissement
Président du Conseil d'Administration de la Fondation de Wendel

Secrétaire du Conseil

Angeline Delhoume, Secrétaire Général

Commissaires aux Comptes

Mazars & Guérard
Bernard Chabanel

* Président du Comité des Comptes ** Membres du Comité des Comptes



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

“ Assisté du Comité des Comptes, le Conseil d'Administration veille à la qualité de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché. ”

Burelle SA est une société anonyme à Conseil d'Administration. Suite à l'Assemblée générale du 23 mai 2002, le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

Missions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre. Assisté du Comité des Comptes, il contrôle la gestion et veille à la fiabilité et à la qualité des informations fournies aux actionnaires et au marché. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. En 2006, il s'est réuni à trois reprises avec un taux de présence des administrateurs de 97 %.

Lien des administrateurs avec la société

Le Conseil d'Administration est composé de 10 membres, dont la moitié est constituée de personnalités aux compétences variées et complémentaires, qui n'entretiennent avec la société, ses dirigeants ou les sociétés du groupe, aucune relation qui puisse compromettre leur liberté de jugement dans l'exercice de leur mandat. La durée du mandat d'administrateur est de 3 ans renouvelable.

Chaque administrateur doit détenir statutairement au moins 100 actions pendant la durée de son mandat. En 2006, l'enveloppe annuelle des jetons de présence allouée au Conseil d'Administration a été fixée à 150 000 euros.

Le Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de mieux comprendre le processus d'élaboration des comptes.

Il rend compte au Conseil d'Administration qui a la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés.

Il examine les comptes semestriels et annuels soumis au Conseil d'Administration et donne son avis sur les principes et méthodes comptables retenus, la couverture des zones de risques, la justification des provisions, les engagements hors bilan et l'évolution des résultats et de la trésorerie. Plus généralement, il étudie tout sujet susceptible d'avoir une incidence financière ou comptable significative.

Le Comité des Comptes est présidé par M. Dominique Léger et inclut deux autres administrateurs indépendants, M. Patrice Hoppenot et M. Philippe Sala. Le Secrétaire Général, le Directeur Financier, ainsi que les Commissaires aux Comptes assistent aux réunions du Comité des Comptes.

En 2006, le Comité des Comptes s'est réuni deux fois, pour l'arrêt des comptes semestriels et annuels.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

“ Le reporting mensuel Environnement et Sécurité permet de suivre les progrès réalisés. ”



15 chaînes de peinture dans le groupe sont équipées d'un système d'élimination des émissions de COV

Société holding, Burelle SA n'a pas d'activité industrielle et ne mène donc pas de politique spécifique en matière de développement durable. Néanmoins, ses deux filiales industrielles – la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature – conduisent une politique volontariste en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Chaque mois, 114 sites renseignent 18 indicateurs Environnement et Sécurité qui sont examinés par le Comité de Direction à chacune de ses réunions mensuelles. Ce reporting permet de suivre les évolutions et les progrès réalisés, à l'aune des objectifs fixés.

Lancement du plan de certification OHSAS 18001

Le programme de certification OHSAS 18001 a été lancé en 2006, afin de mieux structurer le système de management de la Sécurité et de pérenniser les progrès accomplis chaque année. Cinq sites ont déjà obtenu cette certification, avec un objectif de 26 nouveaux sites en 2007. Lancée fin 2004, la formation *Top Safety* se poursuit. Déployée à tous les niveaux hiérarchiques, elle est déclinée par division, selon leurs spécificités. *Top Safety* a pour objectif de sensibiliser les employés à l'importance des comportements individuels.

Déploiement d'une stratégie de prévention des maladies professionnelles

Le déploiement du programme de réduction des maladies professionnelles, et en particulier des Troubles Musculo-Squelettiques (TMS), a été renforcé. Tout un travail est également mené pour

améliorer les conditions de travail : ergonomie des postes, éclairage des usines, lutte contre le bruit et le stress...

Des réponses aux enjeux environnementaux

Les sites industriels mènent une politique environnementale responsable, afin de minimiser l'impact de leur activité. En 2006, un plan a été lancé pour économiser les énergies : électricité, gaz et eau.

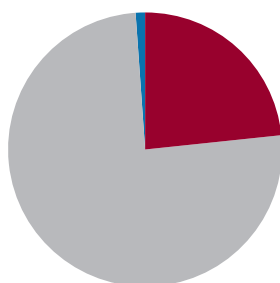
Les équipes de R&D sont toujours impliquées dans la mise au point de nouvelles solutions plus respectueuses de l'environnement : « diesel propre » chez INERGY ; écoconception, réduction du poids des pièces et modules de carrosserie chez Plastic Omnium Auto Exterior ; offre Ecosourcing® chez Plastic Omnium Environnement ; peintures écologiques chez la Compagnie Signature...

Responsabilité sociale

Les politiques de Ressources Humaines accompagnent le développement des filiales de la Compagnie Plastic Omnium et de la Compagnie Signature, dans le respect des valeurs du groupe et de son code d'éthique. Une gestion responsable de l'emploi, le développement des compétences, le dialogue social et l'égalité des chances constituent des fondamentaux de la culture sociale.

VIE BOURSIÈRE

Répartition du capital au 31 décembre 2006



● Public	23,5 %
● Famille Burelle	76,2 %
● Autocontrôle	0,3 %

Memento de l'actionnaire

Marché de cotation :
Euronext Paris, Eurolist Compartiment B
Code ISIN : FR0000061137
Code Reuters : BULY.LY

Calendrier des rendez-vous financiers

8 juin 2007 – 11h00
Assemblée Générale
au Cercle de l'Union à Lyon

13 juin 2007
Paiement du dividende

30 juillet 2007
Publication des résultats
semestriels 2007

Relations financières

Service du titre
Lyonnaise de Banque
69160 Tassin-la-Demi-Lune

Informations financières

1, rue du Parc
92593 Levallois Cedex
Tél. +33 (0)1 40 87 64 49
Fax +33 (0)1 40 87 96 62
e-mail : investor.relations@burelle.com
Internet : www.burelle.fr

Principales données boursières

Cours (en euros)	2004	2005	2006
Plus haut	96,00	132,00	195,00
Plus bas	74,00	89,00	113,00
Moyen	85,80	106,55	145,30
Au 31 décembre	89,55	113,00	177,00
Nombre d'actions au 31 décembre	2 011 118	1 870 303	1 870 303
Capitalisation boursière (au 31 décembre, en millions d'euros)	180	211	331

Évolution du cours de l'action Burelle SA (en euros)

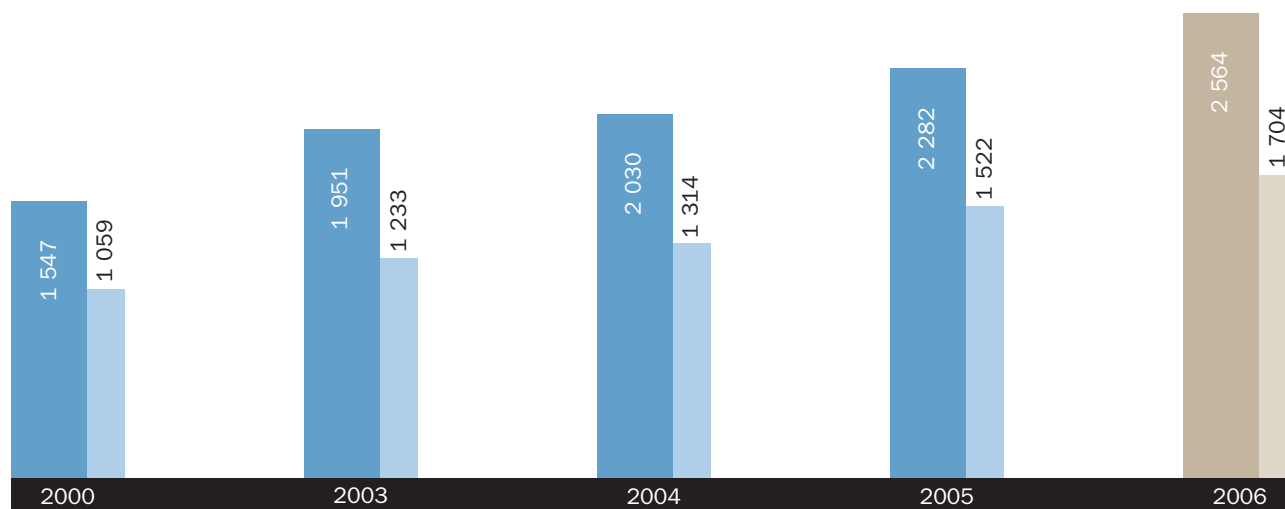
1^{er} janvier 2004 / 28 février 2007



CHIFFRES CLÉS

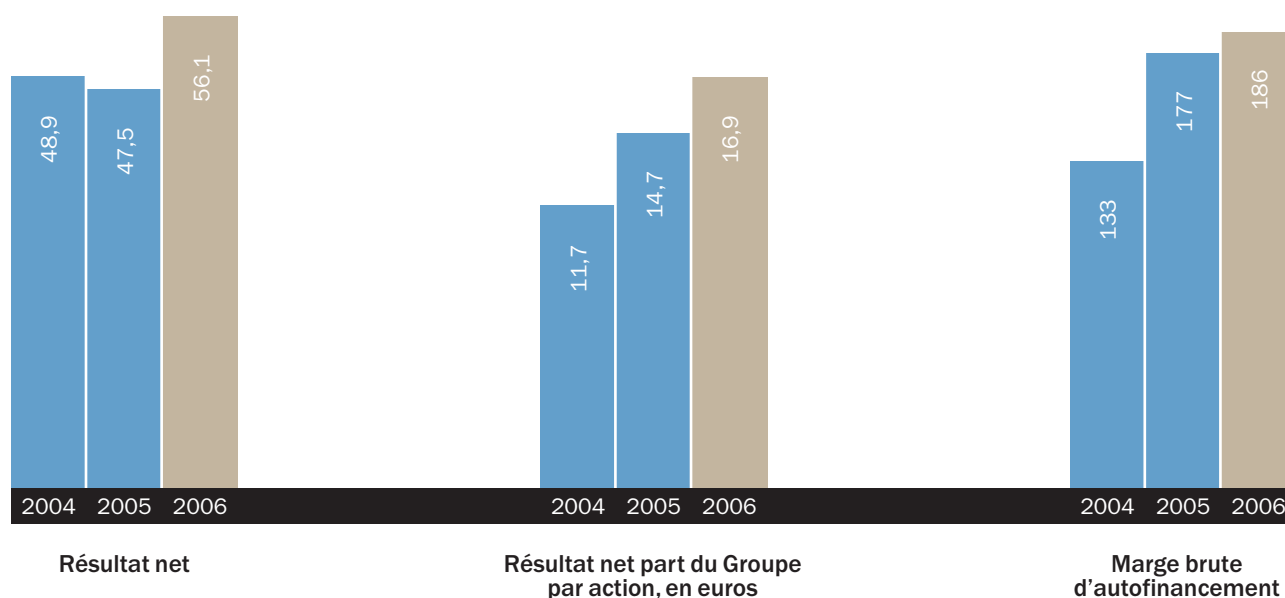
(en millions d'euros)

« Le résultat net part du Groupe de Burelle SA a augmenté de 15 % en 2006 »



Chiffre d'affaires consolidé Dont international

2006



LES FILIALES DE BURELLE SA

Compagnie
Plastic Omnium



Compagnie
Signature



Burelle
Participations



Sofiparc



- **Trois métiers**: Automobile, Environnement, High-Tech
- N°2 mondial** sur le marché des pièces de carrosserie,
- N°1 mondial** sur le marché des systèmes à carburant en plastique,
- N°1 mondial** dans la gestion des déchets à la source,
- Un expert** dans la transformation des résines fluorées et des polymères hautes performances.
- **2,3 milliards d'euros** de chiffre d'affaires en 2006
- **123 sites industriels**
- **11 600 collaborateurs**

PAGE
16

- Leader européen de la signalisation routière
- Quatre domaines d'activités : signalisation verticale, marquage routier, équipements de retenue et de sécurité, mobilier urbain.
- **235 millions d'euros** de chiffre d'affaires en 2006
- **10 sites industriels**
- **1 270 collaborateurs**

PAGE
26

Société de **capital-investissement** qui investit dans des entreprises françaises de taille moyenne, dans un objectif de valorisation à moyen terme.

PAGE
32

Société **immobilière** propriétaire d'un patrimoine non industriel situé dans les Hauts-de-Seine et dans la région lyonnaise.

PAGE
33



COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Plastic Omnium Auto Exterior

Inergy Automotive Systems

Plastic Omnium Environnement

Produits Plastiques Performants – 3P

Dans une conjoncture automobile difficile, la Compagnie Plastic Omnium a enregistré une forte progression de tous ses indicateurs financiers.

Le chiffre d'affaires 2006 a progressé de 13 % à 2,3 milliards d'euros et le résultat net de 14 % à 50 millions d'euros.

Par ailleurs, le groupe a poursuivi ses efforts de désendettement : à fin 2006, l'endettement net ne représente plus que 247 millions d'euros, soit 52 % des fonds propres.

Ces résultats sont indissociables d'une politique soutenue de R&D et d'investissements industriels qui représentent respectivement 4,5 % et 4 % du chiffre d'affaires.

2006 est marquée par le renforcement de la stratégie modulaire dans l'extérieur du véhicule, avec la prise de participation majoritaire du groupe Inoplast, acteur majeur sur le marché des pièces en matériaux composites et des modules de hayon. Parallèlement, le pôle Environnement, a consolidé ses résultats tandis que la division Produits Plastiques Performants – 3P affiche un presque retour à l'équilibre.

La Compagnie Plastic Omnium a renforcé sa base industrielle en Amérique du Nord, et poursuit également son développement sur les marchés émergents comme l'Amérique du Sud et l'Asie, où la Chine est une priorité. Fin 2007, le groupe y comptera 5 usines.

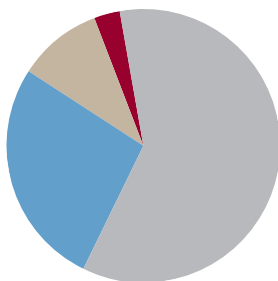
Alors que 2007 s'annonce comme une année de transition, le carnet de commandes du pôle automobile, la solidité du bilan et les nouvelles actions de productivité permettent d'envisager un rebond significatif en 2008.

60 ans après sa création, la Compagnie Plastic Omnium imagine de nouveaux défis, que nous allons remporter, avec le soutien et la confiance de nos actionnaires, clients et collaborateurs.

Laurent Burelle
Président-Directeur Général

Répartition du chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium par activités

Chiffre d'affaires 2006 :
2 326 millions d'euros



● Plastic Omnium Auto Exterior	60 %	(1 384 M€)
● Inergy Automotive Systems	27 %	(621 M€)
● Plastic Omnium Environnement	10 %	(242 M€)
● Produits Plastiques Performants - 3P	3 %	(79 M€)

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Plastic Omnium Auto Exterior

N° 2 mondial sur le marché des pièces et modules de carrosserie, Plastic Omnium Auto Exterior propose aux constructeurs automobiles des solutions sur mesure et multimatériau.

L'année 2006 a été marquée par la prise de contrôle du groupe français Inoplast et par de nouvelles avancées majeures dans l'offre modulaire.

Plastic Omnium Auto Exterior intervient dans un marché de pièces d'aspect avec des solutions à forte valeur ajoutée. Elle propose aux constructeurs automobiles des pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, des pièces de carrosserie, des modules d'aile, de bloc avant et de hayon arrière.

Une première mondiale

Dans une démarche constante d'innovation, Plastic Omnium a mis au point le module d'aile, qui représente une véritable rupture technologique. Constitué d'une aile en matière thermoplastique peinte, assemblée sur un support composite, le module intègre sept fonctions dont l'éclairage, le passage de roue, l'absorbeur thermoplastique pour la protection du piéton, les dispositifs de refroidissement, etc.

La réduction de poids, l'amélioration de

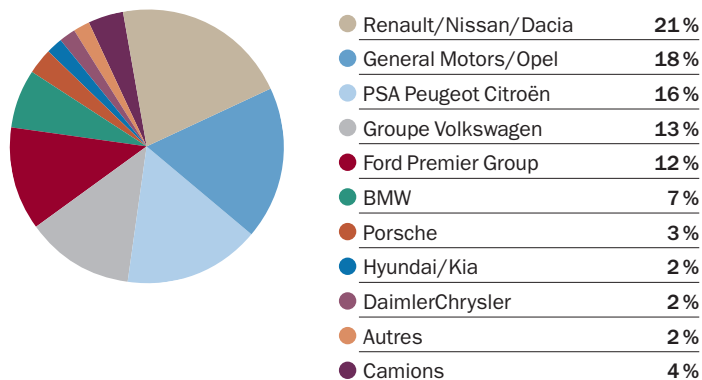
la protection du piéton et de la qualité perçue, l'évolution de la modularité et la liberté de design sont les innovations majeures de ce module, développé pour le nouveau BMW X5. L'aile est injectée et peinte à Anderson et le module assemblé à Duncan. Les deux sites sont situés aux États-Unis, en Caroline du Sud, à proximité de l'usine de montage de BMW de Spartanburg, dans le même État.

Contrôle d'Inoplast

En 2006, Plastic Omnium a pris le contrôle (84,68 %) du groupe français Inoplast, avec lequel elle avait créé en 1998, la société InoPlastic Omnium, spécialisée dans les hayons arrière en matériaux composites.

Inoplast est leader européen dans la fabrication de pièces et fonctions en matériaux composites thermodurcissables et en polyester renforcé de fibres de verre.

Répartition du chiffre d'affaires par constructeurs





Production des pare-chocs de la Peugeot 206 à Juiz de Fora (Brésil)

Inoplast réalise les deux tiers de son chiffre d'affaires avec les constructeurs automobiles et un tiers avec les constructeurs de camions comme Volvo Truck, DaimlerChrysler ou Scania. Par cette opération, Plastic Omnium accélère sa croissance dans les pièces de carrosserie et élargit son portefeuille clients, notamment sur le marché du camion.

Développement soutenu de HBPO

Leader mondial sur le marché des modules de bloc avant, HBPO a été créée en 2004, avec les équipementiers allemands Hella et Behr. La société a connu un développement soutenu en 2006 et a atteint un chiffre d'affaires de 566 millions d'euros. Son nouveau site de Banbury (Grande-Bretagne) livre le module de bloc avant de la nouvelle Mini qui intègre la face avant réalisée par Plastic Omnium Auto Exterior.

Renforcement des positions mondiales

Avec 73 sites industriels implantés en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et en Asie, la Division Plastic Omnium Auto

Exterior accompagne les constructeurs automobiles dans leur développement et renforce sa présence sur les nouveaux marchés clés en Europe de l'Est et en Asie.

En 2007, l'usine slovaque de Bratislava va effectuer ses premières livraisons en République tchèque pour un groupe automobile allemand. En Chine, à travers la société XieNO qu'elle contrôle à 60 %, Inoplast dispose de 4 usines qui travaillent pour les constructeurs de camions comme FAW et China National Heavy Trucks. Plastic Omnium dispose aussi d'une antenne technique à Tokyo et d'un bureau d'achats à Pékin. Sur le continent américain, la Division est implantée dans le sud des États-Unis, ainsi qu'au Mexique où Plastic Omnium est le premier producteur de pare-chocs.

En Amérique du Sud, où la croissance des activités est à nouveau très forte, Plastic Omnium construit sa première usine en Argentine. De son côté, HBPO a ouvert mi-2007 deux sites en Amérique du Nord : Windsor (Canada), et Saint-Louis (Missouri, USA).

Lancements 2006

Europe

- > Peugeot 207 (pare-chocs avant)
- > Peugeot 307 restylée (pare-chocs avant, ailes)
- > Peugeot 407 coupé (pare-chocs, porte de coffre)
- > Peugeot Expert (hayon arrière)
- > Renault Scénic restylée (pare-chocs avant)
- > Renault Clio III (renfort d'aile)
- > Volvo XC 90 (hayon arrière)
- > Mini BMW (face avant technique)
- > Opel Corsa (pare-chocs avant et arrière)
- > Audi Q7 (face avant technique)
- > Porsche Cayenne et Volkswagen Touareg (pare-chocs avant et arrière)
- > Nissan Cabstar (pare-chocs avant et arrière)

Amérique

- > BMW X5 (module d'aile, pare-chocs avant et arrière)
- > Saturn Sky, Chevrolet Avalanche (pare-chocs avant et arrière)
- > Hyundai Santa Fe (pièces de carrosserie)

HBPO : modules bloc avant

- > Mini BMW
- > Kia Cerato
- > Hyundai Terracan restylée
- > Porsche Cayenne et Volkswagen Touareg
- > Skoda Fabia
- > Ford Lincoln

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Inergy Automotive Systems

N° 1 mondial sur le marché des systèmes à carburant en plastique, Inergy Automotive Systems est reconnu par les constructeurs automobiles mondiaux comme le spécialiste des solutions de stockage et de distribution de fluides, avec des réponses exclusives qui contribuent à réduire la pollution automobile.

Produit de sécurité intégré, le système à carburant répond à plusieurs fonctions : remplissage, stockage, jaugeage, ventilation et alimentation moteur. Réalisé en plastique, il présente de nombreux avantages par rapport à un même produit en métal : légèreté, flexibilité de forme, mais aussi sécurité.

Ergonomie et confort pour l'automobiliste

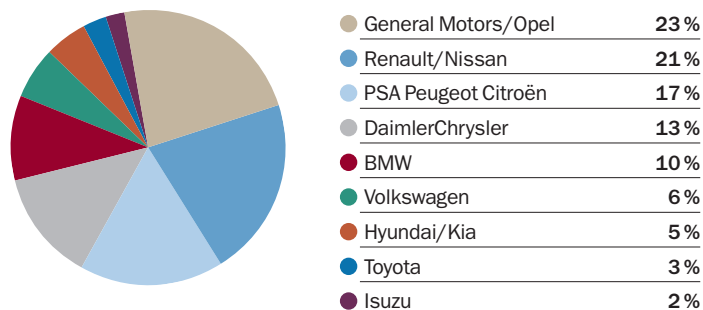
INERGY propose des améliorations pour optimiser le coût et la qualité de son offre, mais aussi des solutions plus performantes en termes d'ergonomie et de confort pour l'automobiliste. Trois millions de véhicules sont déjà équipés par INERGY d'un réservoir à carburant doté d'un système sans bouchon pour faciliter le remplissage à la pompe. Afin de répondre aux futures normes d'émissions d'hydrocarbures

plus contraignantes, INERGY a développé deux nouveaux systèmes : CLINFILL™ pour l'Europe et l'Asie (normes EURO IV, V et JLEV) et INERFILL™ pour les Etats-Unis (normes LEV II et PZEV).

« Green diesel »

Au-delà de ses solutions qui répondent aux normes de réduction des émissions d'hydrocarbures les plus strictes (réservoir PZEV, tête de remplissage sans bouchon, technologie de soufflage TSBM - *Twin Sheet Blow Moulding*), les équipes de R&D de INERGY ont mis au point deux innovations majeures – INSAS™ et DINOX™ – qui permettent de réduire significativement les émissions de particules et d'oxydes d'azote rejetées par les moteurs diesel. INERGY poursuit aussi ses recherches pour adapter ses systèmes de stockage

Répartition du chiffre d'affaires par constructeurs





Inergy Automotive Systems réalise dans son usine de Rayong (Thaïlande) le système à carburant de la Nissan Tiida

et de distribution de carburant aux véhicules hybrides, une des solutions alternatives au moteur thermique.

De nouvelles bases en Asie

Disposant déjà d'une large couverture sur les continents américain, européen, africain et asiatique, INERGY construit sa première usine en Chine, à Wuhan (province de Hubei), au cœur d'un des principaux pôles automobiles du pays. Opérationnelle au second semestre 2007, cette usine produira dans un premier temps des réservoirs pour le site de Dongfeng-Nissan à Xiangfan (province de Hubei).

Cette nouvelle usine complète le dispositif industriel et technique établi dans différents pays d'Asie (Japon, Thaïlande et Corée), où les potentiels de croissance sont considérables, portés par trois facteurs : l'accroissement des marchés domestiques, le développement international des constructeurs mondiaux sur cette zone et la progression des réservoirs en plastique par rapport à la solution métal. En Europe, INERGY a poursuivi la modernisation de son outil industriel.

En Grande-Bretagne, le site de Telford a cessé son activité et en Espagne, le site de Valladolid a fermé, tandis que celui de Vigo a été modernisé.

Optimisation de la Qualité

Après le déploiement de son système de production mondial qui contribue à améliorer les performances industrielles, mais aussi la qualité et la sécurité des collaborateurs, INERGY a ouvert le *Inergy Validation Center* (IVC), au cœur de son centre de R&D mondial à Bruxelles.

IVC a pour mission de valider les performances des systèmes à carburant fabriqués par INERGY, avec pour objectif d'augmenter leur conformité fonctionnelle par rapport aux spécifications internes et à celles demandées par les clients. Un système à carburant est régulièrement prélevé sur les lignes de fabrication, puis envoyé à Bruxelles où il subit des tests de matière, géométrie et composants. Opérationnel depuis avril 2006, ce centre a testé 320 systèmes à carburant en 9 mois, avec une prévision de 500 unités en 2007.

Lancements 2006

Europe

- > BMW Série 3 coupé et cabriolet
- > Opel Corsa
- > Peugeot 207
- > Nouveau Peugeot Partner
- > Citroën C4 Picasso
- > Porsche 997 C4
- > Audi Q7

Amérique du Nord et du Sud

- > Nouvelle Yukon Suburban
- > Saturn Outlook, Buick Enclave et GMC Acadia
- > Buick Lucerne (PZEV)
- > Buick Lacrosse/Allure (PZEV)
- > Nissan Altima (LEV 2 et PZEV)
- > Renault Mégane

Asie et Afrique du Sud

- > Saturne Daewoo
- > Nissan Tiida

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Plastic Omnium Environnement

N° 1 mondial dans la gestion des déchets à la source, Plastic Omnium Environnement est partenaire des collectivités locales et des entreprises avec des solutions pour optimiser la gestion des déchets en amont de la collecte. Son offre de produits s'accompagne de services sur mesure, dont l'objectif est d'optimiser les performances de tri et les coûts de la filière.

Face à l'augmentation du volume des déchets et aux exigences liées à leur élimination, les collectivités locales et les entreprises veulent réduire les volumes de déchets « à la source ». Cet objectif renvoie aux priorités fixées par la nouvelle directive européenne 2006/12/CE du 5 avril 2006.

L'offre Ecosourcing® : sensibiliser les usagers au geste du tri

Avec l'offre Ecosourcing®, Plastic Omnium Environnement accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de leur plan de prévention des déchets et dans l'amélioration de leurs performances de tri.

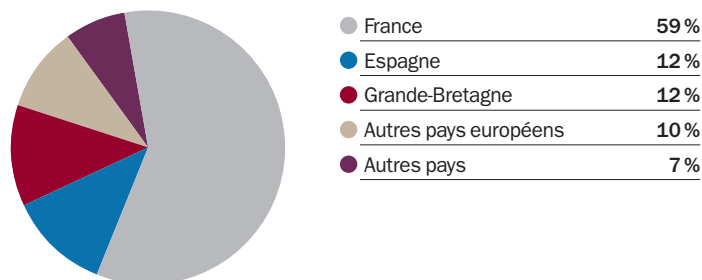
Cette démarche repose sur des prestations qui accompagnent le producteur de déchets sur le long terme : mise à disposition d'équipements adaptés, sensibilisation aux

règles et aux enjeux du tri, voire facturation individuelle en fonction de la production, communication des résultats obtenus, réponse rapide aux demandes des administrés grâce aux Centres de Services Clients, analyse et suivi des comportements.

La preuve par l'Ecosourcing®

Le suivi des contacts avec les habitants – demandes d'informations auprès des Centres de Services Clients, mailings, enquêtes de satisfaction ou comportementales, facturation, ainsi que les actions de terrain (mesures des performances de tri, entretiens en face-à-face...) – permet de disposer de données sur les comportements des habitants et d'adapter les actions de sensibilisation et de communication. Plusieurs collectivités ont déjà adopté l'offre Ecosourcing®.

Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques





Système d'identification des bacs roulants, dans le cadre de l'offre Ecosourcing®.

Le Sivom Sud du Territoire de Belfort, le Sictom Loir-et-Sarthe, le Centre Hospitalier le Vinatier à Lyon, les intercommunales IOK, IVLA, IDM en Belgique, les communautés de Gedling et South Ribble en Grande-Bretagne, ont déjà enregistré des résultats probants : baisse du tonnage des déchets et de la part à incinérer, augmentation de la collecte sélective et réduction du budget global.

Une forte expertise produits

Bacs roulants à multiples options, conteneurs pour l'apport volontaire, corbeilles à papier, sacs en papier et en plastique, composteurs de jardins..., Plastic Omnium Environnement propose une multiplicité de produits qui permet de répondre à toutes les problématiques des villes et des entreprises. L'année 2006 a été marquée par le lancement de nouvelles solutions :

- > Bulbeo®, composteur pour les déchets verts des jardins, 100 % recyclé et recyclable,
- > Conteneur enterré Minimax®, nouvelle réponse aux exigences des collectivités dans le domaine de l'apport volontaire,

- > Movea®, colonne d'apport volontaire mobile destinée aux gros producteurs de verre et à l'habitat collectif,
- > Azteca®, nouvelle colonne d'apport volontaire pour les zones Export.
- > Elegant® Cristal, corbeille à papier transparente destinée aux villes sous plan Vigipirate.

Ouvertures sur de nouveaux marchés

Plus de 40 % du chiffre d'affaires de Plastic Omnium Environnement est réalisé hors de France, principalement en Europe.

Au Benelux, la part des services a augmenté de 16 % et en Grande-Bretagne, la collecte sélective se met en place.

Plastic Omnium Environnement développe aussi sa présence en Europe de l'Est : un bureau commercial a été créé en Pologne et un réseau de distribution mis en place en Russie et en Ukraine.

Parallèlement, un bureau a été ouvert en Chine, à Shanghai.

Ludoparc

Ludoparc est spécialisée dans la location et la vente d'aires de jeux.

Son expertise en conception, aménagement et gestion des espaces s'appuie sur des gammes multimatériau – bois, plastique, métal – adaptées aux enfants de 18 mois à 16 ans. Partenaire des collectivités locales, des écoles, des crèches..., Ludoparc propose aussi une offre très large de prestations de services qui garantissent la sécurité des enfants.

Succès commerciaux 2006

Europe : Agglomérations de Chartres et de Saint-Dizier, Carcassonne, Ile de Ré, Lille Métropole Communauté Urbaine, Orléans, Sictom Loir-et-Sarthe (France), IDM et ILVA (Belgique), Province de Cordoue et San-Fernando (Espagne), Leeds et Gedling (Grande-Bretagne), Helsinki (Finlande), Kiev (Ukraine)...

Amériques et Asie

Nogales (Mexique), la Reina (Chili), Téhéran (Iran), Dongguan et Shenzhen (Province de Dongguan, Chine)...

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Produits Plastiques Performants - 3P

Expert dans la transformation des résines fluorées et des polymères à hautes performances, Produits Plastiques Performants - 3P a opéré en 2006 un recentrage de ses activités en Europe, couplé à une rationalisation de ses sites industriels.

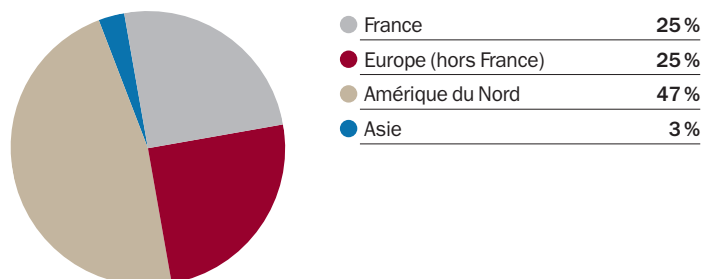
Produits Plastiques Performants - 3P développe des solutions et des produits en plastiques à hautes performances qu'elle propose à des industries diversifiées : automobile, aéronautique, semi-conducteurs/ électronique, composants pour Vannes, Pompes et Compresseurs, ainsi que la distribution. 3P apporte à ses clients des solutions innovantes en termes d'étanchéité, de tenue aux températures extrêmes, de pureté, de friction, de résistance à l'usure, de résistance aux produits chimiques ou d'isolation électrique.

Recentrage industriel en Europe

En octobre 2006, 3P a cédé à la société britannique Fenner ses activités industrielles nord-américaines basées à Houston. 3P reste présent aux Etats-Unis avec sa filiale de distribution EPSCO.

Parallèlement, elle a poursuivi la rationalisation et la modernisation de son outil industriel en Europe, afin d'accroître ses services aux clients et sa rentabilité. L'usine de Maintenon (France) a été fermée fin 2006. Ses activités ont été transférées à Langres (France) et à Valencia (Espagne) où un nouveau site a été ouvert. L'année 2006 marque ainsi l'aboutissement du recentrage industriel en Europe avec une production réalisée sur deux sites : Langres (France) et Valencia (Espagne). D'une superficie deux fois supérieure au précédent, le nouveau site espagnol a démarré sa production en décembre 2006 et remplace le site historique de la Division dans ce pays, construit en 1970.

Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques





Témoins d'usure de freins pour le marché automobile.

L'Asie, l'axe international

3P a pris position en Chine avec l'ouverture d'une filiale commerciale à Shanghai.

Celle-ci constitue une plate-forme de vente des produits fabriqués en Europe non seulement pour le marché chinois, mais aussi vers la Corée, la Thaïlande et le Japon.

3P réalise aussi du négoce et achète en Asie des produits qu'elle propose aux sociétés internationales basées localement.

L'objectif est également d'acheter dans la zone Asie des produits destinés aux marchés européens.

Développement soutenu dans l'automobile

Avec le recentrage européen, 3P réalisera 40 % de son chiffre d'affaires dans l'industrie automobile, pour laquelle elle met au point et réalise des pièces pour direction assistée, des témoins d'usure de freins avec alarmes indicatives ou des joints d'étanchéité dynamiques pour boîtes de vitesse... En 2006, son portefeuille clients s'est élargi avec de nouvelles commandes significatives.



COMPAGNIE SIGNATURE

Signalisation verticale

Signalisation horizontale

Equipements de retenue et de sécurité

Mobilier urbain

La Compagnie Signature a confirmé en 2006 le redressement de ses résultats amorcé en 2005. Sa marge opérationnelle a progressé de 46 % pour atteindre 12,4 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 235 millions d'euros, en croissance de 4 %.

Ces résultats sont le fruit d'une politique active d'investissements industriels, d'expansion européenne et d'enrichissement de son offre au service de la sécurité routière.

La Compagnie Signature dispose, avec 10 usines dans 4 pays européens, d'un outil industriel performant, respectueux de l'environnement et des conditions de travail, dont la modernisation s'est poursuivie en 2006.

Elle a renforcé son développement dans les pays d'Europe de l'Est et autour du bassin méditerranéen, avec la création d'une filiale en Roumanie.

Elle réalise désormais 45 % de son chiffre d'affaires hors de France.

Elle a enfin poursuivi son implication dans différentes instances oeuvrant pour la sécurité routière et développé de nouveaux produits et services en matière d'aménagement routier et de prévention des accidents de la route.

Leader européen dans les métiers de la signalisation routière, s'appuyant sur une structure financière solide et sur le professionnalisme de ses 1 300 collaborateurs, la Compagnie Signature a tous les atouts pour poursuivre sa croissance dans un marché européen élargi.

Laurent Burelle
Président

COMPAGNIE SIGNATURE

Expert européen de la signalisation au service de la sécurité routière

Leader européen sur le marché de la signalisation urbaine, routière et autoroutière, la Compagnie Signature a pour vocation d'équiper et d'entretenir les routes et les voies urbaines pour améliorer le confort et la sécurité des usagers.

En 2006, elle a réalisé 235 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 45 % réalisés hors de France.

La Compagnie Signature propose des produits et des services dans quatre domaines :

- > la signalisation verticale, qu'elle soit classique ou dynamique,
- > la signalisation horizontale ou marquage des voies de circulation,
- > les équipements de sécurité et les prestations de services dédiées à la signalisation de chantiers,
- > le mobilier urbain.

Panneaux de police, jalonnements urbains, panneaux à messages variables à diodes ou à fibres optiques, produits et machines de marquage routier, délinéateurs de voies, abris pour voyageurs...

La combinaison de ses différents savoir-faire lui permet de proposer l'offre la plus large en Europe, avec une expertise reconnue auprès des collectivités locales, des sociétés d'autoroute, des gares et des aéroports, mais aussi des entreprises de travaux publics et des gestionnaires d'infrastructures.

La Compagnie Signature est impliquée au sein de la Commission de Normalisation horizontale et verticale Européenne. Pour répondre aux exigences des nouvelles normes européennes, la filiale SAR de la Compagnie Signature, spécialisée dans la recherche et la production de peintures et de produits de marquage, a d'ores et déjà fait évoluer ses gammes et leurs performances. Aujourd'hui, les produits satisfont au référentiel de certification NF2, le seul applicable à compter du 1^{er} janvier 2008.

Un outil industriel performant

Les 10 sites industriels de la Compagnie Signature sont implantés dans quatre pays : France, Grande-Bretagne, Suisse et Allemagne. L'usine de Ronquerolles (Oise) est entièrement dédiée à la mise au point et à la production de produits de marquage et de peintures routières, classiques ou à base d'eau, pour l'ensemble des filiales du Groupe.

Fondation Sécurité Routière

La Compagnie Signature est l'un des membres fondateurs de la Fondation Sécurité Routière, créée à l'initiative du Ministère de la Recherche.

La Fondation Sécurité Routière a pour vocation de recueillir des projets de recherche et de contribuer à leur financement, dans un esprit de mutualisation des savoir-faire et en relation avec des pôles de compétitivité européens et mondiaux.

Dans ce cadre, la Compagnie Signature proposera des sujets scientifiques en lien avec des problématiques concernant les équipements des véhicules, l'infrastructure et tout ce qui peut impacter le comportement des usagers et des conducteurs. Elle s'inscrit ainsi dans un projet privé-public, qui a pour objectif de prévenir les accidents de la route et les dommages corporels.



Prestation de marquage sur les routes nationales de la province de Conztaanta en Roumanie

En 2006, des investissements ont été réalisés dans l'usine de Ronquerolles pour moderniser l'atelier d'enduits thermoplastiques, qui compte une nouvelle ligne de conditionnement, respectueuse de l'environnement et des conditions de travail des opérateurs.

Un développement soutenu à l'international

Après les opérations de croissance externe menées en 2005 – acquisitions de Signalis en France et de Dee Organ en Grande-Bretagne –, la Compagnie Signature a pris position sur le marché roumain en y créant une filiale. Basée à Bucarest, Signature Semnalizare est opérationnelle depuis juillet 2006. Elle dispose d'un centre d'exploitation et de cinq équipes spécialisées dans le marquage routier. Avec une filiale déjà en place en République tchèque, la Compagnie Signature renforce ainsi son ancrage dans les pays d'Europe de l'Est. Le rayonnement européen de la Compagnie Signature couvre désormais 10 pays : France, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Allemagne,

République tchèque, Suisse, Espagne, Roumanie et Grèce. Chaque filiale développe son activité en fonction de son positionnement historique, avec des solutions répondant aux spécificités et aux normes locales. À l'export, elle poursuit ses avancées, notamment dans les pays de l'Est, mais aussi sur le pourtour méditerranéen, en Afrique de l'Ouest, dans la péninsule arabique et en Chine.

La Compagnie Signature dispose de 24 filiales et d'un réseau commercial implanté dans 40 pays à travers le monde. Ce réseau, l'un des plus importants du marché, a conduit la société suédoise Trelleborg à lui confier la distribution exclusive de bandes préfabriquées rétroréfléchissantes de signalisation temporaire. Faciles à poser et à retirer, ces bandes sont particulièrement appropriées pour les déviations ou les modifications temporaires de signalisation.

Quelques succès 2006 en France

- > Grand Lyon : signalétique des ZA et ZI Périca.
- > Clermont Communauté : signalisation verticale.
- > Troyes : signalisation des parkings avec un jalonnement Via Linea dynamique.
- > Ville de Pau : fourniture et mise en place de 11 bornes Parking Minute.
- > SNCF : prestations de signalisation horizontale.
- > SNCF : abris et totems sur la ligne de tram-train Aulnay-Bondy.
- > Conseil Général de l'Aude : signalisation horizontale.
- > Ville de Rosny-sous-Bois : Via Linea avec Signalogie Gestion.
- > Ville d'Argenteuil : Via Linea avec Signalogie Gestion et Expertise.
- > A28 : panneaux d'animation.
- > A36 : signalisation horizontale et verticale.
- > Département de la Côte d'Or : signalisation horizontale.
- > Rocade toulousaine : signalisation dynamique et stations de trafic.
- > Rocade rennaise : signalisation dynamique.
- > EDF : délimitation et signalisation des chantiers en centrales nucléaires.
- > Ville de Dijon : produits de marquage.
- > Conseil Général de Haute Corse : panneaux à messages variables et stations météo.

COMPAGNIE SIGNATURE

Des services en toute proximité

La Compagnie Signature place le service au cœur de ses priorités, avec des réponses globales aux problématiques urbaines et routières et une organisation privilégiant la proximité. Elle développe des produits qui contribuent à améliorer la sécurité des usagers et respectueux de l'environnement.

Pour accompagner leurs clients, les filiales de la Compagnie Signature poursuivent l'optimisation de leur organisation et de leur réseau commercial.

Ainsi, pour renforcer la présence de Signature dans la région Midi-Pyrénées, une filiale de proximité a été créée. Basée à Toulouse, Signalisation Toulousaine dispose d'une équipe de spécialistes en conseil, pose et entretien/maintenance qui intervient dans un périmètre limité et dans un délai très court.

Développement des services

En Suisse, Signature poursuit sa politique active de déploiement cantonal de centres de services de proximité, au nombre de 11 aujourd'hui. Ceux-ci assurent des activités globales de signalisation verticale, de marquage routier ou d'aménagements de zones 30.

En Grande-Bretagne, Signature Ltd a conclu son premier contrat de services pour assurer la maintenance des 6 000 abris voyageurs de la région des West-Midlands. Cette expertise de services sera confortée et appliquée aux équipements électriques tels que les abris voyageurs, les bornes lumineuses, les panneaux à messages variables ou les lampadaires.

En Espagne, trois centres de proximité sont basés à Irún, à Séville et à Bilbao, pour développer notamment les prestations de marquage routier et la maintenance de la signalisation verticale.

En Roumanie, Signature a remporté le contrat de marquage des routes de la province de Constanța, au bord de la Mer Noire.

Dans le même temps, une plate-forme logistique a été créée en Belgique, pour optimiser les flux liés à la vente de produits de marquage commercialisés au Benelux.

Des solutions globales d'aménagement

Zones 30, traversées d'agglomérations, places de parkings pour handicapés, périmètres scolaires, pistes cyclables... : autant d'espaces à aménager où cohabitent, circulent, stationnent différents types d'usagers. À ces demandes d'aménagements complexes, les filiales de la Compagnie Signature proposent des solutions globales combinant signalisation verticale et horizontale.

Avec ces solutions sur mesure, la sécurité et le confort des usagers sont optimisés et la collectivité conseillée et accompagnée.

La Compagnie Signature propose aussi Signalogie®, système de suivi et de maintenance des équipements de signalisation verticale et de mise à jour automatique des données liées à la gestion du parc. Une offre spécifique pour les collectivités de taille moyenne est en développement, en ligne avec leurs problématiques et leurs impératifs budgétaires.



Point Service dans la gare centrale de Berlin (Allemagne)

Des routes plus sûres...

La Recherche et Développement de la Compagnie Signature est menée dans les deux centres principaux d'Urrugne et de Ronquerolles, et relayée par les centres R&D des autres filiales qui développent des projets spécifiques. La signalisation dynamique et les systèmes d'acquisition de données font partie des priorités développées dans le centre R&D de « l'usine Jacques Neuhaus » à Urrugne.

Ces travaux ont permis la mise au point et le lancement en 2006 du jalonnement dynamique Via Linea, mais aussi du « Panneau Alarme Vitesse ». Fixe ou mobile, celui-ci informe le conducteur de sa vitesse de circulation. Une solution technique qui a pour objectif de responsabiliser l'automobiliste, tout en complétant les différentes actions menées par les pouvoirs publics pour limiter les accidents de la route. La filiale suisse Signal AG s'est forgée une expertise reconnue en matière de mise en sécurité des tunnels avec des succès notables en Suisse, mais aussi en Espagne et aux Pays-Bas.

... et respectueuses de l'environnement

Dans le domaine du marquage routier, les chimistes et experts de l'application sont mobilisés dans le développement et la mise au point de gammes écologiques : peintures à l'eau ou aqueuses, avec moins de 1 % d'évaporation de solvant (COV) lors de la pose, ou enduits à chaud qui se présentent sous forme de poudre et sont appliqués à l'état fondu sans émission de COV. Autre atout en matière environnementale : leur emballage en polyéthylène fond avec son contenu et participe à la formule. Des améliorations constantes sont aussi apportées, tant pour optimiser la pose des produits, que pour augmenter la capacité et l'autonomie des machines de marquage. En Grande-Bretagne, l'équipe R&D de Signature Ltd a mis au point et commercialisé une nouvelle borne lumineuse (bollard) fabriquée avec de la matière recyclée.

Quelques succès 2006 à l'International

Grande-Bretagne

- > Maintenance des 6000 abris voyageurs de la région West Midlands.

Allemagne

- > Jalonnement de la ville de Stuttgart.
- > Mobilier urbain et systèmes de signalisation de la gare centrale de Berlin.

Suisse

- > Marquage du tramway de Genève et des routes du canton de Berne.
- > Marquage podotactile pour les malvoyants pour les gares de la Compagnie Nationale des Chemins de Fer Suisses.

Espagne

- > Fourniture et maintenance de la signalisation verticale de Alcala de Guadaira (banlieue de Séville).
- > Marquage des routes de la province de San Sebastián.
- > Jalonnement directionnel de la ville de Calafell en Catalogne.

Roumanie

- > Marquage des routes de la province de Constanța.

BURELLE PARTICIPATIONS



Burelle Participations est une structure à statut de société de capital risque dédiée au capital-investissement. Elle a pour vocation de participer à l'essor de ce marché qui a connu en France un taux de croissance de 55 % en 2005, porté par les politiques de recentrage des grands groupes et le développement des transmissions d'entreprises.

Stratégie d'investissement

Burelle Participations a pour stratégie d'investir directement dans des sociétés françaises de tailles petites et moyennes, ou indirectement au travers de fonds spécialisés.

Les interventions en direct prennent la forme d'investissements en capital ou de souscriptions à des obligations assorties de bons de souscription d'actions (OBSA).

Dans les opérations en direct, Burelle Participations intervient en tant que partenaire dans des tours de tables majoritaires, principalement dans des acquisitions de type LBO. Les sociétés concernées sont évaluées en fonction de leurs perspectives de valorisation à moyen terme au regard de divers critères : capacité à générer un cash flow libre récurrent, position de marché, potentiel de développement, qualité des équipes...

Pour assurer une diversification satisfaisante des risques, Burelle Participations cherche à maintenir une

structure de portefeuille équilibrée entre les trois principales classes d'actifs privilégiées (fonds, capital, OBSA). Son portefeuille a vocation à générer des revenus récurrents constitués par les intérêts des OBSA ainsi que des plus-values, par nature plus irrégulières.

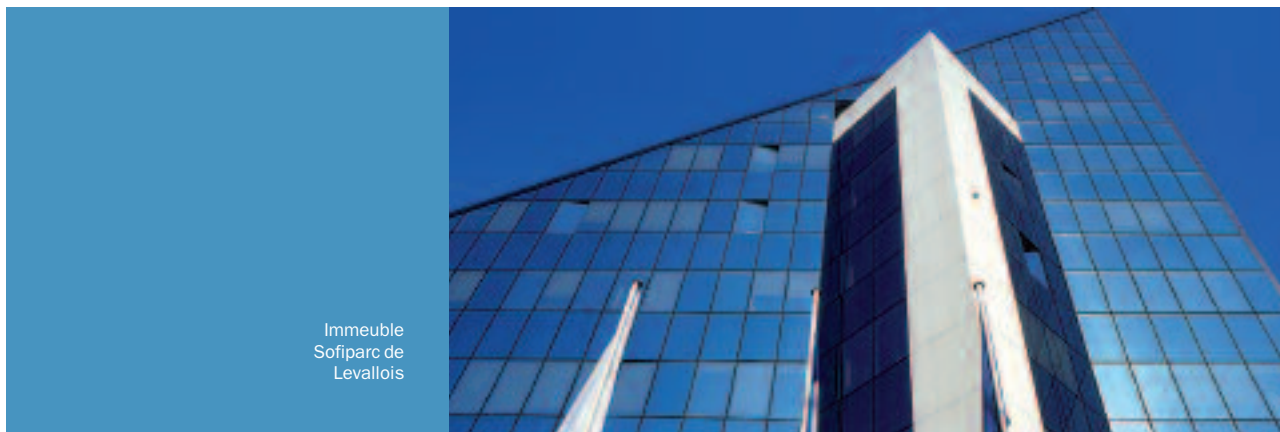
Activité en 2006

En 2006, Burelle Participations a cédé la moitié de sa participation dans Store Electronic Systems, lors de son introduction en bourse. Cette opération lui a permis de multiplier sa mise par 2,8 fois.

Cette cession est la deuxième sortie significative réalisée depuis le démarrage des activités en 2003, la première ayant été conclue en 2005 avec un taux de rendement interne de 20 % lors de la vente de l'hôtel Beau Rivage à Nice.

En 2006, Burelle Participations a participé à trois opérations à effet de levier.

SOFIPARC



**La filiale Sofiparc gère
le patrimoine non industriel
du groupe situé dans
les Hauts-de-Seine et dans
la région lyonnaise.**

Filiale immobilière de Burelle SA, Sofiparc détient un ensemble tertiaire, dans les Hauts-de-Seine, idéalement situé dans l'ouest parisien, dans le quartier des affaires de Levallois. Cet ensemble est composé de bureaux représentant une surface totale de 13 200 m² et de 306 places de parking.

Sofiparc loue cet ensemble pour l'essentiel au Groupe Plastic Omnium, pour ses services centraux et commerciaux. L'autre partie était louée jusqu'au 31 mars 2007 au Groupe Exposium. Suite au départ de ce locataire, Sofiparc a décidé d'engager un plan de travaux dans les surfaces libérées.

Ces travaux concernent notamment l'installation de nouveaux systèmes de climatisation et d'éclairage, permettant des économies d'énergie. En réalisant ces aménagements, qui seront ensuite

étendus aux autres surfaces de l'immeuble, Sofiparc s'engage dans une démarche HQE d'écogestion de son patrimoine immobilier.

Baux à construction et terrains

Sofiparc détient également, à Lyon, dans le quartier de Gerland, des terrains donnés en bail à construction au Groupe Accor pour deux hôtels – un Novotel et un Ibis – qui représentent une capacité totale de 320 chambres.

Deux autres terrains, à Saint-Priest, dans la Communauté Urbaine Lyonnaise, font aussi l'objet de baux à construction avec la société McDonald's France et le Groupe Aqua Center. Sofiparc détient également à Saint-Priest, deux terrains nus.

Au total, le patrimoine lyonnais représente une superficie de terrains de 30 000 m².

RAPPORT FINANCIER 2006

Comptes consolidés	36
Rapport de gestion du Groupe	36
Comptes consolidés du groupe Burelle	36
Perspectives 2007	38
Facteurs de risques	38
Événements postérieurs à la clôture	38
Informations environnementales et sociales	39
Compte de résultat	43
Bilan	44
Tableau de variation de l'endettement	45
Variation des capitaux propres	46
Annexe aux comptes consolidés	47
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	75
Rapport du Président	76
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	81
 Comptes sociaux	 83
Rapport de gestion	84
Éléments financiers	84
Publicité des rémunérations	84
Capital social	85
Actionnariat	85
Évolution boursière	85
Projet d'affectation du résultat	85
Autres éléments d'information	86
Compte de résultat	87
Bilan	88
Tableau des flux de trésorerie	89
Annexe aux comptes annuels	90
Tableau des filiales et participations	93
Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	94
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	95
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	96
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire	98
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Extraordinaire	98
Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux en 2006	99
Résultats financiers des cinq derniers exercices	102

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2007.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe Burelle en 2006 s'élève à 2 563,6 millions d'euros contre 2 282,4 millions d'euros en 2005, en hausse de 12,3 %. À taux de change et périmètre constants, la croissance est de 3,4 %.

La principale variation du périmètre de consolidation résulte de la prise de contrôle d'Inoplast par la Compagnie Plastic Omnium, filiale à 51,1 % de Burelle SA. Précédemment consolidée par mise en équivalence, Inoplast est intégrée globalement à compter du 1^{er} janvier 2006. Cette société contribue pour 217 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé. Inoplast est un des acteurs de premier plan dans la conception et la fabrication de pièces et fonctions complètes en matériaux composites pour l'automobile et le poids lourd.

Les autres variations de périmètre concernent principalement la cession des activités de 3 P Inc en octobre 2006 et l'impact de l'intégration en année pleine de Dee Organ et de Signalis, sociétés acquises courant 2005 par la Compagnie Signature.

Les variations de change ont un effet défavorable de 8,0 millions d'euros.

La part du chiffre d'affaires réalisée hors de France s'élève à 66 %, dont 37 % concernent l'Europe, 22 % l'Amérique du Nord et 7 % le reste du monde.

Les chiffres d'affaires 2006 des deux filiales industrielles de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, et celui de sa filiale immobilière, Sofiparc, évoluent de la manière suivante par rapport à 2005 :

en millions d'euros	2006	2005	Évolution %
Compagnie Plastic Omnium	2 326	2 054	13,2 %
Compagnie Signature	235	226	3,8 %
Sofiparc	5,9	5,7	3,5 %
Interco.	-2	-4	
Chiffre d'affaires consolidé	2 564	2 282	12,3 %

Principale filiale de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium enregistre une progression de 13,2 % de son activité en termes réels et de 3,5 % à taux de change et périmètre constants. Elle contribue pour 90,7 % au chiffre d'affaires consolidé. Ses activités automobiles pèsent pour 78,2 % dans le chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA contre 76,2 % en 2005. Cette progression est due à une croissance plus rapide des entités automobiles au sein de la Compagnie Plastic Omnium, notamment en raison de l'intégration d'Inoplast.

Consolidant la reprise d'activité engagée en 2005, la Compagnie Signature enregistre une croissance de son chiffre d'affaires de 3,8 % en termes réels. À taux de change et périmètre constants, la progression est de 2,0 %.

Le groupe Burelle réalise une marge opérationnelle de 111,3 millions d'euros en 2006 contre 98,4 d'euros en 2005, en hausse de 13,1 %. La contribution de la Compagnie Plastic Omnium progresse de 90 millions d'euros à 99,9 millions d'euros, tandis que celle de la Compagnie Signature se redresse fortement de 8,5 millions d'euros à 12,4 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle consolidée reste stable à 4,3 %.

Les autres produits et charges, négatifs à hauteur de 17,1 millions d'euros, incluent des coûts de restructuration et de réorganisation relatifs à la Compagnie Plastic Omnium et à la Compagnie Signature pour un montant de 12,9 millions d'euros. Ils comprennent également un profit de réévaluation de 2 millions d'euros comptabilisé par Sofiparc sur la partie louée à des tiers de l'immeuble de Levallois, ainsi qu'une plus-value nette sur cessions d'actifs de 2,3 millions d'euros, provenant pour l'essentiel de Burelle Participations. Les comptes 2005 comportaient des charges nettes de restructuration et dépréciations d'actifs de 9,5 millions d'euros après un profit de cession de terrain de 8 millions d'euros.

Après prise en compte de ces éléments, le résultat d'exploitation ressort à 94,2 millions d'euros en 2006 contre 88,9 millions d'euros en 2005, en augmentation de 6 %. La marge d'exploitation s'établit à 3,7 % du chiffre d'affaires.

Les charges financières nettes augmentent de 20,8 millions d'euros en 2005 à 32,5 millions d'euros, traduisant essentiellement l'impact de la hausse des taux et les charges financières d'Inoplast.

La charge d'impôt, qui s'élevait à 11,5 millions d'euros en 2005, est en forte baisse à 5,5 millions d'euros en raison de crédits d'impôt et de la déduction fiscale, devenue définitive, de certaines charges au sein du groupe.

Le résultat net, part du groupe, atteint 31,5 millions d'euros contre 27,5 millions d'euros en 2005, en hausse de 14,7 %. Il tient compte du pourcentage d'intérêt de Burelle dans la Compagnie Plastic Omnium qui s'établit à 55,45 % au 31 décembre 2006, après annulation des actions d'autocontrôle. Les comptes 2005 ont été retraités en annulant les actions détenues en propre au 31 décembre 2005, ce qui conduit à un pourcentage d'intérêt, à cette date, de Burelle dans la Compagnie Plastic Omnium de 55,50 %.

La marge brute d'autofinancement consolidée du groupe s'améliore de 176,6 millions d'euros en 2005 à 186,1 millions d'euros, en hausse de 5,4 %. Après une réduction de 40 millions d'euros du besoin en fonds de roulement et des investissements industriels et projets immobilisés, net des cessions, de 131,3 millions d'euros, il reste un excédent de trésorerie provenant des opérations de 94,8 millions d'euros.

L'endettement net, à la date de clôture de l'exercice, s'établit à 370,5 millions d'euros contre 426,4 millions d'euros au 31 décembre 2005. Il en résulte un ratio de l'endettement net sur les capitaux propres et subventions consolidés en amélioration de 20 points, à 74 % contre 94 % à fin 2005.

Compagnie Plastic Omnium

Filiale à 51,1 % de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium est cotée à l'Eurolist Paris Compartiment B et fait partie du SBF 250. Elle publie séparément des documents financiers pour l'information de ses actionnaires.

La Compagnie Plastic Omnium est présente dans l'équipement automobile qui représente 86,2 % de son chiffre d'affaires en 2006. Le reste de son activité est réalisé dans les services aux collectivités locales au travers de Plastic Omnium Environnement, n° 1 mondial de la précollecte des déchets, ainsi que dans la transformation des résines fluorées et des polymères à hautes performances pour les industries chimique, automobile et aéronautique au travers de Produits Plastiques Performants – 3P.

En 2006, le chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium progresse de 2 053,9 millions d'euros en 2005 à 2 325,6 millions d'euros, en hausse de 13,2 % en termes réels. En tenant compte des effets de change et des variations de périmètre mentionnées plus haut, la croissance de l'activité à taux de change et périmètre constants ressort à 3,5 %.

Le pôle automobile connaît la plus forte progression, réalisant un chiffre d'affaires en augmentation de 15,3 % en termes réels et de 3,2 %, hors impacts liés aux variations de change et à l'intégration d'Inoplast. Ce pôle regroupe Plastic Omnium Auto Exterior, numéro deux mondial dans les pièces et modules de carrosserie extérieure, et Inergy Automotive Systems, premier fabricant mondial de systèmes à carburant détenu à 50 % en joint-venture avec le groupe Solvay. Ces deux activités constituent un chiffre d'affaires total de 2 005,5 millions d'euros en 2006, contre 1 739,1 millions d'euros en 2005.

Dans les secteurs non automobiles, Plastic Omnium Environnement atteint un chiffre d'affaires de 241,5 millions d'euros, en hausse de 2,7 % en termes réels et de 3,3 % à périmètre constant, tandis que Produits Plastiques Performants – 3P contribue pour 78,6 millions d'euros au chiffre d'affaires 2006 contre 79,9 millions d'euros en 2005. Au total, les activités non automobiles représentent 13,8 % du chiffre d'affaires réalisé par la Compagnie Plastic Omnium pendant l'exercice.

La marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium croît de 90 millions d'euros en 2005 à 99,9 millions d'euros, en hausse de 11 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle ressort à 4,3 % contre 4,4 % en 2005.

La contribution des activités automobiles s'établit à 84,8 millions d'euros soit 4,2 % du chiffre d'affaires contre 75,3 millions d'euros en 2005, soit 4,3 % du chiffre d'affaires. Celle de Plastic Omnium Environnement subit un effet matières défavorable de 4 millions d'euros qui participe à la baisse de sa marge opérationnelle de 18,8 millions d'euros en 2005 à 16,6 millions d'euros. Produits Plastiques Performants – 3P réduit sa perte opérationnelle de 4,1 millions d'euros à 1,5 million d'euros.

Les autres produits et charges, pour un total de 20,2 millions d'euros, couvrent principalement des charges de restructurations pour 8 millions d'euros et des réorganisation industrielles pour 4 millions d'euros. En conséquence, le résultat d'exploitation s'établit à 79,7 millions d'euros, quasiment stable par rapport au montant de 79,6 millions d'euros atteint en 2005.

Les charges financières nettes augmentent de 16,3 millions d'euros en 2005 à 25,7 millions d'euros, reflétant l'intégration d'Inoplast ainsi que la hausse des taux.

Après une charge d'impôt de 3,9 millions d'euros, le résultat net consolidé de la Compagnie Plastic Omnium ressort à 50,1 millions d'euros.

Une fois déduit le résultat revenant aux intérêts minoritaires, le résultat net, part du groupe, s'établit à 47,0 millions d'euros contre 44,0 millions d'euros en 2005, en hausse de 6,8 %.

Compagnie Signature

Leader européen de la signalisation routière, la Compagnie Signature propose une offre d'équipements et de services dans la signalisation verticale, le marquage au sol, le matériel de sécurité et le mobilier urbain. Cette filiale à 100 % de Burelle SA dispose de 10 sites industriels en Europe et d'un réseau commercial couvrant 40 pays dans le monde.

L'année 2006 a été marquée par une consolidation des progrès engagés en 2005. Le chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice progresse de 3,8 %, de 226,1 millions d'euros en 2005 à 234,6 millions d'euros. En tenant compte des variations de périmètre mentionnées en début de rapport, la progression de l'activité ressort à 2 % à taux de change et périmètres constants.

Grâce au meilleur niveau d'activité, la marge opérationnelle s'est fortement redressée, atteignant 12,4 millions d'euros contre 8,5 millions d'euros pour l'exercice précédent. Les autres charges nettes s'élèvent à 1,2 million d'euros regroupant diverses charges de restructuration et des dépréciations d'actifs. Il en résulte un résultat d'exploitation de 11,2 millions d'euros, en forte progression par rapport au montant de 8 millions d'euros atteint en 2005.

Compte tenu des charges financières qui augmentent de 2,1 millions d'euros à 2,9 millions d'euros sous l'effet notamment de la hausse des taux, le résultat avant impôt s'établit à 8,3 millions d'euros contre 5,9 millions d'euros en 2005.

Après prise en compte de la charge d'impôt, le résultat net consolidé ressort à 4,9 millions d'euros contre 4,5 millions d'euros en 2005. Déduction faite de la quote-part revenant aux minoritaires, l'exercice se solde par un résultat net, part du groupe, de 4,1 millions d'euros contre 3,8 millions d'euros en 2005.

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2007.

Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc est propriétaire d'un ensemble de bureaux de 13 200 m² et de 306 parkings situés à Levallois (Hauts-de-Seine) et loués pour partie à la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc détient également des terrains nus ou donnés en bail à construction à Lyon et dans sa région.

Le montant des loyers et les charges refacturées qui constituent le chiffre d'affaires 2006 de Sofiparc s'élève à 5,9 millions d'euros contre 5,7 millions d'euros en 2005. Après un profit de réévaluation de 2 millions d'euros sur la partie louée à des tiers de l'immeuble de Levallois, le résultat ressort à 3,1 millions d'euros contre 1,5 million d'euros en 2005.

Suite à la libération d'une partie des locaux de Levallois à la fin du premier trimestre 2007, Sofiparc prévoit d'effectuer divers travaux d'aménagements qui s'étendront jusqu'au quatrième trimestre 2007.

Burelle Participations

Société de capital-investissement, Burelle Participations a pour vocation d'intervenir dans des opérations d'acquisitions d'entreprises directement, en tant que partenaire financier, dans des holdings de reprise avec effet de levier, ou indirectement, au travers de fonds spécialisés, avec un horizon de valorisation à moyen ou long terme.

Au cours de l'exercice, Burelle Participations a participé à trois opérations de LBO sous forme d'apports en fonds propres ou de souscriptions à des obligations à haut rendement assortis de bons de souscription d'actions (mezzanine). Burelle Participations a également poursuivi ses investissements dans des fonds. Les montants totaux investis ou engagés sur l'exercice s'élèvent à 11,9 millions d'euros.

La contribution de Burelle Participations au résultat net consolidé du groupe Burelle en 2006 ressort à 2,2 millions d'euros contre 2,0 millions d'euros en 2005. Elle intègre des plus-values pour 1,7 million d'euros, dont l'essentiel provient de la cession de la moitié d'un intérêt détenu dans Store Electronic Systems, société introduite en bourse début 2006. Burelle Participations avait participé en fonds propres à la reprise en LBO de ce spécialiste des étiquettes électroniques pour la grande distribution en novembre 2004. Le solde du résultat net 2006 provient des intérêts produits par le portefeuille d'obligations mezzanine et d'un profit de réévaluation d'un actif financier.

PERSPECTIVES 2007

Les perspectives 2007 du groupe Burelle sont étroitement liées à celles des activités automobiles de la Compagnie Plastic Omnium qui, face à une conjoncture dégradée, prévoit une baisse de ses résultats sur le premier semestre. Année de transition pour la Compagnie Plastic Omnium, 2007 devrait être suivie d'un rebond en 2008 compte tenu des commandes actuellement en portefeuille.

La Compagnie Signature devrait consolider les résultats obtenus en 2006.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques sont détaillés dans le rapport du Président sur le contrôle interne. Ils concernent principalement :

- Les risques liés au financement des activités : liquidités des ressources, taux et change ;
- Les risques opérationnels liés à la mise au point, à la fabrication et à l'encaissement des produits et services rendus ;
- Les risques environnementaux décrits dans le paragraphe spécifique du présent document.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

À la connaissance de Burelle SA, il n'est pas intervenu, depuis le 31 décembre 2006, d'événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du groupe.

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales dans la limite d'une participation ≥ 50 % pour les informations environnementales. La société HBPO intégrée en proportionnelle à 33,33 % n'y figure pas. Par rapport à 2005, le périmètre 2006 intègre désormais les 8 sites industriels français d'Inoplast.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les filiales de Burelle SA poursuivent la formalisation de leur management environnemental initié en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2006 :

- Malgré une croissance de l'activité, le ratio de consommation d'électricité consommée rapporté au volume de matière transformée est meilleur cette année que l'an dernier, soit 2,35 Kwh/kg de matière transformée en 2006 contre 2,61 en 2005, soit - 10 %.
- 36,5 % des déchets ont été recyclés en 2006 contre 32,5 % en 2005, ce qui représente une progression de 12,3 %.
- Dans le domaine de la sécurité, on constate une nouvelle baisse sur un an de 27 % du Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec Arrêt à 7,45 contre 10,29 en 2005, ce qui représente une réduction de moitié en 2 ans, et un Taux de Gravité à 0,29 contre 0,37 en 2005, soit une amélioration de 21 %. Concrètement, cela équivaut à une réduction de 71 accidents de travail avec arrêt en 2006 par rapport à 2005, soit près de 6 accidents de travail avec arrêt de moins chaque mois.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2006. Il atteint à présent 72 sites certifiés, soit 95 % du périmètre de certification (contre 64 sites à fin 2005, hors Inoplast). Parallèlement, un programme de certification OHSAS 18001 a été initié fin 2005. On dénombrait 5 sites certifiés à fin décembre 2006. Le management de la sécurité du Groupe a lui-même été certifié OHSAS 18001 en décembre 2006.

Données environnementales

Impacts environnementaux

Consommations en eau, électricité, gaz :

	2006	2005	2004
Eau (en m³)			
Consommation annuelle	2 570 874	941 635	941 717
Part du CA couvert	98 %	97 %	98 %
Électricité (en Kwh)			
Consommation annuelle	519 829 400	454 804 500	467 399 400
Part du CA couvert	99 %	97 %	98 %
Gaz (en m³)			
Consommation annuelle	23 668 942	18 051 045	15 899 223
Part du CA couvert	98 %	97 %	98 %

Consommations en matières plastiques :

	2006	2005	2004
Plastiques vierges (en tonnes)			
Consommation annuelle	191 864	147 623	139 800
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %
Plastiques recyclés (en tonnes)			
Consommation annuelle	22 590	20 382	17 028
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %
Total plastiques (en tonnes)			
Consommation annuelle	214 454	168 005	156 828
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %

Il convient de noter que la remontée des informations par les sites eux-mêmes grâce à un logiciel commun à toutes les entités a permis de mettre en évidence quelques imprécisions sur les consommations d'eau, de gaz et de matières plastiques de 2005, qui ont été corrigées dans les tableaux ci-dessus.

Consommations en peintures et solvants :

	2006	2005	2004
Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	3 061	2 420	1 725
Part du CA couvert	97 %	96 %	98 %
Solvants (en tonnes)			
Consommation annuelle	7 316	6 494	6 343
Part du CA couvert	97 %	96 %	98 %
Solvants + Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	10 377	8 914	8 068
Part du CA couvert	97 %	96 %	98 %

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Rejets atmosphériques 2006 :

COV (composés organiques volatils) :

	2006	2005	2004
COV équivalent Carbone (en tonnes)	1 933	1 320	1 145
Part du CA des sites concernés couvert	96 %	95 %	94 %

La méthode de calcul utilisée s'appuie sur la consommation de solvants et n'est pas représentative des quantités réellement rejetées. En effet, compte tenu des progrès techniques accomplis en 2006 (process peinture, incinérateurs...), la réalité se situe bien en deçà des 1 933 tonnes mentionnées ci-dessus. Le Groupe travaille à la mise au point d'une méthode basée sur des mesures effectives.

GES (gaz à effet de serre) :

	2006	2005	2004
Gaz à effet de serre (en tonnes)	110 856	92 014	125 802
Part du CA des sites concernés couvert	99 %	97 %	98 %

Ces chiffres correspondent aux émissions de CO₂ issues des énergies consommées par les sites industriels.

Déchets 2006 :

	2006	2005	2004
Déchets recyclés (en tonnes)			
Rejets annuels	11 391	8 335	1 186
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %
Déchets valorisés (en tonnes)			
Rejets annuels	8 975	10 867	18 971
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %
Déchets ultimes (en tonnes)			
Rejets annuels	10 797	6 443	7 198
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %
Total déchets (en tonnes)			
Rejets annuels	31 163	25 645	27 355
Part du CA couvert	98 %	97 %	99 %

- Coût global du traitement des déchets : 3,5 millions d'euros (98 % du CA couvert).
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 1,3 million d'euros (98 % du CA couvert).

Utilisation de matériaux recyclés en 2006 :

- Consommation de matières plastiques recyclées : 22 590 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé par régénération 9 027 tonnes de matières plastiques.

Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50 % ou plus par le Groupe. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

- ISO 14001 :
72 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 95 % du périmètre à certifier d'ici fin 2007, soit 76 sites. L'objectif de 100 % visé pour 2006 a dû être légèrement décalé, certains sites ayant dû reporter sur 2007 la date d'obtention de leur certification.
- OHSAS 18001 :
5 sites sont certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 6 % du périmètre à certifier d'ici fin 2008, soit 75 sites. L'objectif visé pour 2007 est de 30 sites certifiés. Par ailleurs, le management de la sécurité du Groupe a également été certifié en décembre 2006.

Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité initiée en 2001 repose sur :

- Un Coordinateur Environnement et Sécurité, qui rapporte au Directeur Général Adjoint,
- Un Directeur Sécurité Groupe, animant et coordonnant les plans d'actions associés au Système de Management Sécurité,
- Un « réseau Environnement » et un « réseau Sécurité » constitués de correspondants dédiés dans chaque entité,
- Une intégration dans les objectifs individuels des performances sécurité,
- Un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe et des différents Comités de Direction des Divisions.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 5 302 heures ont été dispensées en 2006, touchant 3 526 participants (86 % du CA couvert).
- Formation : 17 211 heures ont été dispensées en 2006, touchant 4 100 participants (81 % du CA couvert).
- Le déploiement du programme de formation baptisé « Top Safety » lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de la sécurité pour tendre vers le « zéro accident », s'est poursuivi en 2006.

On dénombre désormais 290 managers formés, issus de sites industriels en Europe, aux États-Unis et au Mexique.

Dans le cadre du déploiement stratégique au sein de Plastic Omnium, chaque Division a lancé fin 2005 un plan triennal de progrès Sécurité qui est opérationnel sur tous les sites depuis 2006.

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement

- Recherche et Développement : 106,1 millions d'euros, soit 4,1 % du CA.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 4,5 millions d'euros (78 % du CA couvert).
- Investissements Industriels : 97,9 millions d'euros.
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 9,6 millions d'euros (99 % du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : non significatif.
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

Il faut noter que les variations de périmètres, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2004, 2005 et 2006, ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

INFORMATIONS SÉCURITÉ

Indicateurs sécurité

	2006 (Inoplast inclus)	2006 (sans Inoplast)	2005	2004
Nombre de premiers soins	3 133	2 246	2 328	2 666
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	456	409	420	495
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	194	137	152	224
Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt	7 346	5 203	5 274	5 755

Taux de fréquence et de gravité (sans Inoplast)

	2006	2005	2004
Taux de fréquence des accidents du travail <i>(en nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées)</i>	5,82	6,61	9,56
Taux de gravité des accidents du travail <i>(en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)</i>	0,23	0,23	0,25

Taux de fréquence et de gravité (Inoplast inclus)

	2006	2005	2004
Taux de fréquence des accidents du travail <i>(en nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées)</i>	7,45	10,29	14,33
Taux de gravité des accidents du travail <i>(en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)</i>	0,29	0,37	0,49

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis 4 ans pour améliorer la sécurité au travail.

INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du groupe Burelle s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement, et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux.

À fin 2006, les sociétés du groupe emploient 12 914 personnes, soit 2 244 personnes de plus qu'à fin 2005. Cette augmentation provient de l'intégration d'Inoplast qui comprend 2 347 collaborateurs. Hors Inoplast, les effectifs ont diminué de 103 personnes. Deux opérations de restructuration, à Valladolid en Espagne et à Maintenon en France, ont entraîné la fermeture de deux usines et la suppression de 34 postes.

À la fin de l'exercice 2006, 49 % des effectifs travaillent en France.

Données sociales :

Données financières consolidées 2006 :

Salaires et appointements :	383,7 millions d'euros
Charges salariales :	138,5 millions d'euros
Participation des salariés :	3,4 millions d'euros
Coûts nets des engagements retraite :	- 1,3 million d'euros
Rémunération sur base d'actions :	0,9 million d'euros
Autres charges de personnel :	13,0 millions d'euros
TOTAL :	538,2 millions d'euros

COMPTES CONSOLIDÉS

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce (décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Autres données 2006

Les données présentées ci-dessous portent sur tout le périmètre de consolidation, hors HBPO, soit sur 98 % de l'effectif consolidé de

12 914 personnes, soit 12 688 personnes. Les données 2004 et 2005 couvrent respectivement 97 % et 98 % des effectifs totaux sauf pour les CDD et CDI qui portent sur 100 %.

	2006	2005	2004
Effectifs inscrits au 31 décembre	12 914	10 670	10 718
Contrats à durée indéterminée	11 889	9 986	9 940
Contrats à durée déterminée	779	684	778
Hommes	9 576	7 919	7 688
Femmes	3 092	2 563	2 771
Ouvriers	6 729	5 385	NC
Employés, techniciens et agents de maîtrise	3 692	3 154	NC
Cadres	2 247	1 943	NC
Nombre de salariés recrutés dans l'année			
Recrutements en contrat à durée indéterminée	1 409	1 116	952
Recrutements à durée déterminée	577	483	538
Total des recrutements	1 986	1 599	1 490
Nombre de salariés licenciés dans l'année			
Licenciements économiques	383	410	321
Licenciements pour autre motif	412	421	465
Total des licenciements	795	831	786
Heures supplémentaires			
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays			
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	304	361	NC
Intérimaires			
Intérimaires en équivalent temps plein	1 871	1 588	1 434
Nombre total de salariés travaillant en équipe			
Salariés travaillant en équipes	6 488	5 113	5 193
<i>Dont salariés travaillant la nuit seulement</i>	743	680	439
<i>Dont salariés travaillant le week-end seul</i>	64	48	50
Salariés à temps partiel	289	210	203
Absentéisme dans l'année et motifs			
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,18 %	0,16 %	0,19 %
Taux d'absentéisme pour autres motifs	2,63 %	3,17 %	2,83 %
Taux d'absentéisme total	2,81 %	3,33 %	3,02 %
Égalité entre hommes et femmes			
Nombre de femmes cadres au 31 décembre	440	392	404
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	61	65	70
Relations sociales			
Comités existants	169	155	121
Autres commissions (formation ou suggestions)	49	38	NC
Syndicats représentés	29	31	28
Accords d'entreprise conclus dans l'année	65	74	68
Formation			
Total des factures des organismes de formation (en euros)	3 653 000	2 917 416	3 333 000
Total des heures de formation	272 835	240 184	227 925
Heures de formation par an et par salarié	22,5	23	22
Personnes handicapées			
Nombre de handicapés	220	166	149
Nombre de postes de travail modifiés pour handicaps	3	7	4
Œuvres sociales (France seule)			
Montant des œuvres sociales CE versées dans l'année (en euros)	809 000	907 706	848 000

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	Décembre 2006	%	Décembre 2005	%
Produits des activités ordinaires		2 563 622	100 %	2 282 401	100 %
Coût des biens et services vendus	5.1	-2 176 034	-84,9 %	-1 930 058	-84,6 %
Marge brute		387 587	15,1 %	352 343	15,4 %
<i>Frais de recherche et de développement bruts</i>		-106 091	-4,1 %	-83 855	-3,7 %
<i>Activations et cessions de R & D</i>		49 492	1,9 %	41 716	1,8 %
Frais de R & D nets	5.1	-56 599	-2,2 %	-42 139	-1,8 %
Frais commerciaux	5.1	-71 144	-2,8 %	-69 348	-3,0 %
Frais administratifs	5.1	-148 581	-5,8 %	-142 436	-6,2 %
Marge opérationnelle		111 263	4,3 %	98 420	4,3 %
Autres produits et charges opérationnels	5.3	-17 093	-0,7 %	-9 552	-0,4 %
Résultat d'exploitation		94 170	3,7 %	88 868	3,9 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				1 666	0,1 %
Résultat financier	5.4	-32 536	-1,3 %	-20 822	-0,9 %
Impôt sur le résultat	5.5	-5 476	-0,2 %	-11 497	-0,5 %
Résultat après impôt des activités abandonnées ou destinées à être cédées	3.2	-32		-10 708	-0,5 %
RÉSULTAT NET		56 126	2,2 %	47 507	2,1 %
Résultat net - part revenant aux minoritaires		24 620		20 039	
RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE		31 506	1,2 %	27 468	1,2 %
Résultat net par action (en euros)*	5.6	16,89		14,74	

* Le résultat par action au 31 décembre 2006 et 31 décembre 2005 est calculé sur la base du nombre d'actions diminué des titres d'autocontrôle imputés sur les capitaux propres.

COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan

en milliers d'euros

	Notes	Décembre 2006	Décembre 2005
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1.1	161 273	161 026
Immobilisations incorporelles	6.1.1	130 410	122 050
Immobilisations corporelles	6.1.2	669 556	629 697
Immeubles de placement	6.1.3	27 512	28 391
Titres mis en équivalence		0	31 251
Titres de participations		1 342	1 140
Actifs financiers disponibles à la vente *	6.1.4	10 452	7 692
Autres actifs financiers *	6.1.5	4 764	4 293
Impôts actifs	6.1.8	54 332	61 103
Total actif non courant		1 059 641	1 046 643
Stocks	6.1.6	270 848	216 413
Créances de financement clients *	6.1.7	12 329	15 250
Créances clients et comptes rattachés		373 267	333 905
Autres créances		103 467	84 981
Autres créances financières à court terme *	6.1.7	24 167	11 899
Instruments financiers de couverture *		6 890	6 216
Trésorerie et équivalents de trésorerie *	6.1.9	123 497	154 542
Total actif courant		914 465	823 206
Actif - activités abandonnées ou destinées à être cédées		0	4 262
TOTAL ACTIF		1 974 106	1 874 111
PASSIF			
Capital	6.2.1	28 055	28 055
Actions propres		- 499	- 378
Prime d'émission, de fusion, d'apport		16 494	14 326
Réserves et écarts d'évaluation		191 462	172 790
Résultat de l'exercice		31 506	27 468
Capitaux propres groupe		267 018	242 261
Intérêts minoritaires		215 853	198 812
Total capitaux propres		482 871	441 073
Emprunts et dettes financières - part à long terme *	6.2.4	308 279	283 519
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	6.2.7	31 371	26 702
Subventions publiques	6.2.3	15 474	10 081
Impôts passifs	6.1.8	30 892	31 825
Total passif non courant		386 016	352 127
Emprunts et dettes financières - part à court terme *	6.2.4	178 072	302 254
Autres dettes financières à court terme *		61 306	35 415
Instruments financiers de couverture *		4 906	5 111
Provisions pour risques et charges	6.2.6	19 399	24 061
Fournisseurs	6.2.5	554 155	481 191
Autres dettes d'exploitation	6.2.5	287 381	229 428
Total passif courant		1 105 219	1 077 460
Passif - activités abandonnées ou destinées à être cédées		0	3 451
TOTAL PASSIF		1 974 106	1 874 111

* La dette financière nette s'élève à 370,5 millions d'euros au 31 décembre 2006 contre 426,4 millions d'euros au 31 décembre 2005.

COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de variation de l'endettement

en milliers d'euros

	Décembre 2006	Décembre 2005
I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net - part revenant au groupe	31 506	27 468
* Elimination des charges et des produits sans incidence sur l'endettement net provenant des opérations d'exploitation		
Dépréciations et amortissements d'actifs immobilisés	150 695	136 075
Dépréciations des stocks et des créances	-3 980	2 876
Variation des autres provisions	-5 384	-3 391
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	-2 220	-3 380
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	0	-1 666
Part des intérêts minoritaires dans le résultat	24 620	20 039
Subventions et impôts différés	-9 150	-12 116
Activités abandonnées ou destinées à être cédées	32	10 708
Marge brute d'autofinancement opérationnelle	186 118	176 613
* Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Stocks et en-cours	-39 183	-8 704
- transférés en immobilisations incorporelles (projets automobiles) ** :	44 469	54 480
- augmentation des stocks et en-cours :	-83 652	-63 184
Créances clients et comptes rattachés	18 117	-5 805
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 958	13 506
Autres actifs et passifs d'exploitation	11 123	32 250
Variation du besoin en fonds de roulement	40 016	31 247
II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-97 869	-121 282
Acquisitions d'autres actifs immobilisés	-59 428	-63 335
- provenant des stocks et en-cours (projets automobiles) ** :	-44 469	-54 480
- autres actifs immobilisés :	-14 959	-8 855
Cessions d'immobilisations corporelles	19 159	22 666
Cessions d'autres actifs immobilisés	6 857	3 481
Excédent de trésorerie lié aux opérations	94 855	-71 892
Acquisitions d'immobilisations financières	-16 339	131
Cessions d'immobilisations financières	1 307	-528
Impact des variations de périmètre	-32 597	
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de placement	-178 909	-158 867
III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS UTILISÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des capitaux propres	-3 487	-1 252
Dividendes versés aux actionnaires	-6 746	-6 139
Fonds reçus par subventions d'investissement	1 716	930
Ajustement à la juste valeur des instruments financiers	3 678	-335
Total	-4 839	-6 796
Activités abandonnées ou destinées à être cédées	-360	-2 644
Effet des variations des cours de change sur l'endettement net	13 786	-18 048
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE L'ENDETTEMENT NET	55 939	21 502
Endettement financier net en début d'exercice *	-426 403	-447 908
ENDETTEMENT FINANCIER NET EN FIN D'EXERCICE *	-370 464	-426 403

* le détail de ce montant figure en note 6.2.4 de l'annexe aux comptes consolidés,

** conformément aux principes comptables présentés au paragraphe 1.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés

COMPTES CONSOLIDÉS

Variation des capitaux propres

en milliers d'euros

	Capitaux propres Part du groupe	Capitaux propres Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2005	214 793	178 773	393 566
Résultat au 31 décembre 2005	27 468	20 039	47 507
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2005	242 261	198 812	441 073
Dividendes distribués	-1 921	-4 825	-6 746
Transactions sur titres d'autocontrôle	-32		-32
Variations des actions propres et augmentation de capital de Compagnie Plastic Omnium	-1 917	-1 516	-3 433
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie Plastic Omnium	539	433	972
Mouvement de la réserve de conversion	-6 045	-10 945	-16 990
Variation de périmètre		8 731	8 731
Montant net des profits et pertes non comptabilisés au compte de résultat, nets d'impôts			
– Écart de juste valeur sur participations	-1 102		-1 102
– Instruments financiers de couverture	2 103	1 292	3 395
– Réévaluation immeuble administratif	2 552		2 552
– Écart actuariel sur avantages au personnel	-926	-749	-1 675
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2006	235 512	191 233	426 745
Résultat au 31 décembre 2006	31 506	24 620	56 126
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2006	267 018	215 853	482 871

ÉTAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISÉS POUR 2006 ET 2005

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Mouvement de la réserve de conversion	-16 990	21 585
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie Plastic Omnium	972	460
Écart de juste valeur sur participations	-1 102	2 797
Instruments financiers de couverture	3 395	-1 568
Réévaluation immeuble administratif	2 552	269
Écart actuariel sur avantages au personnel	-1 675	-1 252
Total des produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-12 848	22 291
Résultat net de la période	56 126	47 507
Total des produits et charges de l'année	42 278	69 798

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

1 - RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Principes de préparation des états financiers

En date du 30 mars 2007, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Burelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

En application du règlement européen n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Burelle, sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ces états financiers. Ces normes comptables internationales comprennent les International Accounting Standards (IAS) et les International Financial Reporting Standards (IFRS) ainsi que leurs interprétations.

Les immeubles de placement, les terrains, le siège administratif de Levallois, les instruments financiers dérivés et les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur.

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le groupe Burelle, a recours à des estimations et à des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actif, de passif, de produits, de charges et d'engagements (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement. Les montants figurant dans les futurs états financiers du groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

1.3 Principes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50 %, mais sur lesquelles le groupe exerce un contrôle en substance, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir des avantages, sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle en intégrant la quote-part détenue des actifs, passifs et du compte de résultat.

1.4 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets qui ne sont pas détenus par le groupe. Ils sont présentés de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément des capitaux propres attribuables à la société mère. Le pourcentage d'intérêts minoritaires est calculé sur la base du capital social de l'entité concernée, diminué des titres d'auto-contrôle que cette entité pourrait détenir sur elle-même.

1.5 Information sectorielle

L'information sectorielle de premier niveau se décline selon les secteurs d'activités suivants :

- Compagnie Plastic Omnium : la plaquette financière de cette société détaille l'information selon les activités d'Équipement Automobile, de 3P et d'Environnement,
- Compagnie Signature : acteur dans la signalisation routière verticale et horizontale,
- Sofiparc : société immobilière possédant un patrimoine constitué essentiellement de bureaux à Levallois.

Chacun de ces secteurs d'activités représente une composante distincte et autonome du groupe Burelle exposée à des risques, une rentabilité, un suivi des performances et une structure des actifs qui lui sont propres.

Une information sectorielle de second niveau, par secteurs géographiques, est présentée dans les états financiers consolidés.

1.6 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe Burelle est l'euro, les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis en monnaie de présentation groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture,
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période,
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

Les écarts d'acquisition et d'évaluation dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis par la suite, dans la monnaie de présentation du groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

(1) La monnaie fonctionnelle est généralement la monnaie locale sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

1.7 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. À l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant du changement de taux sont inscrits au compte de résultat, en résultat d'exploitation, lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

1.8 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, à l'exclusion des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent également être remplis pour que les produits des activités ordinaires puissent être reconnus :

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

Vente de biens

Le produit des activités ordinaires de pièces et négoce est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

Prestations de services

Le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage et du développement est reconnu lors du démarrage en série du modèle afférent.

Pour les contrats de location-maintenance de l'activité Environnement, hormis quelques contrats significatifs requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente immédiate est constatée à hauteur des coûts d'enquête, de mise en place et d'un prix de vente estimatif des parcs placés, la majorité des contrats relève de la location simple, les revenus des loyers étant pris en résultat, linéairement, sur la durée des contrats.

1.9 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur. Des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle ou à partir d'une approche statistique sur la base de portefeuilles de créances de petits montants présentant des risques homogènes. Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement. Le produit relatif de ces créances est comptabilisé en chiffre d'affaires. Ces créances de financement sont déduites dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du groupe.

Les créances cédées à des tiers sont sorties de l'actif du groupe, dans la mesure où la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à ces tiers.

1.10 Résultat d'exploitation et marge opérationnelle

Le groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance.

La marge opérationnelle correspond au résultat d'exploitation des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges d'exploitation, qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles,
- les provisions d'« impairment » sur actifs incorporels et corporels, y compris les dépréciations éventuelles sur écarts d'acquisition,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leurs fréquences, leurs natures ou leurs montants, à l'instar des coûts de pré-démarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou non.

1.11 Frais de recherche et développement

Les frais de développement de l'activité Automobile

Les frais de développement de l'activité Automobile (outillages et études) sont comptabilisés en stocks, au cours de la phase de développement. Le revenu relatif au développement correspondant aux paiements garantis

contractuellement par les clients, à l'issue de la phase de développement, est comptabilisé en produit des activités ordinaires à la date de conformité clients ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant cette acceptation sont inscrits en avances clients.

À l'issue de la phase de développement, au plus tard au démarrage série, les coûts de développement résiduels, non couverts par une garantie contractuelle de paiement des clients, sont transférés en immobilisations incorporelles (études) ou immobilisations corporelles (outillages). Ces coûts résiduels font l'objet du traitement suivant :

- lorsqu'un prix spécifique à la pièce, dit « rondelle de développement », non garanti est négocié avec le client, l'estimation de la couverture des frais attendue sous la forme de paiements « rondelle » est amortie au rythme des quantités de pièces livrées aux clients, l'écart entre cette estimation et les coûts résiduels étant amorti linéairement sur la durée de vie série estimée,
- en l'absence de prix spécifique à la pièce, dit « rondelle de développement », négocié avec le client, les coûts résiduels sont amortis linéairement sur la durée de vie série estimée.

Autres frais de recherche et développement

Les autres frais de recherche constituent des charges de l'exercice. Les frais de développement significatifs sont activés en immobilisations incorporelles dès qu'ils répondent aux critères de qualification de la norme IAS 38 – « Immobilisations incorporelles » et présentent, en particulier, de sérieuses probabilités d'avantages économiques futurs sur la base d'estimations et d'hypothèses raisonnables. À défaut, ils constituent également des charges de l'exercice.

1.12 Frais de démarrage

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris en charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.13 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du groupe Burelle ne sont pas amortis et font l'objet d'un « test de dépréciation » ou « impairment test » systématique au minimum une fois l'an à la clôture.

Ce test est réalisé, au sein de chaque secteur d'activité, pour chacune des unités génératrices de trésorerie identifiées.

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs, constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme du groupe, établis pour la période des trois ans à venir. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan auxquelles sont appliqués un taux de croissance reflétant des perspectives d'évolution du marché et un taux d'actualisation.

Pour la clôture du 31 décembre 2006, il a été retenu, pour l'ensemble des unités génératrices de trésorerie, un taux de croissance de 2 % et un taux d'actualisation de 7,5 % correspondant à l'appréciation du groupe par le marché en terme de coût moyen du capital sur la base de la capitalisation boursière du groupe et du coût de ses financements.

Les tests effectués sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie présentant des écarts d'acquisition ne conduisent pas à comptabiliser une dépréciation.

La sensibilité de la valeur d'entreprise aux hypothèses de variation du taux d'actualisation ne conduit pas à constater des pertes de valeur pour un taux maximum de 8,5 %. Un taux de 9 % conduirait à une perte de valeur de 1,4 million d'euros.

1.14 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, ou à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées), ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cession ou d'apport à l'intérieur du groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

En application de la norme IFRS 1 qui permet de retenir la juste valeur comme coût présumé à la date de transition aux IFRS pour des actifs corporels immobilisés (IAS 16) et pour les immeubles de placement (IAS 40), le groupe Burelle a procédé, au 1^{er} janvier 2004, de manière limitée et ciblée, sur la base d'expertises externes, à la réévaluation à la juste valeur de ses terrains et des deux sièges administratifs.

Les sièges administratifs sont constitués de :

- l'immeuble de bureaux de Nanterre occupé par les filiales du groupe, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS16)
- l'immeuble de bureaux de Levallois, détenu par la société Sofiparc, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS16) pour la partie occupée par les filiales du groupe, et traité en tant qu'immeuble de placement (IAS 40) pour la partie louée à des tiers n'appartenant pas au groupe.

Les sièges administratifs et les immeubles de placement du groupe font l'objet d'une réévaluation annuelle à la juste valeur. Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre du niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17, sont inscrits en actifs immobilisés à leur juste valeur et amortis par application des taux d'amortissements groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de l'activité Environnement.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

- | | |
|---|---------------------------|
| • Constructions et agencements initiaux | 20 à 40 ans |
| • Presses, souffleuses et machines de transformation | 6 ^{2/3} à 12 ans |
| • Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels | 3 à 6 ^{2/3} ans |
| • Conteneurs de l'activité Environnement | 8 ans |

Conformément à la norme IAS 16 – « Immobilisations corporelles », le groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture et presses).

Provisions pour dépréciation

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production ou de non-renouvellement de production.

1.15 Stocks et en-cours

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés s'il s'avère que le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

Stocks de produits finis et intermédiaires

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standards, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés à la production, ni frais de recherche et développement, ni frais commerciaux.

Ces stocks sont comparés à la clôture à leur valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et sont dépréciés, si nécessaire.

1.16 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le groupe. Ces provisions pour risques et charges sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnels concernés ou à leurs représentants.

1.17 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les paiements du groupe correspondant à des avantages du personnel, sous régimes à cotisations définies, sont reconnus sur la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies, les obligations relatives aux plans de pension et de retraite, indemnités de départ à la retraite, assurance-vie et mutuelle et autres engagements assimilés, sont calculées selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière. Cette évaluation intègre :

- des hypothèses de date de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, à 61 ans pour les non cadres (départ volontaire) et à 65 ans pour les cadres (départ à l'initiative de l'employeur),
- des hypothèses de mortalité,
- des probabilités de départ avant la retraite pour les personnels actifs,
- des estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite,
- des taux financiers, d'actualisation et d'inflation,

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

- des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite,
- la prise en compte immédiate des écarts actuariels (non étalement) au passif.

1.17.1 Description des régimes

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent les salariés du groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise, en charges opérationnelles, les cotisations assises sur les salaires de l'exercice qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraite et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

Les régimes à prestations définies concernent, pour l'essentiel, les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres avantages à long terme correspondant, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français,
- les autres engagements de retraite et compléments de retraite, principalement sur la zone US, la Suisse et la France,
- les régimes de couverture des frais médicaux sur la zone US.

Ces régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées avec services proratisés par application de la norme IAS19.

Ces évaluations intègrent :

- des hypothèses de date de départ à la retraite,
- des hypothèses de mortalité,
- des probabilités de départ avant la retraite pour les personnels actifs,
- des estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite,
- des taux financiers, d'actualisation et d'inflation,
- des hypothèses de rentabilité à long terme pour les actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite,
- la prise en compte immédiate des écarts actuariels (non étalement) au passif.

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, ces fonds font l'objet à chaque exercice d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite du passif correspondant.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la variation de l'actualisation des engagements présentés, conformément à l'option proposée par l'IAS 19, en résultat financier,
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres, en application des amendements de la norme IAS 19 avantages du personnel « Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures »,
- les impacts d'écart de change et de variations de périmètre.

1.17.2 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme sont les suivantes :

Âge de départ à la retraite pour les salariés français :

- 61 ans pour les non cadres (départ volontaire)
- 65 ans pour les cadres (départ à l'initiative de l'employeur)

Âge de départ à la retraite pour les salariés aux USA : entre 55 et 65 ans

Taux d'actualisation financière :

- 4,5 % pour les indemnités de départ à la retraite française (4,25 % en 2005)
- 4 % pour les médailles du travail françaises
- 6 % pour les avantages postérieurs à l'emploi de la zone US (6,25 % en 2005)

Taux d'inflation :

- 2 % l'an pour la France

Évolution des salaires :

- 3 à 5,5 % (taux moyens selon les statuts cadre et non cadre, l'âge et les pratiques salariales pays)
- 5 % aux USA

Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :

- 4,5 % pour la France
- 8 % pour la zone US

Nota : Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

Taux d'accroissement des coûts médicaux pour la zone US : 10,5 % l'an en 2006 avec une baisse de 0,5 % par an pour atteindre 5 % en 2017.

1.18 Actions propres

Les actions autodétenues par le groupe Burelle, quelle que soit leur affectation, sont inscrites dès leur acquisition en diminution des fonds propres.

Les prix de cession sur ces titres sont comptabilisés directement en augmentation ou en diminution des capitaux propres du groupe, aucun profit ou perte n'étant comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1.19 Plans d'achat et de souscription d'actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique de type « Black & Scholes ».

Cette valeur est enregistrée en « charges de personnel » linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves pour ne pas affecter les capitaux propres. Conformément aux dispositions transitoires de la norme, seuls les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 ont été ainsi comptabilisés.

À ce jour, seule la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des plans d'achat et de souscription d'actions.

1.20 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

Les actifs financiers comprennent, d'une part, les titres de participation des sociétés non consolidées qui ne sont ni contrôlées, ni sous influence notable et, d'autre part, les prêts et les valeurs mobilières.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les titres de participation des sociétés ni contrôlées, ni sous influence notable, présentant un caractère significatif ou voués à être cédés, sont considérés comme étant « disponibles à la vente ». Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture correspondant soit au cours de cotation du 31 décembre 2006 ou soit à la valeur liquidative de la part dans le cas de fonds de placement à risques (FCPR). Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Une provision pour dépréciation est constituée en compte de résultat lorsqu'il existe une raison objective de dépréciation de ces titres, par référence à leur valeur d'acquisition.

Les actifs financiers sont présentés en actifs non courants, exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en actifs courants ou en équivalent de trésorerie suivant les cas.

1.21 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts à vue et les fonds de caisse, à l'exclusion des découverts bancaires qui figurent dans les passifs financiers. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. Les valeurs mobilières comprennent les placements de trésorerie, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à tout moment. Ils sont valorisés à leur valeur de marché. La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

1.22 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le groupe utilise des instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. En application de la norme IAS 39, ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur sur instruments de couverture de taux sont affectées en variation des capitaux propres pour les parties efficaces de ces instruments et en résultat financier pour les parties non efficaces de ces instruments.

1.23 Impôts sur les résultats

En application de la norme IAS 12, le groupe Burelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les actifs d'impôts différés sur les crédits d'impôts, les déficits reportables et les autres différences temporaires sont évalués en fonction de leur probabilité de réalisation future.

2 - ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 Prise de contrôle de la Compagnie Plastic Omnium dans Inopart à compter du 1^{er} janvier 2006

En vertu d'un accord avec la société Diaz SAS, la Compagnie Plastic Omnium a pris le contrôle au 1^{er} janvier 2006 d'Inopart, société holding du groupe Inoplast. La Compagnie Plastic Omnium détenait 59 % d'intérêt et 34 % de contrôle dans le groupe Inoplast qui était consolidé par mise en équivalence précédemment. Cette prise de contrôle s'est traduite par l'intégration globale d'Inoplast à partir du 1^{er} janvier 2006.

En conséquence, les méthodes de consolidation des différentes entités ont évolué comme suit :

Méthodes de consolidation	2005	2006
INOPART	Mise en équivalence	Intégration globale
INOPLAST	Mise en équivalence	Intégration globale
ARC	Mise en équivalence	Intégration proportionnelle (23,48 %)
ATMC	Mise en équivalence	Intégration globale
MCR	Mise en équivalence	Intégration globale
MCA	Mise en équivalence	Intégration globale
IPO France IPO Espagne IPO Mexique	Mise en équivalence pour la partie détenue par Inoplast et intégration proportionnelle pour la partie détenue par Plastic Omnium Auto Exterior	Intégration globale

Impact sur le compte de résultat consolidé de la Compagnie Plastic Omnium, de l'intégration d'Inopart au 31 décembre 2006 :

en milliers d'euros

Produits des activités ordinaires	217 500	100,0 %
Coût des biens et services vendus	- 190 577	- 87,6 %
Marge brute	26 923	12,4 %
Frais de recherche et de développement nets	- 6 237	- 2,9 %
Frais commerciaux	- 2 359	- 1,1 %
Frais administratifs	- 9 320	- 4,3 %
Marge opérationnelle	9 006	4,1 %
Autres produits et charges opérationnels	- 161	- 0,1 %
Résultat opérationnel	8 845	4,1 %
Résultat financier	- 2 083	- 1,0 %
Impôt sur le résultat	- 1 155	- 0,5 %
Résultat net	5 607	2,6 %

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

Bilan consolidé d'Inopart, au 1^{er} janvier 2006, intégré dans les comptes consolidés de la Compagnie Plastic Omnium :

en milliers d'euros

Immobilisations incorporelles	3 190
Immobilisations corporelles	80 260
Autres actifs financiers *	2 152
Impôts actifs	1 033
Stocks	21 034
Créances clients et comptes rattachés	70 343
Autres créances	8 685
Autres créances financières à court terme *	130
Trésorerie et équivalents de trésorerie *	8 413
TOTAL ACTIF	195 240
Capitaux propres	45 491
Emprunts et dettes financières - part à long terme *	36 308
Provisions pour risques et charges	2 703
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	3 088
Subventions publiques	5 421
Impôts passifs	3 997
Emprunts et dettes financières - part à court terme *	1 089
Autres dettes à court terme *	7 312
Fournisseurs	64 581
Autres dettes d'exploitation	25 251
TOTAL PASSIF	195 240

* La dette financière nette s'élève à 34 millions d'euros au 1^{er} janvier 2006.

Engagement d'acquisition de titres d'Inopart

Fin avril 2006, la Compagnie Plastic Omnium a conclu un protocole d'accord afin d'acquérir 50,1 % des titres d'Inopart portant sa détention dans le groupe Inoplast de 59 % à 84 %. À la date d'arrêté des comptes, cet accord a été accepté par les Autorités de la concurrence.

Au titre de cet engagement, la Compagnie Plastic Omnium a comptabilisé une dette financière de 16 millions d'euros vis-à-vis des minoritaires, en contrepartie des réserves des minoritaires à acquérir et d'un écart d'acquisition.

2.2 Création de XieNo en Chine (partenariat entre Xietong et Inoplast)

Intégration globale à compter du 1^{er} avril 2006 (avec droit des minoritaires à hauteur de 40 %) de la société XieNo créée dans le cadre du rachat de certaines activités de Xietong.

2.3 Variation du pourcentage d'intérêt de Burelle SA dans la Compagnie Plastic Omnium

Le pourcentage d'intérêt de Burelle SA dans la Compagnie Plastic Omnium :

- avant annulation de l'autocontrôle de la Compagnie Plastic Omnium, est passé de 51,6 % au 31 décembre 2005 à 51,1 % au 31 décembre 2006,
- après annulation des actions propres de la Compagnie Plastic Omnium, s'élève à 55,45 % au 31 décembre 2006.

Les comptes 2005 ont été retraités en appliquant la même méthode de calcul.

2.3.1 Évolution des pourcentages d'intérêt

	% d'intérêt avant annulation de l'autocontrôle	% d'intérêt après annulation de l'autocontrôle
01/01/2005	51,60 %	55,49 %
31/12/2005	51,60 %	55,50 %
31/12/2006	51,10 %	55,45 %

2.3.2 Impact de l'évolution des pourcentages d'intérêt

en milliers d'euros

	Comptes publiés antérieurement		Impact de la modification du pourcentage d'intérêt de Burelle dans Cie Plastic Omnium		Comptes retraités		
	Capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres	Total Capitaux propres
	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2004	170 891	159 599	11 309	-11 309	182 200	148 290	330 490
Résultat au 31 décembre 2004	21 761	27 122	1 923	-1 923	23 684	25 199	48 883
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2004	192 652	186 721	13 232	-13 232	205 884	173 489	379 373
Dividendes distribués	-991	-5 302			-991	-5 302	-6 293
Actions propres	-1 630	-1 504			-1 630	-1 504	-3 134
Mouvement de la réserve de conversion	9 487	8 511			9 487	8 511	17 998
Instruments financiers de couverture	-1 124	-838			-1 124	-838	-1 962
Variation du pourcentage d'intérêt dans Compagnie Plastic Omnium			1 734	-1 734	1 734	-1 734	
Capitaux propres avant résultat au 30 juin 2005	198 394	187 588	14 966	-14 966	213 360	172 622	385 982
Résultats au 30 juin 2005	13 159	16 936	1 398	-1 398	14 557	15 538	30 095
Capitaux propres après résultat au 30 juin 2005	211 553	204 524	16 364	-16 364	227 917	188 160	416 077
Dividendes distribués	-313	317			-313	317	4
Actions propres	281	1 504			281	1 504	1 785
Mouvement de la réserve de conversion	-9	3 596			-9	3 596	3 587
Instruments financiers de couverture	443	-49			443	-49	394
Variation du pourcentage d'intérêt dans Compagnie Plastic Omnium			-1 436	1 436	-1 436	1 436	
Montant net des profits et pertes non comptabilisés au compte de résultat							
– Écart actuariel sur avantages du personnel	-989	-263			-989	-263	-1 252
– Autres variations de juste valeur	3 456	-390			3 456	-390	3 066
Capitaux propres avant résultat 2^{ème} semestre 2005	214 422	209 239	14 928	-14 928	229 350	194 311	423 661
Résultat 2 ^{ème} semestre 2005	12 769	4 643	142	-142	12 911	4 501	17 412
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2005	227 191	213 882	15 070	-15 070	242 261	198 812	441 073

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

3 - ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES

3.1 Sociétés concernées

La société PO LANDER, filiale de la division Environnement, était présentée en activité cédée au 31 décembre 2005 ; elle a définitivement été liquidée en décembre 2006.

Elle figure :

- aux comptes de résultat 2005 et 2006 sous la rubrique « Résultat après impôt des activités abandonnées ou destinées à être cédées », pour son résultat net,
- au bilan au 31 décembre 2005 sous les rubriques « Actifs et passifs des activités abandonnées ou destinées à être cédées ».

3.2 Résultats des activités abandonnées ou destinées à être cédées

Seule la filiale PO LANDER de la division Environnement est présentée sous cette rubrique, à la ligne « Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées » du compte de résultat.

Ce résultat s'analyse ainsi :

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Produits des activités ordinaires		8 706
Marge opérationnelle		-2 802
Résultat d'exploitation	-32	-4 709
Résultat financier		-267
Impôt sur les résultats		-8
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être cédées	-32	-4 984
Plus et moins-value de cessions sur activités cédées		-2 932
Ajustement de valeur sur les actifs des activités destinées à être cédées		-2 792
Total résultat après impôt des activités abandonnées ou destinées à être cédées	-32	-10 708
Variation de trésorerie liée aux activités abandonnées ou destinées à être cédées		-2 644

3.3 Valeur comptable des actifs nets abandonnés ou destinés à être cédés

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Immobilisations corporelles et incorporelles		724
Créances clients et autres débiteurs		3 419
Stocks		112
Trésorerie		7
Emprunts et découverts bancaires		-257
Fournisseurs et autres débiteurs		-1 774
Provisions pour risques et charges		-1 420
Actifs nets destinés à être cédés	N/A	811

4 - INFORMATIONS SECTORIELLES

4.1 Secteurs d'activités

4.1.1 Compte de résultat par secteurs d'activité

<i>en millions d'euros</i>	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
Décembre 2006					
Produits des activités ordinaires	2 325,6	234,6	5,9	-2,5	2 563,6
% du total	90,7 %	9,2 %	0,1 %	N/A	100 %
Marge opérationnelle	99,9	12,4	2,5	-3,6	111,3
% des produits des activités ordinaires du secteur	4,3 %	5,3 %	42,3 %	N/A	4,3 %
Résultat d'exploitation	79,7	11,2	4,5	-1,2	94,2
% des produits des activités ordinaires du secteur	3,4 %	4,8 %	76,3 %	N/A	3,7 %
Résultat financier	-25,7	-2,9	-0,4	-3,5	-32,5
Impôt sur les résultats	-3,9	-3,4	-1,0	2,7	-5,5
Résultat net	50,1	4,9	3,1	-2,0	56,1

<i>en millions d'euros</i>	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
Décembre 2005					
Produits des activités ordinaires	2 054	226,1	5,7	-3,4	2 282,4
% du total	90 %	9,9 %	0,1 %	N/A	100 %
Marge opérationnelle	90,0	8,5	2,4	-2,5	98,4
% des produits des activités ordinaires du secteur	4,4 %	3,8 %	42,1 %	N/A	4,3 %
Résultat d'exploitation	79,6	8,0	2,4	-1,1	88,9
% des produits des activités ordinaires du secteur	3,9 %	3,5 %	42,1 %	N/A	3,9 %
Part du résultat dans les entreprises mises en équivalence	1,7				1,7
Résultat financier	-16,3	-2,1	-0,4	-2,0	-20,8
Impôt sur les résultats	-10,1	-1,5	-0,5	0,6	-11,5
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	-10,7				-10,7
Résultat net	44,1	4,5	1,5	-2,6	47,5

4.1.2 Agrégats du bilan par secteurs d'activités

<i>en milliers d'euros</i>	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
Décembre 2006					
Écarts d'acquisition	132 006	27 833		1 434	161 273
Immobilisations incorporelles	122 744	7 907	6	- 247	130 410
Immobilisations corporelles	581 906	39 590	46 747	1 313	669 556
Immeubles de placement	1 436		27 512	-1 436	27 512
Autres actifs financiers et titres de participation	5 629	1 053		9 876	16 558
Décembre 2005					
Écarts d'acquisition	130 557	29 353		1 116	161 026
Immobilisations incorporelles	113 508	8 459	10	72	122 050
Immobilisations corporelles	543 042	41 809	42 234	2 612	629 697
Immeubles de placement	1 589		28 391	-1 589	28 391
Titres mis en équivalence	31 251				31 251
Autres actifs financiers et titres de participation	5 092	972		7 061	13 125

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

4.1.3 Autres informations par secteurs d'activités

en milliers d'euros	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et éléments non affectés	Total consolidé
Décembre 2006					
Investissements incorporels	58 994	434			59 428
Investissements corporels	94 375	3 338	165	-9	97 869
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	-143 449	-6 338	-505	-3 709	-154 001
Décembre 2005					
Investissements incorporels	62 979	356	0	0	63 335
Investissements corporels	117 382	3 794	62	44	121 282
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	-126 303	-6 877	-493	-2 402	-136 075

4.2 Secteurs géographiques

4.2.1 Produits des activités ordinaires par secteurs géographiques

en millions d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
France	859,6	760,1
% du total	33,5 %	33,3 %
Amérique du Nord	557,7	497,1
% du total	21,8 %	21,8 %
Europe Hors France	958,1	873,1
% du total	37,4 %	38,3 %
Amérique du Sud & Afrique	74,2	61,7
% du total	2,9 %	2,7 %
Asie	114,0	90,4
% du total	4,4 %	3,9 %
Total	2 563,6	2 282,4

4.2.2 Actifs industriels par secteurs géographiques

en milliers d'euros	France	Amérique du Nord	Europe Hors France	Amérique du Sud et Asie	Total
Décembre 2006					
Actifs industriels bruts par secteurs géographiques	794 051	245 152	395 102	50 563	1 484 868
Amortissements des actifs industriels	-425 711	-129 107	-212 632	-21 468	-788 918
Actifs industriels nets par secteurs géographiques	368 340	116 045	182 470	29 095	695 950
dont investissements industriels de l'exercice	48 981	12 194	32 196	4 499	97 869
Décembre 2005					
Actifs industriels bruts par secteurs géographiques	630 705	279 520	355 545	72 005	1 337 775
Amortissements des actifs industriels	-317 835	-122 796	-220 841	-18 898	-680 369
Actifs industriels nets par secteurs géographiques	312 870	156 724	134 704	53 107	657 406
dont investissements industriels de l'exercice	43 710	41 076	26 952	9 544	121 282

5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Coûts des biens et services vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Inclus dans le coût des biens et services vendus		
Coûts des consommations (achats-variations de stocks)	1 501 490	1 285 758
Sous-traitance directe de production	27 497	18 692
Énergie et fluides	46 670	34 707
Salaires et charges	334 380	324 269
Autres coûts de production	150 967	164 902
Amortissements	119 171	104 217
Provisions	-4 142	-2 487
Total	2 176 034	1 930 058
Inclus dans les frais de recherche et développement		
Salaires, charges et avantages du personnel	70 429	56 858
Amortissements des frais de développement activés	21 486	18 882
Autres	-35 315	-33 601
Total	56 599	42 139
Inclus dans les frais commerciaux		
Salaires et charges	46 178	47 277
Amortissements et provisions	749	-941
Autres	24 217	23 012
Total	71 144	69 348
Inclus dans les frais administratifs		
Salaires, charges et avantages du personnel	87 238	75 822
Autres frais administratifs	57 738	56 090
Amortissements	9 034	8 186
Provisions	-5 429	2 339
Total	148 581	142 436

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

5.2 Frais de personnel

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Salaires et traitements	383 725	365 609
Charges sociales	138 480	119 079
Participation des salariés	3 365	3 403
Coûts nets des engagements de retraites	-1 279	-985
Rémunération sur base d'actions	972	460
Autres charges de personnel	12 963	16 660
Total	538 226	504 226

5.3 Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Cessions nettes d'actifs *	2 390	9 601
Restructurations	-8 315	-14 205
Implantations et réorganisation industrielles	-4 607	-2 900
Autres charges opérationnelles	-10 284	-2 048
Autres produits opérationnels	3 723	
Total produits et charges opérationnels	-17 093	-9 552

* Les cessions nettes d'actifs prennent en compte, en 2005, une plus-value de cession de terrain industriel en Espagne de 8 millions d'euros avant impôt.

5.4 Résultat financier

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Charges nettes de financement	-31 857	-22 154
Perte de change sur opérations financières	-223	-446
Couverture à terme/Couverture d'engagement	-280	677
Dotations/Reprises de provisions à caractère financier	-176	1 101
Total	-32 536	-20 822

5.5 Impôt sur les résultats

La composition principale de la charge d'impôt s'analyse comme suit :

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Compte de résultat consolidé		
Impôt exigible		
Charges (ou produits) d'impôt exigible	-11 644	-17 465
Charges (ou produits) relatives aux éléments non courants	-1 121	-3 928
Impôt différé		
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires	7 551	10 309
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	-262	-413
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	-5 476	-11 497

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Résultat du Groupe avant impôt	61 634	68 046
Charge au taux d'impôt applicable	-20 543	-23 136
Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays	2 985	4 874
Effet sur l'impôt différé à l'ouverture d'un changement de taux d'impôt	262	
Pertes fiscales antérieures activées	5 432	12 210
Pertes fiscales non comptabilisées	-3 804	-2 548
Crédits d'impôts et autres économies fiscales	7 277	
Charges non déductibles fiscalement et produits non imposables	-1 141	
Autres	4 056	-2 897
Charge d'impôt effective	-5 476	-11 497
Taux d'impôt effectif	8,9 %	16,9 %

5.6 Résultat par action

en euros	2006	2005
Résultat net de base par action	16,89	14,74
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	1 864 983	1 863 918

6 - NOTES RELATIVES AU BILAN

6.1 Bilan actif

6.1.1 Actifs incorporels

<i>en milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2006, net des amortissements cumulés	161 026	11 335	12 421	93 229	5 065	283 075
Acquisitions	390	938	6 711	48 743	2 645	59 428
Cessions nettes	-2 575	142	-88	-4 662	-34	-7 216
Entrées de périmètre	4 593	187	-10	2 076	822	7 668
Sorties de périmètre	-105	-1			-2	-108
Variations de périmètre	-564	0	12	104	0	-448
Reclassements	3 599	312	-369	-130	-109	3 304
Dotations aux amortissements de l'exercice		-1 170	-5 161	-38 767	-1 170	-46 267
Dotations aux provisions de l'exercice	-1 527					-1 527
Ecart de conversion	-3 563	2	-280	-2 386	3	-6 225
Au 31 décembre 2006, net des amortissements cumulés	161 273	11 746	13 237	98 206	7 220	291 683

<i>en milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Détail des valeurs nettes au 1^{er} janvier 2006						
Valeur brute	243 842	17 351	47 474	188 917	3 489	501 073
Amortissements cumulés (dont pertes de valeur)	-82 816	-6 016	-35 053	-95 688	1 575	-217 998
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2006	161 026	11 335	12 421	93 229	5 065	283 075
Détail des valeurs nettes au 31 décembre 2006						
Valeur brute	238 690	20 243	51 331	216 718	7 304	534 287
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-77 417	-8 497	-38 094	-118 512	-84	242 604
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	161 273	11 746	13 237	98 206	7 220	291 683

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

6.1.2 Actifs corporels

Immobilisations corporelles hors immeubles de placement

en milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en-cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2006, net des amortissements cumulés	269 949	201 184	71 677	86 886	629 697
Acquisitions	8 064	34 441	37 676	18 791	95 815
Ajustement à la juste valeur de terrains	769				769
Cessions nettes	-8 444	-7 583	-122	-3 686	-19 835
Entrées de périmètre	23 776	44 512	5 510	3 110	76 908
Sorties de périmètre	41	-603	165	-114	-513
Variations de périmètre	1 269	1 389	614	39	3 310
Reclassements	33 092	51 187	-79 616	229	4 892
Dotations aux amortissements de l'exercice	-16 821	-68 295	-42	-21 867	-103 867
Ecart de conversion	-6 633	-6 561	-3 233	-1 192	-17 620
Au 31 décembre 2006, net des amortissements cumulés	305 062	249 671	32 629	82 194	669 556

en milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en-cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Détail des valeurs nettes au 1^{er} janvier 2006					
Coût	373 934	646 921	71 761	217 440	1 310 056
Amortissements cumulés (dont pertes de valeur)	-103 985	-445 737	-84	-130 554	-680 360
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2006	269 949	201 184	71 677	86 886	629 697
Détail des valeurs nettes au 31 décembre 2006					
Coût	433 723	776 822	32 753	215 717	1 458 474
Amortissements cumulés (dont pertes de valeur)	-128 660	-526 611	-124	-133 523	-788 919
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	305 062	249 671	32 629	82 194	669 556

Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrat de location simple « bailleur »

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Valeur brute	81 745	83 830
Amortissements cumulés	-41 488	-42 943
Dont au titre de l'exercice	-7 569	-7 445
Valeur nette des amortissements	40 257	40 887

Ces immobilisations correspondent aux parcs de conteneurs loués par la division Plastic Omnium Environnement à ses clients pour les contrats ne faisant pas l'objet d'une requalification en location-financement.

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005 *
Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats de location simple et/ou de maintenance non résiliables		
À moins d'un an	41 292	25 951
À plus d'un an et moins de cinq ans	70 637	43 704
À plus de cinq ans	10 025	638
Total	121 955	70 293

* En décembre 2005, seules les données de Plastic Omnium Systèmes Urbains SA France étaient indiquées.

Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement « preneur »

Ces immobilisations, incluses dans le tableau présenté en page précédente, correspondent à des usines, des centres de recherche et de développement, des matériels de production industriels et des conteneurs loués à des clients.

<i>en milliers d'euros</i>	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Total au 31 décembre 2006
Valeur brute	64 832	62 465	127 297
Amortissements cumulés	- 25 537	- 43 450	- 68 987
Valeurs nettes comptables	39 295	19 015	58 310

<i>en milliers d'euros</i>	Paiements minimaux au 31 décembre 2006	Valeurs actualisées au 31 décembre 2006
À moins d'un an	12 175	11 306
À plus d'un an et moins de cinq ans	26 682	23 455
À plus de cinq ans	8 270	7 144
Total	47 127	41 904

6.1.3 Immeubles de placement

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006
Juste valeur au 1^{er} janvier 2006	28 391
Ajustement à la juste valeur	1 982
Reclassement	- 2 861
Juste valeur au 31 décembre 2006	27 512
Produits locatifs des immeubles de placement	2 924
Charges directes liées aux revenus locatifs des immeubles de placement (y compris entretien et réparations)	994

6.1.4 Actifs disponibles à la vente

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Actifs financiers disponibles à la vente	10 452	7 692
Total	10 452	7 692

6.1.5 Autres actifs financiers (non courants)

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Prêts	71	70
Dépôts et cautionnements	4 185	3 607
Autres créances	508	616
Total	4 764	4 293

6.1.6 Stocks et en-cours

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Matières premières et approvisionnements	79 618	69 617
Moules, outillages et études	133 131	95 688
Autres en-cours de production	1 208	2 007
Marchandises		
<i>Au coût (brut)</i>	8 693	10 094
<i>À la valeur nette de réalisation</i>	7 610	8 881
Produits finis		
<i>Au coût (brut)</i>	51 827	42 894
<i>À la valeur nette de réalisation</i>	49 281	40 219
Stocks en valeur nette	270 848	216 413

6.1.7 Créances clients et comptes rattachés

Créances financières à court terme

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Comptes courants	18 612	8 418
Autres	5 555	3 481
Total	24 167	11 899

Créances de financement clients relatives aux contrats de location-financement

<i>en milliers d'euros</i>	Créances location-financement à recevoir	Paiements minimaux à recevoir
À moins d'un an	6 350	6 191
À plus d'un an et moins de cinq ans	5 979	5 777
À plus de cinq ans	-	-
Total au 31 décembre 2006	12 329	11 968

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

6.1.8 Impôts au bilan

Ces impôts correspondent à :

- des impôts différés au bilan, d'un solde net débiteur de 21 781 milliers d'euros, se répartissant comme suit au 31 décembre 2006 :
 - immobilisations – 51 307 milliers d'euros
 - avantages du personnel 8 651 milliers d'euros
 - provisions 5 870 milliers d'euros
 - instruments financiers – 1 063 milliers d'euros
 - déficits activés 51 872 milliers d'euros
 - autres 7 758 milliers d'euros
- des impôts courants d'un solde net débiteur de 1 660 milliers d'euros.

Les actifs d'impôt correspondant aux déficits fiscaux non reconnus ne faisant pas l'objet d'un actif d'impôt différé dans les comptes au 31 décembre 2006, pour un montant total de 28 512 milliers d'euros, présentent les caractéristiques suivantes :

- déficits reportables sur une durée illimitée 18 545 milliers d'euros
- déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans 2 003 milliers d'euros
- déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans 1 441 milliers d'euros
- déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans 1 210 milliers d'euros
- déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans 2 002 milliers d'euros
- déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans 3 311 milliers d'euros

6.1.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Fonds bancaires et caisses	107 357	93 714
Dépôts à court terme	16 140	60 828
Total	123 497	154 542

6.2 Bilan passif

6.2.1 Capital social

en euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Capital social au 1 ^{er} janvier	28 054 545	30 166 770
Réduction de capital du 27/07/2005		– 2 112 225
Capital social au 31 décembre, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune	28 054 545	28 054 545
Actions propres	79 800	95 775
Total après déduction des actions propres	27 974 745	27 958 770

6.2.2 Dividendes votés et distribués en 2006

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital	1 309	1 408
Dividendes sur actions propres	4	104
Dividendes nets	1 305	1 304
Dividendes par action, en euros	0,70	0,70

6.2.3 Subventions

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Subventions liées aux résultats	–	–
Subventions liées aux actifs	15 474	10 081
Total	15 474	10 081

Les subventions sont présentées en passif non courant au bilan consolidé.

6.2.4 Emprunts et dettes financières

en milliers d'euros	Décembre 2006		Décembre 2005	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Dettes financières sur contrats de location-financement	11 039	31 071	10 941	50 830
Emprunt bancaire	167 033	277 208	291 313	232 689
Total	178 072	308 279	302 254	283 519

Détail de la dette par échéance

en milliers d'euros	Décembre 2006	- 1 an - 5 ans	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	Décembre 2005	- 1 an - 5 ans	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières à long terme	-308 279		-247 324	-60 955	-283 519		-283 519	
Créances financières à long terme	15 216		15 216		11 985		11 985	
Créances financières à court terme	166 883	166 883			187 907	187 907		
Dettes financières à court terme	-244 284	-244 284			-342 780	-342 780		
Endettement financier net	-370 464	-77 401	-232 108	-60 955	-426 407	-154 873	-271 534	

Les dettes financières sont présentées nettes des créances financières de Plastic Omnium Finance vis-à-vis des sociétés ne faisant pas partie du périmètre de la Compagnie Plastic Omnium. Il n'existe aucune clause de remboursements anticipés sur les emprunts bancaires relative au respect de ratios financiers.

Au 31 décembre 2006, le groupe Burelle bénéficie de plusieurs ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne supérieure à 3 ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées est supérieur au montant des utilisations et s'élève à 892 millions d'euros contre 824 millions d'euros au 31 décembre 2005, en incluant les crédits-baux. La part non utilisée au 31 décembre 2006 s'élève à 546 millions d'euros contre 437 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Détail de la dette financière par devises

En % de la dette financière	Décembre 2006	Décembre 2005
Euro	73 %	65 %
US dollar	24 %	28 %
Livre sterling	2 %	5 %
Autres devises	1 %	2 %

Analyse de la dette financière par nature de taux d'intérêt

En % de la dette financière	Décembre 2006	Décembre 2005
Taux variables couverts	57 %	60 %
Taux variables non couverts	22 %	31 %
Taux fixes	21 %	9 %
Total	100 %	100 %

Le taux de financement moyen sur l'exercice s'élève à 4,4 % contre 3,25 % en 2005.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

6.2.5 Dettes d'exploitation et autres dettes

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Dettes fournisseurs	527 765	464 233
Dettes sur immobilisations	26 390	16 958
Total	554 155	481 191

Autres dettes d'exploitation

en milliers d'euros	Décembre 2006	Décembre 2005
Dettes sociales	71 048	46 189
Dettes fiscales	12 663	11 955
Autres créditeurs	106 798	104 526
Avances clients	96 872	66 758
Total	287 381	229 428

6.2.6 Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	31 décembre 2005	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclas- sements	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2006
Garanties clients	3 559	2 100	-2 314	-345	-114		1 232	-61	4 057
Réorganisations	2 396	2 467	-428	-936	1 301		0	24	4 824
Provisions pour impôts	1 003	452	-486	-20	14		183	-22	1 124
Risques sur contrats	2 205	929	-1 008	-250	251		0	-4	2 123
Provision sur extension de parc	2 701	0	-2 120	0	349			0	930
Provision pour litiges	1 874	1 195	-1 971	-741	1 230		666	-18	2 235
Autres *	10 323	1 905	-3 298	-402	-5 925		1 097	406	4 106
Provisions pour risques et charges	24 061	9 048	-11 625	-2 694	-2 894		3 178	325	19 399
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	26 702	3 493	-3 738	0	1 231	1 675	2 949	-941	31 371
Total	50 763	12 541	-15 363	-2 694	-1 663	1 675	6 127	-616	50 770

* Les montants pris individuellement dans la rubrique « Autres » n'ont pas un caractère significatif.

6.2.7 Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel

Évolution des engagements bilantiels et des coûts sur avantages correspondant aux régimes à prestations définies

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

en milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	Décembre 2006	Décembre 2005	Décembre 2004	Décembre 2006	Décembre 2005	Décembre 2004	Décembre 2006	Décembre 2005	Décembre 2004
Dette actuarielle à l'ouverture	43 613	36 970	31 579	2 624	2 499	2 352	46 237	39 469	33 931
Coût des services rendus	3 858	3 869	2 228	614	248	249	4 472	4 117	2 477
Coût financier	932	1 566	1 526	99	94	104	1 031	1 660	1 630
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	-1 014	-354	1 003	-181	32		-1 195	-322	1 003
Pertes et gains actuariels	1 407	1 833	2 104	143	-33	40	1 550	1 800	2 144
Prestations payées par les actifs	-1 866	-173	-1 225				-1 866	-173	-1 225
Prestations payées par l'entreprise	-599	-1 388	-144	-270	-250	-230	-869	-1 638	-374
Prestations payées par les participants	336	333	302	0			336	333	302
Variation de périmètre	2 633			316			2 949		
Reclassement des provisions pour risques et charges				1 231			1 231		
Écart de conversion	-1 608	957	-403	-97	34	-16	-1 705	991	-419
Dette actuarielle à la clôture	47 692	43 613	36 970	4 479	2 624	2 499	52 171	46 237	39 469
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>4 079</i>	<i>6 643</i>	<i>5 391</i>	<i>1 855</i>	<i>125</i>	<i>147</i>	<i>5 934</i>	<i>6 768</i>	<i>5 538</i>
Valeur vénale des actifs de couverture à l'ouverture	19 535	16 123	12 335				19 535	16 123	12 335
Rendement des actifs de couverture	998	818	750				998	818	750
Cotisations patronales	2 874	2 523	1 999				2 874	2 523	1 999
Cotisations salariales	356	339	302				356	339	302
Pertes et gains actuariels	-125	-126	828				-125	-126	828
Prestations payées par les actifs de couverture	-1 866	-173	-1 225				-1 866	-173	-1 225
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	-204	-205	1 190				-204	-205	1 190
Écart de conversion	-768	235	-56				-768	235	-56
Valeur vénale des actifs de couverture à la clôture	20 800	19 535	16 123				20 800	19 535	16 123
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>1 265</i>	<i>3 412</i>	<i>3 788</i>				<i>1 265</i>	<i>3 412</i>	<i>3 788</i>
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	26 892	24 078	20 847	4 479	2 624	2 499	31 371	26 703	23 346
– dont France	19 013	16 412	16 303	3 012	2 054	1 993	22 025	18 466	18 296
– dont zone US	6 016	6 360	4 145	884	290	216	6 900	6 650	4 361
– dont autres zones	1 863	1 306	399	583	280	290	2 446	1 586	689

La valeur actuelle des engagements partiellement ou totalement couverts par des actifs s'établit à 26 577 milliers d'euros, dont 13 013 milliers d'euros pour la France, 13 564 milliers d'euros pour la Suisse et 5 707 milliers d'euros pour les États-Unis.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent :

- pour la France, à 17 887 milliers d'euros d'indemnités départ à la retraite et 1 126 milliers d'euros de plan de retraite complémentaire des dirigeants fin décembre 2006 (contre 14 810 milliers d'euros d'indemnités départ de retraite et 1 602 milliers d'euros de plan de retraite fin 2005),
- pour la zone US à 3 123 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 2 893 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin décembre 2006 (contre 3 202 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 3 157 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin 2005).

Les autres avantages à long terme de la France correspondent aux médailles du travail.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

Les variations des positions nettes bilantielles liées à ces avantages sont les suivantes :

en milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	Décembre 2006	Décembre 2005	Décembre 2004	Décembre 2006	Décembre 2005	Décembre 2004	Décembre 2006	Décembre 2005	Décembre 2004
Position nette à l'ouverture	24 078	20 847	19 244	2 624	2 499	2 352	26 702	23 346	21 596
Charges / produits de l'exercice									
– Coût des services rendus	3 858	3 869	2 228	614	248	249	4 472	4 117	2 477
– Charges financières	932	1 566	1 526	99	94	104	1 031	1 660	1 630
– Rendement attendu des fonds	– 998	– 818	– 750	0			– 998	– 818	– 750
– Effets de liquidations, modifications de régime et divers	– 810	– 149	– 187	– 181	32		– 991	– 117	– 187
Prestations payées par l'entreprise	– 599	– 1 388	– 144	– 270	– 250	– 230	– 869	– 1 638	– 374
Cotisations patronales	– 2 874	– 2 523	– 1 999				– 2 874	– 2 523	– 1 999
Cotisations salariales	– 20	– 6	0		0	0	– 20	– 6	0
Variation de périmètre	2 633	0		316			2 949	0	0
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	1 532	1 959	1 276	143	– 33	40	1 675	1 926	1 316
Reclassement des provisions pour risques et charges				1 231			1 231		
Écart de conversion	– 840	722	– 347	– 97	34	– 16	– 937	756	– 363
Position nette à la clôture	26 892	24 078	20 847	4 479	2 624	2 499	31 371	26 702	23 346

Impact d'une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux dans la zone US

en milliers d'euros	Augmentation	Diminution
Effet sur les coûts des services rendus et financiers	122	– 99
Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite	476	– 392

7 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

7.1 Engagements hors bilan

Engagements donnés/reçus

en millions d'euros	Total	Sur immobilisations corporelles	Sur actif / passif financier	Sur actif / passif courant hors financier
Cautionnements donnés	– 26 547	– 376	– 9 292	– 16 879
Engagements / acquisition d'immobilisations	– 64 210	– 64 100	– 110	
Hypothèques accordées à un tiers	– 7 538	– 7 538		
Garantie à 1 ^{re} demande accordée	– 730		– 730	
Autres engagements hors bilan	– 1 259			– 1 259
Total engagements donnés	– 100 284	– 72 014	– 10 132	– 18 138
Cautionnements reçus	115		115	
Total engagements reçus	115	0	115	0
Total engagements nets	– 100 169	– 72 014	– 10 017	– 18 138

7.2 Droit individuel à la formation

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital de formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur.

Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par an.

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés du groupe, au titre du droit individuel à la formation (DIF), s'établit à 167 513 heures sur les exercices 2004, 2005 et 2006.

7.3 Contrats de location simple « preneurs »

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Paielements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables		
À moins d'un an	20 222	5 535
À plus d'un an et moins de cinq ans	43 108	13 202
À plus de cinq ans	17 678	8 821
Total	81 009	27 558

7.4 Participation dans les coentreprises

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses coentreprises.

Ces transactions se font au prix du marché.

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Produits des activités ordinaires	15 638	22 276
Clients	8 156	10 765
Fournisseurs	-1 314	-1 203
Dividendes	8 647	9 318
Comptes courants	3 478	8 259

Bilan consolidé des coentreprises

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Actifs non courants	194 450	226 254
Actifs courants	295 040	273 789
Total actif	489 490	500 043
Capitaux propres	169 520	178 866
Passifs non courants	41 731	45 495
Passifs courants	278 239	275 682
Total passif	489 490	500 043

Compte de résultat des coentreprises

<i>en milliers d'euros</i>	Décembre 2006	Décembre 2005
Produits des activités ordinaires	908 402	810 728
Coût des ventes	-810 182	-722 329
Frais de recherche et de développement nets	-23 147	-24 968
Frais commerciaux	-6 369	-6 003
Frais administratifs	-40 142	-29 194
Marge opérationnelle	28 562	28 234
Autres produits et charges opérationnels	-502	-1 151
Résultat d'exploitation	28 060	27 083
Résultat financier	-2 914	-3 152
Résultat avant impôt	25 146	23 931
Charge d'impôt	-6 777	-4 336
Résultat net	18 369	19 595

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

7.5 Paiements sur base d'actions

À ce jour, seule la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des plans d'achats et de souscription d'actions.

Récapitulatif des plans d'options d'achat et de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium - options en cours :

Date d'attribution	Description	Bénéficiaires	Conditions d'exercice	Nombre maximal d'options prévu au plan
4 mai 2001	Options de souscription d'actions	115	Contrat de travail en vigueur le jour de la levée de l'option	360 000
14 mai 2003	Options d'achat d'actions	15	sauf en cas de transfert à l'initiative de l'employeur ou de départ en pré-retraite ou retraite	360 000
11 mars 2005	Options d'achat d'actions	54		237 000
25 avril 2006	Options d'achat d'actions	11		267 000

Plans d'options d'achat ou de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium en cours à la clôture de l'exercice et charge de la période relative aux plans d'options

Dans le cadre de l'application des normes IFRS au sein du groupe, ont fait l'objet d'une évaluation les plans attribués après le 7 novembre 2002.

Options en cours	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2006	Augmentations	Diminutions				En cours de validité au 31 décembre 2006	
		Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice		Total	dont exerçables au 31 décembre 2006
Plan du 14 mai 2003								
Nombres d'options	312 000						312 000	Néant
Cours à la date d'attribution (en €)	12,48						12,48	
Prix d'exercice (en €)	13,53						13,53	
Durée	7 ans						7 ans	
Charge résiduelle à étaler (en €)	304 000						68 000	
Montant constaté en charge en 2006 (en €)	236 000							
Durée de vie résiduelle	4 ans						3 ans	
Plan du 11 mars 2005								
Nombres d'options	236 000						236 000	Néant
Cours à la date d'attribution (en €)	21,15						21,15	
Prix d'exercice (en €)	21,15						21,15	
Durée	7 ans						7 ans	
Charge résiduelle à étaler (en €)	941 000						646 000	
Montant constaté en charge en 2006 (en €)	295 000							
Durée de vie résiduelle	6 ans						5 ans	

Options en cours	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2006	Augmentations	Diminutions			En cours de validité au 31 décembre 2006	
		Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Total	dont exerçables au 31 décembre 2006
Plan du 25 avril 2006							
Nombres d'options		267 000				267 000	Néant
Cours à la date d'attribution <i>(en €)</i>		35,25				35,25	
Prix d'exercice <i>(en €)</i>		34,9				34,9	
Durée		7 ans				7 ans	
Charge résiduelle à étaler <i>(en €)</i>		non attribué				2 133 000	
Montant constaté en charge en 2006 <i>(en €)</i>		441 000					
Durée de vie résiduelle		7 ans				6 ans	

Le plan d'options d'achat d'actions du 28 septembre 1999 est venu à échéance le 27 septembre 2006. 38 250 options ont été exercées.

7.6 Instruments de couverture des taux d'intérêt

Le groupe a souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnels. L'objectif est de se couvrir contre la hausse des taux d'intérêts variables (Euribor et Libor) auxquels il est exposé pour une partie de sa dette financière.

L'application de la norme IAS 39 a conduit à valoriser ces instruments financiers à leur juste valeur. Celle-ci s'élève à 6 905 milliers d'euros à fin 2006. La variation des parties efficaces de ces instruments constatée en 2006 est comptabilisée en capitaux propres et s'élève à 4 583 milliers d'euros, soit une variation nette d'impôt de 3 395 milliers d'euros. La variation des parties non efficaces pour la même période s'élève à -507 milliers d'euros et se trouve comptabilisée en résultat financier.

L'acquisition de ces instruments se fait en échange de primes à payer dont l'en-cours restant dû au 31 décembre 2006 est de 4 921 milliers d'euros.

7.7 Rémunération des dirigeants

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des dirigeants du groupe Burelle font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA ; celle-ci est présentée ci-après globalement :

- jetons de présence versés par les sociétés du groupe Burelle : 403 milliers d'euros en 2006 contre 309 milliers d'euros en 2005,
- rémunérations brutes versées, à charge du groupe Burelle : 3 775 milliers d'euros en 2006 contre 2 758 milliers d'euros en 2005,
- coût du plan de retraite complémentaire, à charge du groupe Burelle : 989 milliers d'euros en 2006 contre 676 milliers d'euros en 2005,
- coût des plans de stock options attribués, à charge du groupe Burelle : 164 milliers d'euros en 2006 contre 81 milliers d'euros en 2005.

Ces dirigeants sont, selon les termes de la norme IFRS 24, « les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités » de Burelle SA et de ses filiales.

7.8 Instruments de couverture de change

en millions de devises	Echéance		Taux de change
	1 ^{er} semestre 2007	2 ^e semestre 2007	
Vente			
GBP	2,2	0,2	0,6920

7.9. Risques de marché

Le groupe Burelle a mis en place une gestion centralisée de la trésorerie au niveau mondial à travers Plastic Omnium Finance qui gère pour le compte de toutes les filiales du groupe le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La stratégie en matière de risques de marché, qui peut se traduire par la prise d'engagements au bilan et hors bilan, est validée par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, par le Président de la Compagnie Signature ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas.

Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature et Sofiparc possèdent leurs propres lignes de crédit et de cessions de créances.

Risque de liquidité

Les sociétés du groupe doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements nécessaires à leur développement, mais également pour faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme, d'une part, de ressources à long terme venant sécuriser, sur une longue période, la totalité de l'endettement net et, d'autre part, d'instruments financiers à court terme.

La situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et celle de la Compagnie Signature sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport de synthèse hebdomadaire au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium et au Président de la Compagnie Signature.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

Risque de change

Burelle SA, à travers ses principales filiales industrielles, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, a une activité qui repose essentiellement sur des usines de proximité. De ce fait, le groupe est peu soumis aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

Pour réagir aux fluctuations de change, la politique du groupe consiste à couvrir le risque de change né d'opérations transfrontalières. Cette couverture est réalisée uniquement par la trésorerie centrale en liaison avec les filiales et les pays.

Risque de taux

Le risque de taux est géré pour la dette consolidée du groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture des risques permettant d'assurer de manière pérenne la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation/frais financiers.

Au 31 décembre 2006, 78 % de la position de taux sur dettes en euros et 85 % de la position de taux sur dettes en dollars sont couverts, à respectivement 4 ans et 3 ans, par des instruments financiers non spéculatifs.

Au 31 décembre 2006, les ressources financières confirmées à moyen terme s'élèvent à 892 millions d'euros pour un endettement net de 371 millions d'euros.

7.10 Cessions de créances

Au 31 décembre 2006, le groupe Burelle a poursuivi ses programmes de cessions de créances en France et en Espagne, au regard des normes IFRS, d'un montant de 163 millions d'euros contre 159 millions d'euros au 31 décembre 2005. Par ailleurs, Inoplast a réalisé la même opération au 31 décembre 2006 pour un montant de 28 millions d'euros.

7.11 Évolutions des monnaies

Périodes	Au 1 ^{er} janvier 2005	Moyen 2005	31 décembre 2005	Moyen 2006	31 décembre 2006
Monnaies					
Euro	1	1	1	1	1
Baht thaïlandais	53,145	49,925	48,426	47,529	46,773
Couronne slovaque	38,745	38,580	37,879	37,092	34,435
Couronne suédoise	9,020	9,300	9,389	9,253	9,041
Couronne tchèque	30,460	29,797	29,002	28,265	27,488
Dollar canadien	1,642	1,500	1,372	1,427	1,528
Dollar US	1,362	1,238	1,180	1,263	1,317
Franc suisse	1,543	1,548	1,555	1,577	1,607
Lei roumain	3,939	3,594	3,680	3,513	3,384
Livre sterling	0,705	0,683	0,685	0,682	0,672
Livre turque	1,838	1,666	1,592	1,816	1,864
Peso argentin	4,051	3,627	3,576	3,891	4,078
Peso chilien	763,359	694,444	609,756	666,667	699,301
Peso mexicain	15,181	13,446	12,534	13,785	14,229
Rand sud-africain	7,690	7,881	7,464	8,633	9,212
Réal brésilien	3,614	2,986	2,742	2,738	2,812
Won coréens	1 410,049	1 265,823	1 190,476	1 204,819	1 219,512
Yen japonais	139,650	136,799	138,889	146,843	156,986
Yuan renminbi chinois	11,273	10,134	9,520	10,048	10,280
Zloty polonais	4,085	4,022	3,860	3,900	3,831

7.12 Effectifs en fin d'année

Effectifs	Décembre 2006	Décembre 2005	Évolution
France	6 334	4 600	38 %
%	49 %	43 %	
Union Européenne hors France	3 431	3 400	5 %
%	28 %	31,9 %	
Hors Union Européenne	3 149	2 670	13 %
%	23 %	25,1 %	
Total	12 914	10 670	21 %
dont quote-part contrôlée des effectifs employés dans des coentreprises	2 763	2 778	-0.5 %
dont quote-part des effectifs employés chez Inoplast	2 347		

7.13 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du groupe au 31 décembre 2006, n'est intervenu.

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

8 - LISTES DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

Libellé juridique	% d'intérêt		Intégrations fiscales	Siège des entités françaises	SIREN
France					
BURELLE SA	Société mère		6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	785 386 319
ATLAS SAS	75,50	G		169 chemin des Cardelines - 06370 Mouans Sartoux	695 821 322
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	955 512 611
GIE PLASTIC OMNIUM FINANCE	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	392 860 490
LUDOPARC SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	352 212 427
METROPLAST SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	330 023 656
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SA	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 313 647
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 313 555
PLASTIC OMNIUM AUTO SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	885 680 322
PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS	55,45	G	1	36 avenue de l'Emancipation - 97200 Fort de France	332 127 638
PLASTIC OMNIUM GESTION SNC	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 207
GUYANE COLLECTE COLLECTIVITÉS SAS	55,45	G	1	17 lot Calimbe - 97300 Cayenne	384 992 319
PLASTIC OMNIUM PLASTIQUES HAUTES PERFORMANCES SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	775 726 177
PLASTIC CFF RECYCLING SAS	27,73	P		Z.A. du Monay Saint Eusebe - 71210 Montchanin	353 047 798
PLASTIC OMNIUM SERVICES SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	350 686 408
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS SA	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	778 151 944
PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS - 3 P SA	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 322
LA RÉUNION VILLE PROPRE SAS	55,45	G	1	132 rue Charles Darwin - 97420 Le Port	324 927 789
TRANSIT SAS	55,45	G	1	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	410 314 744
INOPLASTIC OMNIUM SAS **	51,20	G		19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	421 362 542
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SA	27,73	P		15-25 bd de l'Amiral Bruix - 75016 Paris	324 925 106
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA	27,73	P		15-25 bd de l'Amiral Bruix - 75016 Paris	428 897 508
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SA	27,73	P		15-25 bd de l'Amiral Bruix - 75016 Paris	410 314 090
INOPLAST SA **	46,96	G		Immeuble Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	306 348 632
INOPART **	55,45	G		Immeuble Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	315 920 298
VALEO PLASTIC OMNIUM SNC	27,73	P		19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	433 798 808
BEAUVAIS DIFFUSION SA	55,45	G	1	6 avenue de Scandinavie - 91940 Les Ulis	309 567 261
TECHNIQUES ET MATÉRIELS DE COLLECTE « TEMACO »	55,45	G	1	240, rue Louis Dubreuil - 13793 Aix-en-Provence	302 396 189
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GUYANE SAS	55,45	G		Z.I. « Cogneau Lavirot » - 97351 Cayenne	434 185 864
ALLEVARD RESSORTS COMPOSITES - « ARC »**	23,48	P		Z.I. de la CNR - 07340 Andance	407 570 498
ATMC INDUSTRIE**	46,96	G		Avenue du Président Wilson - Z.I. Chef de Baie - 17000 La Rochelle	411 042 773
MECELEC COMPOSITES ET RECYCLAGE - « MCR »**	46,96	G		BP 94 - Z.I. Les Iles Feray - 07302 Tourmon sur Rhône	326 312 964
MIXT COMPOSITES AUCH - « MCA »**	46,96	G		Immeuble Le Berlioz - Domaines de la Gare - 07100 Annonay	450 775 267
COMPAGNIE SIGNATURE SAS	100,00	G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	384 032 629
BURELLE PARTICIPATIONS SA	100,00	G	6	1 rue François 1 ^{er} - 75008 Paris	440 050 144
SOCIETE D'APPLICATION ROUTIERE SAS	100,00	G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	662 024 660
EUROLINERS SAS	100,00	G	6	Route de Metz - 57200 Boulay	779 855 543

Libellé juridique	% d'intérêt		Intégrations fiscales	Siège des entités françaises	SIREN
France (suite)					
SDS SA	49,41	P		Z.I. de Cenon - 33370 Artigues	301 331 435
SIGNATURE HOLDING SAS	100,00	G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	340 809 730
SIGNATURE SA	100,00	G	6	Zone de Berrouetta - 64122 Urrugne	552 721 193
SIGNATURE TRAFFIC SYSTEMS SAS	100,00	G	6	Zone de Berrouetta - 64122 Urrugne	327 357 851
SIGNALISATION SECURITE SARL	100,00	G	6	14 chemin Vordorer Semmweg - 68000 Colmar	390 875 797
FARCOR SAS	100,00	G	6	Le Pré Guillaume ZA de Lumbin - 38660 Lumbin	313 052 664
SODILOR SAS	100,00	G	6	Rue du Champs de Mars - 57200 Sarreguemines	657 380 531
SOFIPARC SAS	100,00	G	6	19 avenue Jules Carteret - 69007 Lyon	351 529 581
VANDIPAINT France SAS	100,00	G	6	22 rue Georges Pompidou - 78690 Les Essarts le Roi	384 260 242
SECTRA	49,41	P		190 allée des deux poteaux - 33137 St Jean d'Ilac	394 227 805
SIGNALIS	100,00	G		Quartier les Barattes - Les Vignères - 84300 Cavaillon	388 567 422

Libellé juridique	% d'intérêt		Intégrations fiscales
Afrique du Sud			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA	27,73	P	
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS (Pty) Ltd	55,45	G	
Allemagne			
3P - PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS GmbH	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE COMPONENTS GmbH	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM ENTORGUNGSTECHNIK GmbH	55,45	G	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH	27,73	P	
HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH	18,48	P	
HBPO GERMANY GmbH	18,48	P	
HBPO GmbH	18,48	P	
BERLACK			
STRASSENMARKIERUNGSTARBEN GmbH	100,00	G	
SIGNATURE VERKEHRSTECHNIK GmbH	100,00	G	
SIGNATURE MARKIERSTECHNIK GmbH	100,00	G	
SIGNATURE DEUTSCHLAND GmbH	100,00	G	
Argentine			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA	27,73	P	
Belgique			
DIDIER VANDENWEGHE NV	100,00	G	
VANDIPAINT NV	100,00	G	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM NV	55,45	G	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS			
BELGIUM RESEARCH NV	27,73	P	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA	27,73	P	
Brésil			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL LTDA	27,73	P	
PLASTIC OMNIUM DO BRASIL LTDA	55,45	G	

Libellé juridique	% d'intérêt		Intégrations fiscales
Canada			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA INC.	27,73	P	
HBPO Canada	18,48	P	
Chili			
PLASTIC OMNIUM SA CHILI	55,45	G	
Chine			
XIENO *	28,20	G	
Corée du Sud			
SAMLIP	9,24	P	
HBPO Corée du Sud *	18,48	P	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEM CO Ltd	27,73	P	
Espagne			
COMPANIA PLASTIC OMNIUM SA	55,45	G	3
PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA	55,45	G	3
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA	55,45	G	3
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL	27,73	P	
3P - PRODUCTOS PLASTICOS PERFORMANTES SA	55,45	G	3
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA	27,73	P	
VALEO PLASTIC OMNIUM SL Espagne	27,73	P	
LUDOPARC Espagne	55,45	G	3
INOPLASTIC OMNIUM SA **	51,20	G	
JV UTE POSA UTE I	27,73	P	
JV UTE POSA UTE II	27,73	P	
JV UTE POSA UTE III	27,73	P	
HBPO IBERIA SL	18,48	P	
SIGNATURE SENALIZACION SA	100,00	G	

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2006

Libellé juridique	% d'intérêt		Intégrations fiscales
États-Unis			
EPSCO INTERNATIONAL INC.	55,45	G	4
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC	55,45	G	
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3 P INC.	55,45	G	4
PLASTIC OMNIUM INC.	55,45	G	4
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC.	55,45	G	4
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC	27,73	P	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC.	55,45	G	4
HBPO NORTH AMERICA INC.	18,48	P	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INC.	27,73	P	
Grèce			
SIGNATURE HELLAS	50,00	P	
Irlande			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE Ltd	27,73	P	
Italie			
PLASTIC OMNIUM-LANDER Spa *** <i>Société dissoute en 2006</i>	55,45	G	
PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS 3P Spa	55,45	G	
Japon			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK	27,73	P	
Mexique			
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA DE CV	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES RAMOS ARIZPE SA DE CV	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM DEL BAJIO SA DE CV	55,45	G	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV	27,73	P	
INOPLASTIC OMNIUM SA DE CV **	51,20	G	
INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV **	51,20	G	
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV	55,45	G	
HBPO MEXICO SA DE CV	18,48	P	
Pays-Bas			
PLASTIC OMNIUM BV	55,45	G	5
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	55,45	G	5
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3 P BV	55,45	G	5
SIGNATURE WEGMARKERING BV	100,00	G	
Pologne			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp. Z.O.O	27,73	P	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SP Z.O.O	55,45	G	

Libellé juridique	% d'intérêt		Intégrations fiscales
Portugal			
PLASTIC OMNIUM SA Portugal	55,45	G	
République Tchèque			
HBPO CZECH S.R.O	18,48	P	
VODOROVNE DOPRAVNI ZNACENT SAR SRO	100,00	G	
Roumanie			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA	27,73	P	
SIGNATURE SEMNALIZARE	52,00	G	
Royaume-Uni			
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS 3P Ltd	55,45	G	2
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE Ltd	55,45	G	2
PLASTIC OMNIUM Ltd	55,45	G	2
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS Ltd	55,45	G	2
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS UK Ltd	27,73	P	
SIGNATURE Ltd	100,00	G	
HBPO UK	18,48	P	
Slovaquie			
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O.	55,45	G	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAQUIA S.R.O.	27,73	P	
HBPO SLOVAKIA S.R.O	18,48	P	
Suède			
PLASTIC OMNIUM AB	55,45	G	
Suisse			
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL AG	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM AG	55,45	G	
PLASTIC OMNIUM RE AG	60,00	G	
SIGNAL AG	50,00	G	
Thaïlande			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) Ltd	27,73	P	
Turquie			
B.P.O AS	27,73	P	

Méthodes de consolidation

G : Intégration globale P : Intégration proportionnelle E : Mise en équivalence

Intégrations fiscales

- | | |
|--|-----------------------------|
| 1 : France - Groupe Plastic Omnium | 4 : États-Unis |
| 2 : Angleterre (Intégration fiscale de fait) | 5 : Pays-Bas |
| 3 : Espagne | 6 : France - Groupe Burelle |

* Sociétés nouvellement consolidées

** Variation du pourcentage de consolidation

*** Sociétés liquidées

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos au 31 décembre 2006.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Burelle SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont présentés en pages 43 à 74 de son rapport annuel 2006.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, comme décrit dans la note 1.13 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées.
- La note 1.11 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.23 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces différentes estimations. Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont, par nature, un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer, parfois de manière significative, des données prévisionnelles utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 24 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport du Président

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

I. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les règles relatives au fonctionnement du Conseil d'Administration sont définies par la loi et les statuts.

1 - Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est composé de dix administrateurs dont cinq ne font pas partie du groupe familial (M. Patrice Hoppenot, M. Dominique Léger, M. Henri Moulard, M. Philippe Sala et M. François de Wendel) et sont considérés comme indépendants, à savoir qu'ils n'entretiennent avec la Société, son groupe ou sa direction aucune relation qui soit de nature à compromettre leur liberté de jugement. Les principes de bonne gouvernance sont également respectés par la diversité des compétences et des expériences réunies et la disponibilité et l'implication des membres du Conseil.

Le Conseil est convoqué aussi souvent que l'exigent les affaires de la société. Au cours de l'exercice 2006, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois. Le taux moyen de participation des administrateurs s'est élevé à 97 %.

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation. Il doit détenir statutairement 100 actions de la société pendant la durée de son mandat.

2 - Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a principalement pour mission de :

- participer à l'élaboration des orientations stratégiques et de veiller à leur mise en œuvre,
- se saisir de toute question intéressant la bonne marche des affaires et d'en délibérer,
- procéder aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, notamment en ce qui concerne la cohérence générale des comptes et les principes comptables retenus,
- procéder à l'examen et à l'arrêté des comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, ainsi qu'à la présentation des rapports sur l'activité et les résultats de la société et de ses filiales,
- veiller à l'exactitude de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché.

Pour lui permettre d'exercer pleinement ses missions, le Conseil d'Administration dispose d'informations financières régulières, notamment sur l'activité, les résultats, la situation financière et le financement de la société et de ses filiales, ainsi que sur les projets de croissance externe significatifs.

Les documents soumis à l'analyse et à la décision du Conseil sont transmis à chaque membre du Conseil plusieurs jours avant la séance.

Les principes et règles selon lesquels le Conseil d'Administration arrête les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont précisés dans le rapport de gestion social en page 84.

3 - Mission du Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de faciliter l'exercice des missions du Conseil d'Administration qui garde seul la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés. Il est composé de trois administrateurs indépendants, M. Patrice Hoppenot, M. Philippe Sala et M. Dominique Léger, ce dernier en assurant la Présidence. Sont également présents aux réunions du Comité des Comptes, le Directeur Financier, le Secrétaire Général de Burelle SA et les Commissaires aux Comptes.

Le Comité des Comptes se réunit aussi souvent que nécessaire. Au cours de l'exercice 2006, il s'est réuni deux fois, pour la préparation de l'arrêté des comptes annuels et des comptes semestriels. Tous les membres du Comité étaient présents à ces deux séances.

Le Comité des comptes a pour mission de :

- examiner les comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, et d'approfondir les sujets qui lui semblent pertinents, avant la présentation des comptes au Conseil d'Administration,
- examiner les principes et méthodes comptables retenus et de prévenir tout manquement éventuel à ces principes et méthodes sur indication des Commissaires aux Comptes,
- examiner les conclusions et recommandations des Commissaires aux Comptes,
- donner un avis sur la proposition de nomination ou de renouvellement des mandats des Commissaires aux Comptes présentée par le Président-Directeur Général, et de veiller au respect des règles assurant l'indépendance des Commissaires aux Comptes et la bonne conduite de leur mission,
- évaluer les procédures de contrôle interne en place et examiner les interventions effectuées par l'audit interne si nécessaire,
- examiner les risques financiers et les engagements hors bilan significatifs,
- d'une manière générale, s'informer sur tout sujet susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou comptable du groupe.

II. LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En application des dispositions de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques (NRE), les statuts de la société ont été modifiés lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2002 afin de permettre au Conseil d'Administration de se prononcer sur une éventuelle séparation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général qui exerce ceux-ci dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration.

III. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Ce rapport présente le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle. Portant sur le contrôle interne d'une société mère, il s'attache particulièrement à présenter les procédures visant à optimiser le contrôle de celle-ci sur ses filiales et participations et à garantir notamment la fiabilité des comptes consolidés.

1 - Objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe Burelle ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Ces procédures adoptent de fait une définition comparable à celle du référentiel international COSO (Rapport du Committee Of Sponsoring Organisation, 1992).

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

2 - Description synthétique des procédures de contrôle mises en place

A. Les acteurs du contrôle interne du groupe

Burelle SA est le holding financier du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle, dont Burelle SA détient 51,1 % du capital social,
- la Compagnie Signature, filiale industrielle à 100 %,
- la société Sofiparc, filiale à 100 %, qui détient et gère le patrimoine immobilier non industriel du groupe,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100 %.

Outre son Conseil d'Administration, le principal organe de contrôle de Burelle SA est le **Comité Burelle**. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne marche des affaires du groupe en dehors des réunions des Conseils d'Administration des sociétés constituantes. Pour chacune des principales entités, il examine l'activité, les grands développements, les résultats mensuels et le suivi des questions importantes. Il est constitué du Président-Directeur Général et des trois Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit une fois par mois.

Le **Président-Directeur Général de Burelle SA** est Président ou membre des Conseils d'Administration des principales sociétés du groupe. Les **Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** sont membres des Conseils d'Administration des principales filiales de Burelle SA et de certaines sous-filiales, soit en tant que Président-Directeur Général ou Vice-Président, soit en tant qu'administrateur, dans certains cas aux côtés d'administrateurs externes au groupe.

Les deux principales filiales du groupe Burelle, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, sont gérées et supervisées au niveau opérationnel par un **Comité de Direction** qui se réunit une fois par mois pour débattre de façon collégiale des activités courantes et des perspectives.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale les objectifs commerciaux, les investissements industriels, les sujets sociaux et légaux, les axes de recherche et développement, les opérations de fusions-acquisitions, les aspects financiers et budgétaires et le rapport de développement durable, intégrant toutes les données de sécurité, d'environnement et de mise aux normes de chaque site dans le monde dans une démarche de progrès continu.

Les grandes hypothèses et orientations de la Compagnie Plastic Omnium, de la Compagnie Signature et de leurs filiales respectives sont arrêtées par la Direction Générale et présentées au Conseil d'Administration compétent.

La Compagnie Plastic Omnium exerce un contrôle sur les sociétés Inergy Automotive Systems, détenue à 50 %, et sur HBPO, détenue à 33,33 %, par l'intermédiaire de ses représentants au sein du Conseil d'Administration et du Comité Financier de ces sociétés où siègent les maisons mères. Ces réunions se tiennent trimestriellement.

Le **département d'audit interne**, rattaché à la Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium, est composé de six auditeurs dont un spécialiste des systèmes d'information. Il a vocation à intervenir sur l'ensemble du périmètre de la Compagnie Plastic Omnium et, en tant que prestataire, sur celui de la Compagnie Signature et sur les autres sociétés du groupe Burelle. Il rapporte systématiquement au Directeur Général Adjoint et au Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et, sur demande, au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, au Président de la Compagnie Signature ou au Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas. Son rôle est d'apporter une démarche d'analyse et de contrôle indépendante au management des filiales et du groupe avec les objectifs suivants :

- permettre l'optimisation des performances de chaque entité en mettant en évidence des axes d'amélioration,
- garantir l'intégrité, la pertinence et la permanence des informations financières remontées au groupe,
- s'assurer de l'application des lois en vigueur dans le pays,
- s'assurer de l'application des procédures mises en place par le groupe,
- assurer la protection et la sauvegarde du patrimoine.

Chaque site ou filiale du groupe est audité selon une fréquence qui tient compte de ces risques spécifiques. Pour Inergy Automotive Systems et HBPO, les missions d'audit interne sont réalisées conjointement avec les auditeurs des autres maisons mères.

L'Audit Interne rend compte de chacune de ses missions au **Comité d'Audit Interne**. Ce Comité, présidé depuis 2006 par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et composé des principaux responsables de la Direction Financière et de la Direction Juridique de la Compagnie Plastic Omnium, approuve les travaux de l'audit interne et s'assure auprès des sociétés concernées de la mise en œuvre des plans d'actions nécessaires par les entités auditées. Il oriente la stratégie de l'audit interne et arrête le plan d'audit annuel du groupe. Ce comité se réunit au minimum 3 fois par an.

En 2006, 33 missions d'audit interne ont été réalisées. Ces missions ont consisté, pour l'essentiel, en l'audit global d'un site ou d'une société. Plusieurs missions traitant de sujets spécifiques ou transverses ont également été menées. Pour sa première année d'intégration au plan d'audit, HBPO a été couvert pour le tiers de ses sites. Aucune des missions menées

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport du Président

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

n'a révélé de dysfonctionnement majeur pouvant remettre en cause l'efficacité du contrôle interne au sein du groupe. Une première campagne d'autoévaluation du contrôle interne a par ailleurs été lancée en 2006 sur le périmètre de ses entités opérationnelles, ce qui devra permettre d'en mesurer, dans le temps, l'évolution en terme de qualité.

B. Informations synthétiques sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société

Les employés de Burelle SA, de la Compagnie Plastic Omnium, de la Compagnie Signature et de Burelle Participations doivent respecter un **code de conduite** qui formalise leur engagement éthique. Ce code de conduite, qui sera actualisé en 2007, s'applique à ces sociétés et à toutes leurs filiales et sociétés affiliées dans lesquelles elles détiennent une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature exercent toute leur influence et leurs droits pour encourager leurs autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code.

Basé sur le respect des règles de droit, ce code de conduite aborde les domaines de l'emploi, de la sécurité, de l'environnement. Il définit également la nature des relations que Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature souhaitent avoir avec leurs partenaires (clients, actionnaires, fournisseurs...) dans le cadre de leur politique de développement durable, et particulièrement dans celui de leur développement à l'international. Identifiant les bonnes pratiques, il fixe ainsi les conduites à tenir dans les conditions d'un marché globalisé.

Les procédures de contrôle interne à l'intérieur du groupe Burelle reposent par ailleurs sur un **manuel des procédures** qui comprend les principales règles groupe comptables et financières, de fonctionnement et d'engagement de dépenses.

Les procédures comptables et financières : dans le cadre du passage aux normes IFRS au 1^{er} janvier 2005, l'ensemble des procédures comptables a été revu et audité par les Commissaires aux Comptes. Ces procédures sont en vigueur pour l'ensemble du périmètre du groupe Burelle.

Les procédures de fonctionnement recensent l'étendue des responsabilités internes et externes attribuées à chaque directeur opérationnel ou fonctionnel ainsi que les délégations de pouvoir que chacun d'eux est susceptible d'attribuer. Ces procédures traitent de l'exploitation courante de l'entreprise et des opérations non courantes telles que les lettres d'intention émises dans le cadre d'opérations de cession/acquisition d'entreprises ou d'activités, qui sont exclusivement signées par la Direction Générale de l'entité concernée, à l'intérieur d'un montant maximum autorisé par son Conseil d'Administration.

Les procédures d'engagement fixent les autorisations nécessaires pour engager une dépense, notamment un investissement, une embauche, des frais généraux. Chacune de ces dépenses doit faire l'objet d'une autorisation avant son engagement, suivant un circuit d'autorisation reposant sur différents niveaux hiérarchiques de signatures, avec des plafonds correspondant à chaque niveau.

Ces procédures régissent également les autorisations bancaires. Elles visent à limiter et optimiser l'utilisation des comptes bancaires, d'une part, et à contrôler l'ouverture, les délégations de signature et les conditions de fonctionnement de ces comptes, d'autre part.

Suivi des principaux risques

• Risques de marché

La trésorerie est gérée au niveau mondial quant aux risques de liquidité, de change et de taux.

La stratégie en matière de risques de marché, qui peut se traduire par la prise d'engagements au bilan et hors bilan, est validée par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, par le Président de la Compagnie Signature ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas.

Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, la Compagnie Signature et Sofiparc possèdent leurs propres lignes de crédit et de cessions de créances. La position de trésorerie de chaque entité est suivie hebdomadairement.

• Risque de liquidité

Les sociétés du groupe doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements nécessaires à leur développement, mais également pour faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme, d'une part, de ressources à long terme venant sécuriser sur une longue période la totalité de l'endettement net, et d'autre part, d'instruments financiers à court terme.

La situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et celle de la Compagnie Signature sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport de synthèse hebdomadaire au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium et au Président de la Compagnie Signature.

Au 31 décembre 2006, les ressources financières confirmées à moyen terme s'élèvent à 892 millions d'euros pour un endettement net de 371 millions d'euros.

• Risque de change

Burelle SA, à travers ses principales filiales industrielles, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, a une activité qui repose essentiellement sur des usines de proximité. De ce fait, le groupe est peu soumis aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

Pour réagir aux fluctuations de change, la politique du groupe consiste à couvrir le risque de change né d'opérations transfrontalières. Cette couverture est réalisée uniquement par la trésorerie centrale en liaison avec les filiales et les pays.

• Risque de taux

Le risque de taux est géré pour la dette consolidée du groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture des risques permettant d'assurer de manière pérenne la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation/frais financiers.

Au 31 décembre 2006, 78 % de la position de taux sur dettes en euros et 85 % de la position de taux sur dettes en dollars sont couverts, à respectivement 4 ans et 3 ans, par des instruments financiers non spéculatifs.

Risques opérationnels

• *Risques liés à l'environnement*

Les deux filiales industrielles de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, ont mis en œuvre une politique en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement en faveur de leurs employés et du respect de leur environnement, décrite pour la Compagnie Plastic Omnium dans la partie Développement Durable de son rapport annuel.

Cette politique est déployée au sein de chaque filiale par le biais de réseaux internes coordonnés par les responsables Sécurité Environnement des filiales et divisions et le Directeur Sécurité-Environnement, avec une volonté de responsabilisation des différents acteurs.

Elle est pilotée par le Comité de Direction qui suit mensuellement la performance en matière de sécurité et d'environnement de tous les sites du groupe dans le monde.

Les Directeurs de filiales et de division sont responsables de la gestion et du suivi des risques liés à l'environnement en coordination avec le Secrétaire Général et le Directeur Sécurité-Environnement et Innovation de la Compagnie Plastic Omnium.

• *Risques liés aux produits et services vendus*

La Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature sont exposées au risque d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de leurs clients au titre des produits et services vendus. Les risques actuels sont raisonnablement provisionnés.

Ces sociétés sont également soumises au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages. Pour se prémunir de ce risque, la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature ont souscrit une assurance garantissant les conséquences financières de ces réclamations.

• *Risques projets automobiles (Compagnie Plastic Omnium)*

Toute acceptation d'un projet automobile fait l'objet d'une étude de rentabilité standardisée avec des critères de rentabilité et de retour sur investissements fixés par la Direction Générale de la Division Automobile concernée.

Une fois le projet accepté, il est suivi, de son démarrage jusqu'à 6 mois après le démarrage en production, en tranches d'étapes (« jalons ») où toutes les données financières et techniques sont analysées et corrigées si besoin.

• *Risques clients*

L'état des encours et des échus par filiale, par pays et par activité est analysé à chaque Comité de Direction. Par ailleurs, un état des litiges de toutes sortes est suivi par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et présenté de façon régulière au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou au Président de la Compagnie Signature.

• *Risques juridiques*

La Direction Juridique s'appuie si besoin sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations, gère les risques juridiques métiers et/ou spécifiques et pilote les litiges.

• *Risques fiscaux*

La Direction Fiscale s'appuie sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les filiales dans leurs obligations fiscales et contrôle directement la gestion des risques relevés lors d'audits ou issus d'opérations particulières.

Un reporting fiscal a été mis en place en 2006 en vue d'une gestion centralisée complète des impôts différés et de la diminution du temps de production des comptes consolidés ; par ailleurs, il permet à la Direction Fiscale de disposer des informations fiscales tant actuelles que prévisionnelles assurant la Direction Générale d'un suivi complet de ses risques fiscaux et d'une gestion optimale de sa charge d'impôt.

En 2006, les départements juridiques et fiscaux ont accru leur couverture internationale par l'installation d'équipes dédiées en Amérique du Nord.

Assurance - Couverture des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances comportant les mêmes garanties pour toutes les sociétés filiales.

Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le groupe est implanté. Ce programme porte sur l'ensemble des risques qui pourraient affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine. Il est validé une fois par an par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, le Président de la Compagnie Signature ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas. Les couvertures et les montants de garantie sont conformes à la pratique du secteur.

C. Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de la société mère

La fonction comptable est décentralisée en filiale. Il existe un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers des filiales au niveau local, puis un second par la division opérationnelle pour la Compagnie Plastic Omnium, et au niveau du holding de tête pour la Compagnie Signature. La Direction Financière représente un troisième niveau de contrôle de ces éléments, avec un rôle supplémentaire d'homogénéisation de l'information financière produite localement et de production d'information financière consolidée.

Les principales missions de la Direction Financière qui orientent le contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable du groupe Burelle sont donc les suivantes :

- 1 – Suivi centralisé de la trésorerie,
- 2 – Définition des normes financières groupe et gestion coordonnée des systèmes d'information financière,
- 3 – Production et contrôle de l'information financière du groupe.

Suivi centralisé de la trésorerie du groupe

La Direction Financière a mis en place en 1995 un suivi centralisé de la trésorerie comportant un cash pooling et un netting au niveau mondial (sauf pour les pays où les règles locales ne le permettent pas), qui permet de produire quotidiennement une situation de trésorerie de l'ensemble des filiales du groupe.

La gestion des financements, des flux et des risques de change et de taux est centralisée.

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport du Président

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

Aucune société du groupe ne négocie de financement en propre sans l'accord de la Direction Générale. Chacune des sociétés qui n'ont pas de ligne de crédit en propre se voit attribuer en début d'année une ligne de crédit interne : le montant de celle-ci est défini, pour chaque mois, après approbation par la Direction Générale du budget annuel mensualisé. Dès que cette ligne de crédit est utilisée à au moins 95 %, tout tirage supplémentaire doit être justifié par le Directeur Général de la filiale ou le Directeur Général de la Division auprès du Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou auprès du Président de la Compagnie Signature, selon les montants et les justifications produits à la Direction Financière.

Un reporting de trésorerie est transmis chaque semaine au Président-Directeur Général et à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium et à celle de la Compagnie Signature.

Définition des normes financières groupe et gestion des systèmes d'information financière

L'homogénéité des états financiers du groupe est d'abord garantie par l'adoption d'un plan de compte et de procédures comptables communs à toutes les entités du groupe. Ce plan de compte et ces procédures comptables tiennent compte de la spécificité des différentes activités des filiales du groupe et sont définis par la Direction Comptable et Fiscale qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est également sécurisée par une gestion coordonnée au niveau groupe des systèmes d'information financière qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale du groupe : la comptabilité, le système de reporting et le système de consolidation.

Production et contrôle de l'information financière du groupe

L'information financière groupe est produite par la Direction Financière à l'occasion :

- du reporting mensuel et du process budgétaire,
- de la consolidation statutaire tous les six mois.

L'ensemble est établi dans un système d'information unifié.

Toutes les filiales contrôlées par la Compagnie Plastic Omnium et par la Compagnie Signature entrent dans le périmètre du reporting. Le périmètre de la consolidation comprend, en plus de Burelle SA, les sociétés Sofiparc et Burelle Participations.

• Reporting mensuel et process budgétaire

Le reporting mensuel est transmis en J+11 à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium et à celle de la Compagnie Signature, et analysé tous les mois en Comité de Direction, avant d'être transmis au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA pour revue au sein du Comité Burelle avant la fin du mois.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination ainsi qu'un suivi des coûts de production et de structure. Il donne également, au niveau bilantiel, un tableau complet des flux de trésorerie, ainsi qu'un reporting « Environnement et Sécurité ». Ces éléments sont fournis pour chaque filiale opérationnelle et chaque division.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations. Il présente enfin chaque mois une prévision de l'activité sur les trois mois à venir.

Le processus budgétaire est réalisé en parallèle du reporting. Il débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles pour soumission à la Direction Générale en novembre et validation définitive en décembre, puis présentation au Conseil d'Administration compétent. Ce budget est réestimé trois fois en cours d'année, sans pour autant remettre en cause le budget initial qui reste la seule référence. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant d'affiner si nécessaire les plans d'action et sont utilisées par la Direction Générale afin d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Ce budget s'appuie sur le plan stratégique, approuvé en juillet de l'année précédente par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou par le Président de la Compagnie Signature. Ce plan présente les prévisions à 5 ans pour le compte de résultat et le bilan, en fonction de la stratégie commerciale, industrielle et financière du groupe et des divisions opérationnelles.

Aucun incident notable et significatif ne s'est produit en 2006 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus.

PLAN D' ACTIONS POUR 2007

Burelle SA et ses filiales poursuivent leur projet visant à :

- améliorer la qualité de l'information financière,
- fluidifier et simplifier les processus de remontée et de traitement de l'information,
- réduire les délais de production et de publication des comptes.

La Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature développeront en 2007 une cartographie des risques. Cet outil de management deviendra également une base de construction du plan d'audit interne.

Enfin, en terme de management de l'Environnement et de la Sécurité, le groupe poursuivra ses efforts, avec notamment, pour objectif, la certification ISO 14 001 de tous ses sites groupe (contre 95 % à fin 2006), le lancement d'un plan de certification Santé et Sécurité au travail OHSAS 18001 (5 sites déjà réalisés en 2006) et la réduction des taux de fréquence et de gravité des accidents de travail.

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président

établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Exercice clos au 31 décembre 2006.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent, de notre part, les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 24 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

COMPTES SOCIAUX 2006

Comptes sociaux	83
Rapport de gestion	84
Éléments financiers	84
Publicité des rémunérations	84
Capital social	85
Actionnariat	85
Évolution boursière	85
Projet d'affectation du résultat	85
Autres éléments d'information	86
Compte de résultat	87
Bilan	88
Tableau des flux de trésorerie	89
Annexe aux comptes annuels	90
Tableau des filiales et participations	93
Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	94
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	95
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire	96
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire	98
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Extraordinaire	98
Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux en 2006	99
Résultats financiers des cinq derniers exercices	102

COMPTES SOCIAUX

Rapport de gestion

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les produits d'exploitation de Burelle SA s'élèvent à 5,5 millions d'euros contre 5,1 millions d'euros en 2005. Cette augmentation résulte des facturations de services rendus aux filiales, la Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, la Compagnie Signature et Sofiparc, lesquels services constituent le chiffre d'affaires de Burelle SA.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à -4,2 millions d'euros contre -3,1 millions d'euros en 2005 et résulte, pour l'essentiel, des charges liées au statut de holding de Burelle SA.

Les produits financiers de 18,3 millions d'euros sont constitués des dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature, pour 7,3 millions d'euros, et d'une reprise de provision de 11 millions d'euros sur la participation au capital de la Compagnie Signature. En 2005, les produits financiers incluaient des dividendes pour 6,6 millions d'euros et une reprise de provision sur les titres détenus dans Burelle Participations pour 0,9 million d'euros.

Compte tenu des charges financières qui augmentent de 2,7 millions d'euros à 3,7 millions, en raison notamment de l'augmentation des taux d'intérêt, le résultat financier s'établit à 14,7 millions d'euros contre 4,8 millions d'euros.

La qualité de tête du groupe fiscal Burelle intégrant Sofiparc et les principales filiales françaises du groupe Signature permet à la société de comptabiliser un crédit d'impôt de 1,5 million d'euros contre 1,4 million d'euros en 2005.

Il en résulte un bénéfice net de 12,3 millions d'euros contre 3,4 millions d'euros en 2005.

Par suite de l'exercice de stock options, le pourcentage de détention de Burelle SA dans le capital de la Compagnie Plastic Omnium est passé de 51,6 % en 2005 à 51,1 %. Les taux de participation au capital des autres filiales, la Compagnie Signature, Sofiparc et Burelle Participations, restent inchangés à 100 %.

À fin 2006, l'endettement net social s'établit à 91,4 millions d'euros contre 89,5 millions d'euros à fin 2005.

Aucune réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable n'est intervenue au cours de l'exercice 2005, par application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

PUBLICITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

Jetons de présence

Par Burelle SA :

• Monsieur Jean Burelle	18 700 €
• Monsieur Laurent Burelle	13 300 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	13 300 €
• Monsieur Pierre Burelle	13 300 €
• Monsieur Patrice Hoppenot	17 700 €
• Monsieur Dominique Léger	18 300 €
• Madame Eliane Lemarié	11 100 €
• Monsieur Henri Moulard	13 300 €
• Monsieur Philippe Sala	17 700 €
• Monsieur François de Wendel	13 300 €

Par d'autres sociétés contrôlées par Burelle SA :

• Monsieur Jean Burelle	55 986 €
• Monsieur Laurent Burelle	92 415 €
• Monsieur Pierre Burelle	52 815 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	52 473 €

Rémunérations de la Direction Générale

Burelle SA a versé, à chaque mandataire social salarié de Burelle SA, les rémunérations brutes suivantes :

en euros	Rémunérations brutes versées par Burelle SA	dont part variable
• Monsieur Jean Burelle	1 246 797	1 170 300
• Monsieur Laurent Burelle	1 246 896	1 170 300
• Monsieur Paul Henry Lemarié	893 106	816 500
• Monsieur Pierre Burelle	388 977	315 900

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle publiée dans son rapport annuel. Au cours de l'année 2006, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et à sa filiale Plastic Omnium Gestion, à la Compagnie Signature et à Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

Attributions de titres et opérations sur titres de la Direction Générale

Ces dirigeants détenant des options de souscription d'actions consenties par le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium dans le cadre du plan du 5 mai 2001 ont pu lever ces options et céder ces actions au cours de l'année 2006 ; il est rendu compte de ces opérations ci-après :

	Levées d'options de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium	Cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium suite à la levée de ces options
• Monsieur Laurent Burelle	435 519 €	976 500 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	435 519 €	976 920 €
• Monsieur Jean Burelle	435 519 €	976 584 €

Au cours de l'exercice, le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium a attribué aux mandataires sociaux les options suivantes dans le cadre du Plan d'Options d'Achat du 25 avril 2006 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice
• Monsieur Jean Burelle	50 000	34,90 €
• Monsieur Laurent Burelle	50 000	34,90 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	50 000	34,90 €

Plan de pension

Le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé, au cours de l'année 2003, de la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées ; celui-ci assure à ces salariés une rente de retraite égale à 1 % de la moyenne de leur rémunération au cours des 5 années précédant leur départ en retraite par année d'ancienneté et sous condition d'une ancienneté minimale de 7 années au sein du Groupe et plafonnée à 10 %. Le coût de ce plan pour ces mandataires sociaux a été de 989 472 € en 2006. Les autres régimes de retraite dont bénéficie la Direction Générale sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe bénéficiant du statut de cadre.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2006, le capital de 28 054 545 euros est divisé en 1 870 303 actions de 15 euros de valeur nominale. Il n'a pas varié au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2006, Burelle SA détenait 5 320 actions propres soit 0,28 % du capital social. Au cours de l'exercice, 5 705 actions ont été vendues à un prix moyen de 150,66 euros par action et 4 640 actions ont été achetées à un prix moyen de 150,93 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2006, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2006, la famille Burelle détient 76,2 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,1 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 20,3 % de Burelle SA. À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5 % ou plus du capital social.

Au 31 décembre 2006, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de Commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

ÉVOLUTION BOURSÈRE

Le cours de clôture au 31 décembre 2006 de l'action Burelle s'est établi à 177 euros contre 113 euros à fin décembre 2005, soit une hausse de 57 %. Entre ces mêmes dates, le SBF 250 a progressé de 19 %.

La capitalisation boursière au 31 décembre 2006 s'élève à 331 millions d'euros.

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2006 s'élève à 12 303 856 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 22 930 172 euros et se décompose comme suit :

• report à nouveau disponible à fin 2005 :	10 626 316 €
• résultat de l'exercice 2006 :	12 303 856 €
= bénéfice distribuable :	22 930 172 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 1 440 133 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 0,77 euro par action. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 21 490 039 euros, en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2003	2004	2005
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 953 474	1 862 443	1 864 444
Dividende distribué	0,60 €	0,70 €	0,70 €
Avoir fiscal	0,06/0,30 €	—	—
Revenu global	0,66/0,90 €	—	—

COMPTES SOCIAUX

Rapport de gestion

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture du rapport général de vos Commissaires aux Comptes ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner le quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2006.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2006, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue de :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du groupe ;

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 300 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 187 030 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Vous pouvez prendre également connaissance du rapport spécial relatif au programme d'achat d'actions propres 2006, portant notamment sur l'affectation précise aux différentes finalités des actions acquises dans le cadre de ce programme.

Les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée Générale Annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Par ailleurs, il vous est proposé de renouveler les mandats d'Administrateur de Messieurs Dominique Léger, Paul Henry Lemarié et Philippe Sala pour une durée de trois ans.

Enfin, nous vous proposons de porter le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration à 165 000 euros et ce à compter du 1^{er} janvier 2007.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, la liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante du rapport de gestion.

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	2006	2005
Produits d'exploitation	A	5 511	5 084
Achats et charges externes	B	-1 613	-1 490
Impôts et taxes		-419	-289
Charges de personnel		-7 497	-6 235
Dotations aux amortissements et provisions	C	-51	-58
Autres charges		-152	-108
Résultat d'exploitation		-4 221	-3 096
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		0	0
Résultat financier	D	14 661	4 808
Résultat courant		10 440	1 712
Résultat exceptionnel	E	370	265
Résultat avant impôts		10 810	1 977
Impôts sur les bénéfices	F	1 494	1 379
RÉSULTAT NET		12 304	3 357

COMPTES SOCIAUX

Bilan avant affectation du résultat

en milliers d'euros

ACTIF

	Notes	Valeurs Brutes	Amortissements et provisions	2006 Montants nets	2005 Montants nets
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles	G	4	2	2	2
Immobilisations corporelles	H	438	255	183	234
Immobilisations financières	I	185 230		185 230	174 256
Total actif immobilisé		185 672	257	185 415	174 491
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	J	3 167		3 167	1 495
Créances financières Groupe	J	544		544	7 236
Autres créances	J	273		273	442
Disponibilités	K	1 603		1 603	2 440
Total actif circulant		5 587		5 587	11 613
Charges constatées d'avance	L	39		39	397
TOTAL		191 298	257	191 041	186 503

PASSIF

	Notes	2006 Montants avant affectation du résultat	2005
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	M	28 055	28 055
Primes d'émission, de fusion, d'apport	N	16 494	16 494
Réserves et report à nouveau	O	32 650	30 598
Résultat de l'exercice		12 304	3 357
Total capitaux propres		89 503	78 504
Provisions pour risques et charges	C	111	206
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		34 600	93 753
<i>Dont concours bancaires courants</i>		30	188
Emprunts et dettes financières divers		58 920	5 426
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 181	1 288
Dettes fiscales et sociales		3 406	2 609
Autres dettes		3 320	4 717
Total des dettes	P	101 427	107 793
TOTAL		191 041	186 503

COMPTES SOCIAUX

Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros

	2006	2005
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 252	1 088
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice	12 304	3 357
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	- 11 037	- 863
<i>dont dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	- 11 037	- 869
<i>dont plus-values nettes de cessions</i>		6
Capacité d'autofinancement	1 267	2 494
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 1 919	5 771
<i>dont créances d'exploitation</i>	- 1 212	1 223
<i>dont dettes d'exploitation</i>	- 707	4 548
Flux de trésorerie générés par l'activité	- 652	8 265
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		- 44
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		17
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières		- 5 000
Cessions, transferts d'immobilisations financières	17	11 455
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	17	6 428
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capitaux propres		- 11 456
Dividendes versés	- 1 304	- 1 304
Variation des dettes financières à long et moyen terme	- 58 995	403
Variation des créances financières à court terme	6 760	- 6 110
Variation des dettes financières à court terme	53 494	4 938
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 45	- 13 529
VARIATION DE TRÉSORERIE	- 679	1 164
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 573	2 252

COMPTES SOCIAUX

Annexe aux comptes annuels

en milliers d'euros

I - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur.

	2006
STRUCTURE FINANCIÈRE (en milliers d'euros)	
Capital	28 055
Capitaux propres	89 503
Dettes financières nettes	91 441
Valeurs immobilisées nettes	185 415
Total du bilan	191 041
ACTIVITÉ (en milliers d'euros)	
Produits d'exploitation	5 511
Résultat d'exploitation	- 4 222
Résultat courant avant impôts	10 440
Résultat net	12 304
Résultat net par action (en euros)	6,58

II - NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

A - Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2006	2005
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ		
– prestations de services	5 511	5 084
– autres	0	0
PAR MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES		
– France	5 511	5 084
– Étranger		

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation aux principales filiales de prestations de services de direction générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe.

Au titre de l'exercice 2006, cette facturation de prestations de services de direction générale représente un total de 5 511 K€, se décomposant comme suit :

	2006	2005
Plastic Omnium Gestion SNC	3 316	3 257
Sofiparc SAS	821	588
Compagnie Plastic Omnium SA	754	603
Compagnie Signature SAS	620	507
Total	5 511	4 955

B - Achats et charges externes

	2006	2005
Honoraires	262	158
Publications et communications	149	186
Services bancaires et assimilés	330	296
Locations et charges locatives	430	449
Autres achats et charges externes	442	401
Total	1 613	1 490

C - Variations des amortissements et provisions

	2005	+	-	2006
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets	2			2
Agencements et aménagements sur constructions	123	31		154
Véhicules de tourisme	9	8		17
Mobilier, matériel informatique	72	12		84
Titres de participations	10 991		10 991	0
Total	11 197	51	10 991	257
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF				
Provisions pour risques	206		95	111
Total	206		95	111
<i>Dont</i>	<i>Augmentations</i>		<i>Diminutions</i>	
Dotations et reprises d'exploitation		51		
Dotations et reprises financières				10 991
Dotations et reprises exceptionnelles				95
Total		51		11 086

La société Burelle SA retient les durées d'amortissement suivantes :

Agencements et aménagements sur constructions	10 ans
Véhicules de tourisme	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel informatique	4 ans

Le détail des provisions sur titres de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations. La reprise financière correspond à la reprise de dépréciation relative à la société Compagnie Signature.

Les provisions pour risques constatées à la clôture de l'exercice 2006 sont essentiellement destinées à couvrir les risques de non-imputation des impositions forfaitaires et annuelles versées au titre du groupe fiscal. Il n'existe pas de passif éventuel.

D - Résultat financier

	2006	2005
Produits de participation	7 322	6 548
Produits et charges d'intérêts	-3 665	-2 680
Dotations et reprises sur provisions	10 991	936
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	13	4
Total	14 661	4 808

Le détail des produits de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

E - Résultat exceptionnel

	Produits	2006 Charges	Net
Sur opérations en capital	274		274
Sur dotations et reprises de provisions	96		96
Total	370		370

Les produits sur opérations en capital résultent du boni sur actions propres.

F - Impôts sur les bénéfices

	Résultat 2006		Net
	Courant	Except.	
• Résultat net comptable avant impôts	10 440	370	10 810
Incidences fiscales	-18 085	-95	-18 180
= Base	-7 645	275	-7 370
Impôts théoriques			0
Impact intégration fiscale			-1 494
Autres			0
Total impôts sur les bénéfices			-1 494
Résultat après impôts			12 304

Burelle SA est la société mère d'un groupe fiscal intégrant les 12 filiales suivantes : Sofiparc SAS, Compagnie Signature SAS, Signature Holding SAS, Signature SA, Sodilor SAS, Société d'Applications Routières SAS, Euroliners SAS, Signature Traffic Systems SAS, Farcor SAS, Signalisation Sécurité SARL, Signalis SAS et Signalisation toulousaine SARL.

L'économie d'impôts totale réalisée en 2006 grâce à ce groupe fiscal est de 1 590 K€ compte tenu des provisions constituées antérieurement. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 54 242 K€.

Burelle SA présente un impôt latent relatif aux opérations d'apport partiel d'actifs réalisées au profit de la société Sofiparc en 1989.

III - NOTES SUR LE BILAN

Ces montants sont présentés en valeurs brutes.

G - Immobilisations incorporelles

	2005	+	-	2006
Brevets	4			4
Total	4			4

H - Immobilisations corporelles

	2005	+	-	2006
Agencements et aménagements sur constructions	305			305
Véhicules de tourisme	44			44
Mobilier	73			73
Matériel informatique	15			15
Total	437			437

I - Immobilisations financières

	2005	+	-	2006
Titres de participation	185 149			185 149
Autres titres immobilisés	0			0
Autres immobilisations financières	98		17	81
Total	185 247		17	185 230

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette ou des perspectives de rentabilité.

J - Créances

	2006	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	3 167	3 167	3 167
Créances fiscales	183	183	
Créances financières Groupe	544	544	544
Autres créances	90	90	2
Total	3 984	3 984	3 713

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à 1 an.

Les créances fiscales représentent essentiellement les crédits d'impôts sur les bénéfices.

Les créances financières correspondent aux avances en compte courant rémunéré dont dispose Burelle SA sur les sociétés du Groupe et à des comptes courants d'intégration fiscale.

Les autres créances correspondent, pour l'essentiel, à des créances sur des fournisseurs et sur des organismes sociaux.

COMPTES SOCIAUX

Annexe aux comptes annuels

en milliers d'euros

K - Disponibilités

	2005	+	-	2006
Valeurs mobilières de placement	1 416	1 304	1 008	1 712
<i>Dont actions propres</i>	658	700	585	773
Disponibilités	1 025		1 134	-109
Total	2 441	1 304	2 142	1 603

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de SICAV, les achats d'actions propres dédiés à la régularisation des cours, autorisés en Assemblée Générale Ordinaire.

Ces achats d'actions propres sont effectués dans le cadre du contrat de liquidité confié par Burelle SA à un prestataire de services et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Au 31 décembre 2006, Burelle SA détient 5 320 titres entrant dans cette catégorie acquis au prix moyen de 146 € et représentant 0,28 % du capital social.

L - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance à fin 2006 correspondent, en partie, à l'étalement, sur la durée de couverture, des primes versées par Burelle SA sur les instruments de couverture de taux souscrits sur l'exercice 2003.

M - Capital social

Au 31 décembre 2006, le capital social est de 28 054 545 € représenté par 1 870 303 actions de 15 €.

N - Primes d'émission

Les primes d'émission, de fusion et d'apport restent égales à 16 494 K€.

O - Réserves

	2005	+	-	2006
Réserve légale	2 805			2 805
Réserves réglementées et indisponibles	533			533
Autres réserves	18 686			18 686
Report à nouveau	8 574	3 357	1 304	10 627
Total	30 598	3 357	1 304	32 650

P - Dettes

	2006	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Etablissements de crédit	34 600	24 600	
Dettes financières groupe	58 920	4 987	58 920
Fournisseurs	1 181	1 181	1 165
Dettes sociales	3 144	3 144	
Dettes fiscales	261	261	
Autres dettes	3 320	3 320	3 318
Total	101 427	47 493	63 403

Le montant des dettes financières Groupe à plus d'un an est de 53 934 K€.

IV - INFORMATIONS DIVERSES

Avantages du personnel

Le montant des avantages du personnel, non constatés au 31 décembre 2006 dans les comptes de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2006
Indemnités de départ à la retraite	1 438
Total	1 438

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation fin de période : 4,50 %

Taux de croissance attendu des salariés : 3 % à 5,5 %

Taux d'inflation : 2 %

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003 et est entièrement couvert par un contrat d'assurance externe au groupe.

Instruments financiers souscrits

Burelle SA a souscrit, en 2003, des couvertures économiques sous la forme d'instruments financiers, en vue de se garantir contre les hausses d'intérêts sur les emprunts et lignes de crédit souscrits. Au 31 décembre 2006, le montant des couvertures souscrites porte sur un nominal de 30 000 K€, se décomposant comme suit :

	Engagements	Terme
CAP	15 000	juillet 2007
SWAP	5 000	juillet 2007
SWAP	10 000	septembre 2007

La juste valeur des instruments financiers au 31 décembre est de 83 K€.

Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L. 225-43 du Code de Commerce.

Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes d'administration durant l'exercice 2006 s'élève à 3 925 K€.

Le coût du plan de pension pour ces mandataires sociaux a été en 2006 de 989 K€.

COMPTES SOCIAUX

Tableau des filiales et participations

en milliers d'euros

Sociétés	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
FILIALES								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	9 447	269 234	51 %	68 583 68 583	0	5 836	10 673	5 794
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	5 197	100 %	24 979 24 979	0	5 922	1 156	0
Compagnie Signature SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	29 250	2 574	100 %	79 026 79 026	0	3 715	(17)	1 501
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	12 500	2 938	100 %	12 500 12 500	0	0	1 965	0
PARTICIPATIONS								
Autres titres				61				27
TOTAL				185 149 185 149				7 322

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA sur ses filiales.

COMPTES SOCIAUX

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9, 1^{er} alinéa du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- L'actif de votre société est essentiellement constitué de titres de participation. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour justifier que les valeurs d'inventaires des titres de participation sont au moins égales à leurs valeurs nettes comptables. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations comptables et des évaluations qui en résultent.
- Les autres appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté notamment sur les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes ; celles-ci n'appellent pas de commentaire particulier.

Ces appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 24 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

COMPTES SOCIAUX

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ou engagement conclu au cours de l'exercice et visée à l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article R.225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe

Votre société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000.

Au titre de cette convention, les prestations de services de la Direction Générale mises à la charge des différentes sociétés du Groupe, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, se sont élevées respectivement à :

• Compagnie Plastic Omnium SA	645 003 €
• Compagnie Signature SAS	535 468 €
• Sofiparc SAS	791 317 €

En complément de cette refacturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de la Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à leurs Comités de Direction et à leurs mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées, un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA, à la Compagnie Signature SAS et à Sofiparc SAS, dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois, suivant la décision de ces Conseils d'Administration, cette refacturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Le montant mis à la charge de ces sociétés en 2006, au titre de ce plan de retraite complémentaire s'est élevé à :

• Compagnie Plastic Omnium SA	109 354 €
• Compagnie Signature SAS	84 297 €
• Sofiparc SAS	29 940 €

Fait à Lyon et Courbevoie, le 24 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

COMPTES SOCIAUX

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels au 31 décembre 2006 tels qu'ils lui sont présentés.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

L'Assemblée Générale, constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 12 303 856 euros et que le report à nouveau est de 10 626 316 euros, décide l'affectation de la somme nette représentant un montant de 22 930 172 euros telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, à savoir :

• Dividendes sur 1 870 303 actions existantes au 31 décembre 2006	1 440 133 euros
• Report à nouveau	21 490 039 euros
Total :	22 930 172 euros

L'Assemblée fixe en conséquence le dividende net pour l'exercice 2006

à 0,77 euro par action. L'intégralité de cette distribution est éligible, pour les personnes physiques domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende sera mis en paiement à la date fixée par le Conseil d'Administration, soit le 13 juin 2007.

Les dividendes non versés en raison des actions propres qui seraient détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seraient affectés au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, dividendes non versés sur actions propres déduits :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Sommes réparties en euros	Dividende net ⁽¹⁾ en euros	Avoir fiscal en euros	Revenu global en euros
2003	1 953 474 actions entièrement libérées	1 172 084	0,60	0,06/0,30	0,66/0,90
2004	1 862 443 actions entièrement libérées	1 303 710	0,70		
2005	1 864 444 actions entièrement libérées	1 305 110	0,70		

(1) Montant intégralement éligible à l'abattement de 50 % en 2004 et 40 % en 2005 prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

TROISIÈME RÉOLUTION

Conventions et engagements réglementés

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, prend acte des informations mentionnées dans ce rapport.

QUATRIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé de 56,1 millions d'euros et un résultat net part du groupe de 31,5 millions d'euros.

CINQUIÈME RÉOLUTION

Quitus aux Administrateurs

En conséquence de l'approbation des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale donne quitus aux Administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

SIXIÈME RÉOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial sur le programme de rachat d'actions propres, autorise le Conseil d'Administration à acquérir les actions de la Société, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de Commerce en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du Groupe ;

et selon les modalités suivantes :

- le nombre maximum d'actions acquises en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ne pourra excéder 5 % du capital social au jour de la présente décision, étant précisé que le nombre total maximum d'actions acquises ne pourra excéder 10 % du capital social au jour de la présente décision, soit 1 870 303 actions représentant un nombre total maximum de 187 030 actions ;
- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 300 euros par action ;
- au 31 décembre 2006, Burelle SA détenait 5 320 actions propres. Sur cette base, le montant cumulé des acquisitions net de frais ne pourra excéder la somme de 54 513 000 euros.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés par tous moyens, sur le marché boursier ou de gré à gré. Ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé, négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place d'opérations optionnelles telles que des achats et ventes d'options d'achat ou de vente. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés arithmétiquement dans la proportion requise par la variation du nombre total d'actions déterminée par l'opération.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour ; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2006 dans sa sixième résolution pour sa partie non utilisée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée Générale prend acte des informations contenues dans le rapport spécial relatif au programme de rachat d'actions propres, notamment de l'affectation précise aux différentes finalités des actions acquises dans le cadre du précédent programme de rachat d'actions.

SEPTIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Dominique Léger)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Dominique Léger.

Le mandat de Monsieur Dominique Léger prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

HUITIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Paul Henry Lemarié)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Paul Henry Lemarié.

Le mandat de Monsieur Paul Henry Lemarié prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

NEUVIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Philippe Sala)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Philippe Sala.

Le mandat de Monsieur Philippe Sala prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

DIXIÈME RÉOLUTION

Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale décide de porter à 165 000 le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration et ce à compter de l'exercice 2007 inclus. Ce montant restera en vigueur jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

ONZIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

COMPTES SOCIAUX

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 juin 2007

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis, ce jour, en Assemblée Générale Extraordinaire, afin de soumettre à vos suffrages les trois résolutions suivantes :

Dans la première résolution, nous vous proposons de procéder à une modification des statuts de votre Société en vue d'harmoniser la rédaction de l'article 1^{er} avec la codification de la loi dans le Code du Commerce. La deuxième résolution porte une évolution des modes de délibérations du Conseil d'Administration, tandis que la troisième traite des pouvoirs à conférer pour effectuer les formalités légales.

Tel est le sens, Mesdames, Messieurs, des résolutions que nous soumettons à votre approbation.

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Extraordinaire

PREMIÈRE RÉOLUTION

Modification des statuts (article 1^{er})

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit :

« ARTICLE 1^{er} - *Forme (nouvelle rédaction)*

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après et de celles qui pourront être créées par la suite, une société anonyme française régie par les dispositions du Code de Commerce ainsi que par les présents statuts. »

DEUXIÈME RÉOLUTION

Modification des statuts (article 12 al. 2)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'alinéa 2 de l'article 12 des statuts de la société comme suit :

« ARTICLE 12 - *Délibération du Conseil d'Administration*

[...]

Un Administrateur peut se faire représenter par un autre Administrateur à une séance du Conseil d'Administration. Toutefois, un Administrateur ne peut disposer pour une même séance que d'une seule procuration ainsi donnée. Sauf lorsque le Code du Commerce exige la présence effective ou par représentation des Administrateurs, ceux-ci peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par tout moyen de visioconférence ou de télécommunication, dans des conditions conformes à la réglementation.

[...] »

Le reste demeure inchangé.

TROISIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

COMPTES SOCIAUX

Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2006

Monsieur Jean Burelle

Fonction : Dirigeant salarié

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA	Président-Directeur Général
	BURELLE PARTICIPATIONS SA	Président-Directeur Général
	COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	Président d'Honneur – Administrateur
	COMPAGNIE SIGNATURE SAS	Membre du Comité de Surveillance
	SOFIPARC SAS	Membre du Comité de Surveillance
	PLASTIC OMNIUM SERVICES SAS	Membre du Comité de Surveillance
	SOGEC 2 SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	ESSILOR INTERNATIONAL	Administrateur – Président du Comité des Mandataires
	RÉMY COINTREAU SA	Administrateur – Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations
	SOPAREXO (SCA)	Membre du Conseil de Surveillance
	HR BANQUE (SCA)	Membre du Conseil de Surveillance
	SYCOVEST 1 (SICAV)	Représentant permanent de Burelle Participations, Administrateur
	MEDEF INTERNATIONAL (ASSOCIATION)	Président
ESPAGNE	COMPAGNIA PLASTIC OMNIUM SA	Administrateur
SUISSE	PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL AG	Administrateur
	SIGNAL AG	Administrateur

Monsieur Pierre Burelle

Fonction : Dirigeant salarié

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	SOFIPARC SAS	Président
	COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	Représentant Permanent de Burelle SA, Administrateur
	PLASTIC OMNIUM SERVICES SAS	Membre du Comité de Surveillance
	SOGEC 2 SA	Président-Directeur Général
	COMPAGNIE SIGNATURE SAS	Membre du Comité de Surveillance
	COMPAGNIE BOURBON PLASTIQUE	Représentant permanent de la Compagnie Plastic Omnium, Administrateur jusqu'au 30/06/2006
	UNION INDUSTRIELLE	Président du Conseil de Surveillance
ESPAGNE	COMPAGNIA PLASTIC OMNIUM SA	Administrateur
SUISSE	PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL AG	Président

Monsieur Laurent Burelle

Fonction : Dirigeant salarié

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	SOGEC 2 SA	Directeur Général Délégué – Administrateur
	BURELLE PARTICIPATIONS SA	Administrateur
	SOFIPARC SAS	Membre du Comité de Surveillance
	COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	Président-Directeur Général
	PLASTIC OMNIUM SERVICES SAS	Président
	TRANSIT SAS	Président jusqu'au 23/06/2006
	PLASTIC OMNIUM AUTO SAS	Président
	VALEO PLASTIC OMNIUM SNC	Co-Gérant (SNC), représentant légal de la Société Plastic Omnium Auto Exteriors
	PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS	Président
	PLASTIC OMNIUM PLASTIQUES HAUTES PERFORMANCES SAS	Président
	COMPAGNIE SIGNATURE SAS	Président
	LA LYONNAISE DE BANQUE	Administrateur
	COMPAGNIE FINANCIÈRE DE LA CASCADE SAS	Président

COMPTES SOCIAUX

Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2006

Monsieur Laurent Burelle (suite)

Pays	Sociétés	Mandats
ALLEMAGNE	PLASTIC OMNIUM GmbH SIGNATURE MARKIERTECHNIK GmbH	Gérant Co-Gérant
ESPAGNE	COMPANIA PLASTIC OMNIUM SA PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA PRODUCTOS PLASTICOS PERFORMANTES SA PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA	Président jusqu'au 19/05/2006 Administrateur Délégué jusqu'au 19/05/2006 Administrateur Président jusqu'au 19/05/2006 Administrateur Délégué jusqu'au 19/05/2006 Président jusqu'au 19/05/2006 Administrateur Délégué jusqu'au 19/05/2006 Président jusqu'au 19/05/2006 Administrateur Délégué jusqu'au 19/05/2006
ÉTATS-UNIS	PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS – 3P Inc. EPSCO INTERNATIONAL Inc. PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC PLASTIC OMNIUM Inc. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS LLC	Chairman Chairman jusqu'au 18/12/2006 Chairman Chairman Administrateur
GRANDE-BRETAGNE	PLASTIC OMNIUM Ltd - En cours de liquidation	Chairman
PAYS-BAS	PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	Président
SUISSE	SIGNAL AG	Administrateur

Monsieur Paul Henry Lemarié

Fonction : Dirigeant Salarié

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA BURELLE PARTICIPATIONS SA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA PLASTIC OMNIUM SERVICES SAS COMPAGNIE SIGNATURE SAS INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT INOPLAST SA	Directeur Général Délégué – Administrateur Administrateur Directeur Général Délégué – Administrateur Membre du Comité de Surveillance Membre du Comité de Surveillance Administrateur – Vice-Président jusqu'au 20/06/2006 Administrateur Représentant permanent de la Société Plastic Omnium Auto, Administrateur
ALLEMAGNE	PLASTIC OMNIUM GmbH	Membre du Beirat
BELGIQUE	PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS – 3P NV En cours de liquidation	Président
ESPAGNE	COMPANIA PLASTIC OMNIUM SA	Administrateur
ÉTATS-UNIS	INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING Inc. INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS LLC	Administrateur Administrateur
GRANDE-BRETAGNE	PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE Ltd PLASTIC OMNIUM Ltd	Administrateur Administrateur

Monsieur Patrice Hoppenot

Fonction : Investisseur

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BACOU-DALLOZ SA ELIOR SA	Administrateur – Membre du Comité d'Audit Membre du Conseil de Surveillance jusqu'à fin juin 2006 Membre du Comité d'Audit jusqu'à fin juin 2006 Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations jusqu'à fin juin 2006
ILE MAURICE	BURELLE SA INVESTISSEUR & PARTENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	Administrateur – Membre du Comité des Comptes Président-Directeur Général

Monsieur Dominique Léger

Fonction : Avocat

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA PLAN FRANCE FONDATION DU PATRIMOINE	Administrateur – Président du Comité des Comptes Président Vice-Président

Madame Éliane Lemarié

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA SOFIPARC SAS SOGEC 2 SA UNION INDUSTRIELLE IRMA COMMUNICATION SARL	Administrateur Membre du Conseil de Surveillance Directeur Général Délégué – Administrateur Membre du Conseil de Surveillance Gérant

Monsieur Henri Moulard

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	INVEST IN EUROPE SAS HM ET ASSOCIÉS SAS DIXENCE SAS GERPRO SAS BURELLE SA FONCIA LA FRANÇAISE DES PLACEMENTS INVESTISSEMENTS SAS CRÉDIT AGRICOLE SA CALYON LCL – CRÉDIT LYONNAIS SA GFI INFORMATIQUE ELF AQUITAINE UNIBAIL FINANCIÈRE CENTURIA (SAS) ASSOCIATION DE LA FONDATION DE FRANCE	Président Président Président du Conseil de Surveillance Vice-Président du Comité exécutif représentant le collège des censeurs Administrateur Administrateur et Membre du Comité d'Audit jusqu'à 2006 Membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit Membre du Conseil de Gouvernance Président du Comité des Nominations et Rémunérations Censeur et Président du Comité d'Audit Censeur et Président du Comité d'Audit Censeur et Président du Comité des Risques et des Comptes Censeur et Président du Comité des Rémunérations et Membre du Comité d'Audit Administrateur Administrateur – Président du Comité des Rémunérations Membre du Conseil de Surveillance – Membre du Comité d'Audit Administrateur et Membre du bureau jusqu'à juin 2006 – Trésorier jusqu'à juin 2006 Président du Conseil d'Administration
MAROC	ATTIJARIWABA BANK EUROPE ATTIJARIWABA BANK ATLAMED SA	Administrateur – Membre du Comité d'Audit Administrateur
TUNISIE	BANQUE DU SUD	Administrateur – Membre du Comité d'Audit

Monsieur Philippe Sala

Fonction : Dirigeant d'entreprise

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA IBEXSA HOLDING SAS LES ÉTANGS DE COROT SAS BFI OPTILAS INTERNATIONAL SAS LUSTREL LABORATOIRES SAS	Administrateur – Membre du Comité des Comptes Président Président Consultant via Ibexsa Holding SAS Président

Monsieur François de Wendel

Pays	Sociétés	Mandats
FRANCE	BURELLE SA SOCIÉTÉ LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDÉRURGIQUES (SLPS) WENDEL INVESTISSEMENT FONDATION DE WENDEL	Administrateur Administrateur Membre du Conseil de Surveillance Président du Conseil d'Administration

COMPTES SOCIAUX

Résultats financiers des cinq derniers exercices

en milliers d'euros

	2002	2003	2004	2005	2006
1 - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	32 642	30 167	30 167	28 055	28 055
b) Nombre d'actions émises	2 176 118	2 011 118	2 011 118	1 870 303	1 870 303
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2 - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 529	4 227	5 083	5 084	5 511
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	-2 973	-1 176	317	1 108	-226
c) Impôts sur les bénéfices	-2 569	-772	-2 667	-1 379	-1 493
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1 015	1 097	2 571	3 357	12 304
e) Montant des bénéfices distribués	1 200	1 175	1 304	1 304	1 440
3 - RÉSULTATS PAR ACTION (en euros)					
a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions	-0,19	-0,20	1,48	1,33	0,68
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,47	0,55	1,28	1,79	6,58
c) Montant des bénéfices distribués	0,60	0,60	0,70	0,70	0,77
4 - PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	10	10	10	10	9
b) Montant de la masse salariale	2 852	3 460	3 763	3 961	5 101
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres...)	866	1 712	2 176	2 274	2 395

INFORMATIONS

Burelle :

Direction Générale Burelle SA

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris

Tél. : +33 (0) 1 40 87 65 00

Fax : +33 (0) 1 40 87 96 80

Site Internet : <http://www.burelle.fr>

Siège Administratif

1, rue du Parc – 92593 Levallois

Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Fax : +33 (0) 1 47 39 78 98

Siège Social

19, avenue Jules Carteret – 69007 Lyon

Service du titre

Lyonnaise de Banque

69160 Tassin-la-Demi-Lune

Informations financières

Burelle SA

Services administratifs
et financiers

1, rue du Parc

92593 Levallois Cedex

Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Filiales :

Compagnie Plastic Omnium SA

1, rue du Parc – 92593 Levallois

Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Compagnie Signature SAS

63, rue Édouard Colonne

92027 Nanterre

Tél. : +33 (0) 1 40 87 43 00

Sofiparc SAS

1, rue du Parc – 92593 Levallois

Tél. : +33 (0) 1 40 87 64 00

Burelle Participations SA

1, rue François 1^{er} – 75008 Paris

Tél. : +33 (0) 1 40 87 65 00

Burelle SA

Société Anonyme au Capital de 28 054 545 euros

RCS : Lyon 785 386 319

APE : 741J

Conception, rédaction et coordination : Irma Communication. Imprimé en France par Absolu Spp Pack.

Photos : Véronique Védrenne, Stéphane Muratet, Cyril Bruneau, Philippe Couette, Marcio Brigatto, Valéry C. Wallace, Digital Passion, X.

Remerciements aux services de communication et photothèques de Volvo, Audi, Nissan.

